

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LE
DIVORCE EN FRANCE

ÉTUDE DE SOCIOLOGIE

PAR

LI MON

Licencié ès lettres d'Université de Fuh-Tan.

THÈSE PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1936

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE DIVORCE EN FRANCE

ÉTUDE DE SOCIOLOGIE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

LE
DIVORCE EN FRANCE
ÉTUDE DE SOCIOLOGIE

PAR

LI MON

Licencié ès lettres d'Université de Fuh-Tan.

THÈSE PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS
POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON ET C^{ie}

160, RUE SAINT-JACQUES, 160

1936



AVANT-PROPOS

Le Suicide de Durkheim et *Les causes du suicide* de M. Halbwachs qui nous ont donné l'idée de faire cette étude.

Le divorce ou la famille désorganisée, est un des grands problèmes sociaux dans la société moderne. Il accompagne, presque partout, le progrès de la civilisation moderne. En France, la désorganisation des familles est depuis longtemps déjà une des questions sociales les plus graves. Beaucoup d'ouvrages ont paru sur cette question, mais les auteurs la traitent presque toujours du point de vue du droit, rarement du point de vue sociologique. Notre ambition dans ce travail est d'essayer de combler cette lacune.

A l'occasion de la publication de cet ouvrage, nous tenons à exprimer nos sentiments de profonde reconnaissance à M. Fauconnet et M. Halbwachs, professeurs à la Sorbonne, qui ont bien voulu accepter de diriger notre travail, et en donnant des conseils très utiles, dont nous garderons un souvenir ému.

Nous devons également nos remerciements à M. Granet, administrateur de l'Institut des Hautes Études chinoises, et M. Mauss, professeur au Collège de France, de leurs enseignements dont nous avons beaucoup profité au cours de ces années.

INTRODUCTION

Le problème du divorce possède un intérêt tout particulier pour le sociologue. Fait social, il présente de plus ce caractère d'être en rapport étroit avec un autre fait social, une autre institution juridiquement établie : le mariage. Il ne peut donc être étudié indépendamment du mariage, avec lequel il a une profonde corrélation. En un sens il est possible d'affirmer que dans certaines formes limitées, il est un moyen en vue de son fonctionnement normal. Pourtant dans sa nature même il est en opposition essentielle avec l'institution du mariage. Il y a là l'explication de deux faits très importants que nous étudierons ici : d'une part l'intérêt que les sociologues ont porté au problème, et en particulier l'opposition, assez longuement et magistralement justifiée par Durkheim, que certaines formes du divorce et en particulier celle du divorce par consentement mutuel peuvent rencontrer auprès des sociologues. L'influence extraordinaire, d'autre part, de la législation des divers pays sur le taux du divorce, que la statistique y découvre : c'est en effet lorsqu'un fait social s'oppose par sa nature même à un autre fait social juridiquement établi, que la législation à cet égard pose des problèmes plus délicats, plus minutieux, et par suite plus importants, au regard des particuliers.

Le mot divorce possède en français un double sens : tantôt il exprime l'action même de rompre le lien conjugal, tantôt l'état de deux époux rendus ainsi à la liberté. Le mot latin « *divortium* » exprime l'action propre du verbe *divertere*, détourner de, tourner dans un autre sens, diviser, séparer. L'étymologie de ce mot est assez exactement rendue par l'expression d'incompatibilité d'humeur. *Divortium*, comme *diversitas*, (divergence) exprime littéralement l'action de deux personnes quittant une route qu'elles suivaient ensemble pour prendre deux chemins différents, où chaque pas les éloigne l'un de l'autre.

En général on entend que le divorce est la rupture légale des liens du mariage. Or le mariage est une institution qui a pour objet propre de garantir socialement l'union entre deux individus, ce qui implique pour chacun d'eux une double série d'obligations : envers l'autre et envers la société. Dès lors le divorce se présente comme une reconnaissance et une confirmation sociale de la rupture de ce premier contrat. Ce qui a pour conséquence naturelle cette loi fort simple qui rend compte de l'évolution des institutions concernant le divorce en France ainsi que de leur nature dans les autres pays. Là où une société est portée par son intérêt ou ses tendances à maintenir la stabilité de l'institution familiale, elle accentue l'importance et l'irréversibilité de la garantie qu'elle a donnée à l'union des deux époux par le mariage. Là où elle laisse se détendre l'institution familiale, elle atténue cette importance et cette irréversibilité et facilite le divorce au nom de l'indépendance des individus. On pourrait appliquer en somme à la famille et au mariage ce que dit avec raison M. Fauconnet au sujet de la Patrie : « Il y a des civilisations qui poussent l'éducateur à mettre sa Patrie au-dessus de tout, d'autres qui le poussent à subor-

donner les fins nationales aux fins humaines, ou mieux, à les harmoniser¹. »

C'est là le principe directeur du tableau que nous allons brièvement tracer de l'évolution des institutions juridiques concernant le divorce en France et des principaux caractères de ces institutions à l'étranger.

Aussi longtemps qu'en France la religion resta chose d'État, aussi longtemps que le chef de l'État fut considéré comme investi par Dieu de sa mission terrestre, le divorce y resta interdit. La religion catholique considère en effet le mariage comme un sacrement indissoluble, même dans le cas longtemps discuté de l'adultère de la femme. Le concile de Trente précise et accentue encore cette condamnation du divorce. Le pouvoir temporel n'a pas en effet à décider des conditions de validité du mariage, il n'a qu'à faire respecter, à faire passer dans l'ordre du temporel la doctrine de l'Église sur ce sujet délicat.

Du syncrétisme qui caractérisait la monarchie, l'attitude des rois de France en face du problème du divorce nous est une preuve de plus. La loi civile et la loi religieuse sont fondues en une même unité. Et de même qu'il n'existe pas d'autre mariage que religieux, il n'existe pas de possibilité de divorce. Encore que la rigueur de cette interdiction trouve un adoucissement dans l'existence de la séparation de corps autorisée par la loi.

La cause du divorce va donc se lier en France avec celle des ennemis de la monarchie du droit divin : lorsque celle-ci sera rétablie, le droit de divorcer sera de nouveau refusé aux conjoints. Ce qui explique que la ligne de l'évolution du divorce en France ait été celle-ci : d'abord résistance effi-

1. Fauconnet P. : *L'œuvre pédagogique de Durkheim* (dans Durkheim : *Éducation et Sociologie*, p. 6, Paris, 1926).

cace des puissances établies, Église et État que réunit le caractère théocratique de la monarchie, contre ce principe de dissolution que le divorce représente pour la société et pour la famille. Mais sous l'influence des transformations économiques se produit une évolution des mœurs du pays dans le sens de l'adoucissement ou de la tolérance, et la loi qui ne s'adapte pas à ce nouvel état est en butte à une violente offensive de l'opinion : les philosophes, appuyés par la majorité du public éclairé, réclament l'inscription dans la loi de ce qui est pour eux une conséquence nécessaire des principes d'individualisme et de liberté. Et cette opinion se trouve juridiquement sanctionnée dans deux lois essentielles de la Révolution : celle qui dès septembre 1791 substitue à la notion de mariage-sacrement la notion du mariage-contrat-civil, et le décret du 20 septembre 1792 qui autorise le divorce considérant que tout contrat indissoluble est une atteinte à la liberté. Cependant l'opinion publique en vient assez vite à s'émouvoir de l'accroissement du nombre des divorces. Ce qui explique la satisfaction relative avec laquelle sont accueillies les restrictions apportées par le Code civil à la facilité du divorce.

Car Napoléon Bonaparte en homme d'ordre et en réaliste tient à regrouper la famille sous l'autorité du père, et sans s'attaquer au principe même du divorce, il en modifie la forme, le rendant ainsi moins tentant. La loi pouvait dans sa modération sembler durable ; mais la monarchie légitime, rétablie en 1814, supprime dès 1816 le divorce, sans d'ailleurs rencontrer, semble-t-il, d'opposition notable. C'est en 1876 seulement qu'à nouveau la question du divorce est soulevée par une intervention de Naquet à la Chambre. L'opinion publique française, toujours passionnée des problèmes sociaux où se trouve engagée la question de l'indépendance

et de la liberté de l'individu, s'en empare avec une très grande rapidité. Ce mouvement, ne se limita pas au journalisme, il atteignit jusqu'à la littérature (l'attitude d'Alexandre Dumas fils à cet égard est particulièrement intéressante). Le résultat fut que les efforts de Naquet aboutirent à la loi adoptée le 19 juin 1882 qui s'est maintenue jusqu'à nos jours.

Nous verrons d'ailleurs que l'opinion devait s'inquiéter à nouveau du problème et que le caractère excessif des réformes proposées par elles, caractère qui s'explique par un individualisme sans réserve qui parvient à faire poser l'institution du divorce radicalement en dehors de toutes les considérations touchant le mariage, devait l'opposer à l'opinion des sociologues français et particulièrement à Durkheim.

Si l'opinion française s'est ainsi passionnée pour cette question de la juridiction du divorce, c'est certes pour la raison générale que nous indiquons plus haut, c'est aussi parce qu'elle avait conscience de la dépendance étroite du divorce par rapport à sa législation, dépendance plus remarquable encore que pour tout autre fait social.

De cette dépendance nous avons une preuve dans les variations du taux du divorce selon les différents pays du monde, variation due à la diversité de leurs civilisations, et par suite de leurs législations.

Le divorce existe depuis 1863 au Danemark, 1734 en Suède et en Finlande, 1903 en Belgique, 1811 en Autriche, 1833 aux Pays-Bas, 1910 au Portugal. Il serait intéressant d'ailleurs du point de vue sociologique d'étudier quels événements de l'histoire de ces divers pays et quelles modifications dans leur système de mœurs y ont donné lieu à l'établissement du divorce. Ce qui est intéressant, c'est que, preuve nouvelle de l'interdépendance profonde du fait social qu'est

le divorce et des institutions qui le réglementent, l'examen des causes qui expliquent les variations du nombre de divorces dans les divers pays revient peut-être purement et simplement à l'étude de la législation du divorce dans ces pays, et des motifs de divorce qui y sont juridiquement admis.

Ces motifs qui sont en France, l'adultère, une condamnation infamante, enfin les excès, injures ou sévices graves, sont en Angleterre, l'adultère de la femme, l'adultère compliqué d'inceste, la bigamie, les mauvais traitements ou abandon de la part du mari.

Remarquons à ce sujet que le caractère plus traditionaliste de la juridiction anglaise spécifie l'adultère de la femme, alors que la juridiction française parle d'adultère en général. Il y a là un effort des Anglais pour spécifier et limiter les motifs de dissolution du mariage qui n'a pas son équivalent en France.

L'influence du clergé en Irlande, la solidité de la tradition catholique plus grande encore du fait de l'opposition au protestantisme anglais, expliquent sans doute que le divorce absolu y reste interdit. Mais un artifice le remplace : la séparation de corps, suivie d'une dissolution du mariage prononcée par le Parlement.

L'étude du divorce aux États-Unis présente aussi un intérêt particulier du fait même que chaque pays de la Fédération possède une législation particulière.

Le changement le plus important qui s'y soit produit quant aux causes du divorce, est l'augmentation du nombre des États autorisant le divorce pour cause de mauvais traitements (cruelty) à tel point que quatre États seulement en 1930 n'admettaient pas ce motif. Pour résumer l'état de chose actuel, on pourrait dire en simplifiant un peu que les

principales causes de divorce sont l'adultère en Angleterre, l'abandon de domicile en Hongrie, en Finlande et en Suède, le consentement mutuel au Japon.

La législation du divorce dans ce dernier pays présente d'ailleurs un intérêt tout particulier qui n'a pas été sans attirer l'attention des sociologues. Et tout spécialement Durkheim à l'occasion du compte rendu d'un livre de Sakamoto sur le divorce au Japon¹.

Durkheim souligne d'abord l'antiquité de la législation japonaise particulièrement au sujet du divorce : jusqu'en 1850 en effet le divorce y fut soumis à la juridiction du Code Taiho qui remonte au VIII^e siècle. Après 1869 seulement un Français du nom de Boissonnade fut chargé par le mikado d'apporter des modifications très importantes au Code civil japonais. Ces modifications d'ailleurs furent assez éphémères et ne tinrent guère que jusqu'en 1898, date à laquelle l'influence allemande avec un respect plus accusé des traditions particulières au Japon commença de se faire sentir.

« Le Mariage japonais » nous dit Durkheim, est une institution qui joue avec une extrême souplesse, une remarquable aisance. Il n'a rien de cette rigidité, de cet air compassé qu'il présente chez les peuples européens... pendant longtemps il se contractait sans formes ; nous allons maintenant voir qu'il se dissout de la même manière. » En effet le divorce par consentement mutuel est la règle au Japon. Il y est d'ailleurs en lui-même une institution tellement appréciée et importante que sous le régime du Code Taiho, l'État pouvait dans certains cas imposer le divorce aux conjoints.

De plus, sous le régime juridique actuel, le divorce par consentement mutuel est considéré comme un droit si essen-

1. *Année sociologique*, 1903-1904, p. 419 et suivantes.

tiel des conjoints, que, une fois la déclaration de divorce régulièrement faite et reçue, elle ne peut plus être attaquée en aucune manière, alors même qu'elle serait en contradiction avec les prescriptions de la loi.

Si nous nous sommes ainsi attardés longuement sur la législation du divorce au Japon c'est en nous fondant sur ce rapprochement de dates, important pour l'histoire de l'opinion sociologique en France : c'est dans l'*Année sociologique* de 1903-1904 que Durkheim analysait le livre de Sakamoto sur le divorce au Japon. C'est dans la *Revue Bleue*, à la date du 3 mai 1906, qu'il étudiait assez longuement la question posée par l'opinion française et la littérature du divorce par consentement mutuel : il y était donc particulièrement préparé par l'analyse de cette institution dans un pays où elle est la règle. C'est de cet examen de la valeur du divorce par consentement mutuel, par Durkheim, que nous allons retracer et dont nous tirerons les conclusions qu'il importe sur la nature même du divorce :

D'abord cette question se présentait à Durkheim sous une forme d'actualité assez angoissante. L'opinion s'en était emparée. Paul et Victor Margueritte avaient affirmé à son sujet les thèses les plus extrêmes. Le journalisme et la littérature la rendaient chaque jour plus brûlante, bref l'on se trouvait en face d'un de ces complexes sociaux où l'opinion du public sur une question modifie la nature même de cette question.

Il appartenait donc à un sociologue comme Durkheim de ramener le problème sur son vrai terrain, de réagir contre un individualisme simpliste, et de signaler le danger qu'il y aurait « à créer sous prétexte de suppression de maux individuels une grave maladie sociale ». L'argumentation de Durkheim que nous allons reprendre, est, dans cet article

de la *Revue Bleue*, la suivante : « l'institution du divorce n'a pas une influence et une action sur les seuls époux désunis, il conditionne un certain état général de la société toute entière, ou du moins modifie pour l'ensemble d'un pays les conséquences morales du mariage. Si, dans certains cas particuliers rigoureusement spécifiés, cette institution du divorce est une nécessité, et même un bien, il serait néfaste de placer sur le même plan et de considérer comme une forme du divorce analogue aux autres, le divorce par consentement mutuel dont les effets sociaux risqueraient d'être désastreux. »

Le point de départ de toute cette argumentation de Durkheim est le pur et simple énoncé de la loi statistique bien connue, dite loi de Bertillon : « Dans toute l'Europe le nombre des suicides varie comme celui des divorces. » Remarquons au passage l'intérêt que pouvait présenter une telle loi pour l'auteur du *Suicide*.

Durkheim envisage l'explication que Bertillon lui-même et d'autres après lui ont donnée de cette loi statistique. La fréquence des divorces aurait pour cause une irrégularité et une instabilité générale dans tout un pays, irrégularité et instabilité dont une autre manifestation serait la fréquence du divorce. D'où le corollaire suivant pourrait sans peine être tiré : il n'y a pas de rapport de causalité, mais seulement parallélisme entre la fréquence des divorces et la fréquence des suicides.

Mais, dit Durkheim, cette explication n'est nullement satisfaisante. Il y a un fait particulier, négligé par Bertillon, et mis en lumière par Durkheim, c'est que l'accroissement des suicides que l'on observe là où le taux du divorce est élevé est le fait des gens mariés. Bien plus, on peut enregistrer dans ces régions où le taux du divorce est élevé un accrois-

sement du nombre des suicides assez net aussi parmi les veufs, alors que ce nombre reste stable parmi les célibataires. Pour établir ce fait, Durkheim donne, dans l'article que nous avons cité, de très intéressantes statistiques auxquelles il est facile de se reporter. L'explication de la loi de Bertillon semble alors s'imposer d'elle-même, corroborant d'ailleurs certaines conclusions essentielles de la sociologie. L'institution du mariage n'est pas seulement une pure sanction juridique qui n'affecterait nullement la personnalité même des époux; il affecte profondément « la constitution morale » des époux, et particulièrement celle de l'homme. Et de cette modification de la constitution morale de l'homme dans le mariage une preuve nous est fournie par ce fait que l'homme marié et même le veuf se suicide moins que le célibataire. C'est que le mariage a apporté aux uns ce qui manque à l'autre : un principe de stabilité, de durée et d'engagement dans l'existence, à tel point que pour dix hommes mariés se suicidant on enregistre quinze suicides de célibataires, ce que Durkheim exprime en disant que le coefficient de préservation de l'homme marié par rapport au célibataire est de un cinquième.

Si donc le mariage est ainsi un contrepoids aux forces qui entraînent l'homme au suicide, on comprend l'opposition de Durkheim à des formes juridiques qui l'atteindraient dans son principe même, comme le divorce par consentement mutuel. Il serait un peu fallacieux, pensa Durkheim, d'assimiler cette dernière forme de divorce aux autres. Elle ne résulte pas en effet d'une nécessité qui rendrait moralement intenable la situation conjugale, et enlèverait au mariage toute valeur morale et de préservation : il s'agit, dans le mariage par consentement mutuel, d'un acte arbitraire de deux individus que leur humeur changeante ou capricieuse

dirige absolument, acte qui répété et juridiquement accepté peut entraîner un déséquilibre grave pour la société toute entière.

Certes Durkheim reconnaît qu'il est des objections possibles à sa position de refus à l'égard du divorce par consentement mutuel. La première et plus élémentaire de ces objections est la suivante : si le mariage est un contrat librement consenti par deux individus, il est naturel que ce contrat puisse être résilié par eux d'un commun accord dès l'instant où il leur plaira ; interdire le divorce par consentement mutuel équivaldrait à fausser le principe même et la liberté du contrat.

Mais cette objection, nous dit Durkheim, n'est nullement valable : ceux qui la font, oublient une chose pourtant essentielle : c'est qu'un contrat est susceptible d'engager des tiers, et que par suite sa résiliation ne peut être soumise au seul arbitraire des contractants. Or, le divorce engage non seulement les époux, mais encore les enfants, s'il y en a, et de plus, en un sens et pour les raisons précédemment établies, la société toute entière.

Une autre objection que les partisans du divorce par consentement mutuel pouvaient faire à la position de Durkheim était la suivante : si la loi ne reconnaît pas le divorce sous cette forme libre et non motivée, le résultat n'en restera pas moins le même : et les époux dont c'est l'intention de divorcer ne seront pas en peine de simuler les motifs de divorce légalement admis.

La stabilité de la société n'y gagnera rien, et la franchise et la probité y perdront.

Un tel raisonnement, répond Durkheim, est entaché de sophisme et d'erreur. Ce n'est certes pas une raison parce qu'une loi socialement utile et bienfaisante risque d'être

tournée par les particuliers, pour que l'on en fasse abandon. Admettre le divorce par consentement mutuel sous prétexte que de toute façon les individus qui désirent se libérer de la contrainte du mariage, y parviendront toujours, c'est faire la part vraiment trop belle, rendre la tâche trop facile à l'égoïsme et l'arbitraire individuels. D'ailleurs, affirme Durkheim, il convient de ne pas exagérer cette facilité de tourner la loi : des enquêtes minutieuses et solides, l'absence chez les magistrats de toute indulgence coupable, peuvent assez aisément la faire respecter.

Ainsi l'attitude de Durkheim au sujet du divorce par consentement mutuel est assez rigoureuse. Elle s'explique par des raisons tenant toutes à la nécessité du maintien et de la stabilité du groupe, c'est-à-dire par des raisons purement sociologiques. C'est un fait que le divorce par consentement mutuel peut avoir pour conséquence un très grave malaise social ; prendre conscience de cela, c'est savoir, nous dit Durkheim, « qu'il est des devoirs dont les individus ne sauraient se libérer pour des raisons de commodité personnelle ».

Dès lors cette position de Durkheim dans ce problème particulier du divorce par consentement mutuel est essentiellement une position sociologique fondée sur la méthode statistique ¹.

Notre ambition, au cours de ce travail, serait de fonder notre étude du divorce sur une méthode analogue, qui tirerait sa force de démonstration de la seule considération objective des chiffres.

1. « La sociologie, dit Mauss, est essentiellement exclusivement statistique » (*Journal de Psychologie*, 1924, p. 921).

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT DU DIVORCE

1. *Les sources.* — 2. *Les divorces et les séparations de corps avant 1884.* — 3. *Accroissement du nombre des divorces.* — 4. *La fréquence des divorcés par rapport à la population.* — 5. *La fréquence des divorces par rapport au nombre des mariages célébrés.* — 6. *La fréquence des divorces par rapport au nombre des couples mariés.* — 7. *Comparaison avec les pays étrangers.* — 8. *Conclusion.*

Pour étudier le mouvement du divorce en France, nous disposons de deux sources : *Le compte rendu général de la justice civile et commerciale* publié annuellement par le Ministère de la Justice, et la *Statistique annuelle du mouvement de la population* publiée par le service de la Statistique générale de la France.

Ces deux publications se différencient l'une de l'autre :

La première nous fait connaître le nombre des jugements de divorces prononcés par les tribunaux ; la seconde rend compte des divorces transcrits sur les registres de l'état civil. Ce sont les statistiques officielles du divorce en France dont nous nous sommes principalement servis.

Pour une année du calendrier, les chiffres de ces deux séries sont différents ; le premier est supérieur au second, par suite de la négligence des divorces, du décès de l'un, d'un mariage nouveau à l'étranger. D'autre part, les jugements prononcés vers la fin d'une année ne sont transcrits qu'au début de l'année suivante. Au total, le nombre des divorces croissant avec rapidité, les divorces transcrits sont

moins nombreux que les jugements de la même année.

Les statistiques d'état civil nous donnent des renseignements plus détaillés que les statistiques judiciaires ; ainsi l'âge des époux, la durée du mariage dissous, et le nombre des enfants issus du mariage.

Nous ne savons rien de cette fréquence des divorces avant l'établissement des statistiques en France, si ce n'est par les statistiques non officielles de 1801 à 1816 déjà citées par Legrand dans son livre *Le mariage et les mœurs en France*. Selon lui, dès 1802 jusqu'à la loi du 8 mai 1816, la moyenne annuelle des divorces a été de 386¹.

Après cette date, l'abolition juridique du divorce donna lieu à un accroissement du nombre des séparations. Et ce sont les chiffres des séparations que nous citons à partir de cette date. Voici, le tableau ci-dessous montre les statistiques de divorces et celles de séparations de corps :

PÉRIODE	NOMBRE moyen annuel.	PÉRIODE	NOMBRE moyen annuel.
<i>Les statistiques non officielles.</i>			
1802-1805	462	1816-1819	164
1806-1810	180	1820-1829	273
1811-1815	180	1830-1836	400
<i>Depuis l'établissement de la statistique.</i>			
1837-1840	565	1846-1850	778
1841-1845	759		
<i>Depuis la loi sur l'assistance judiciaire.</i>			
1851-1855	1.127	1871-1875	2.004
1856-1860	1.440	1876-1880	2.559
1861-1865	1.811	1881-1885	3.883
1866-1870	2.166		

1. Legrand. *Le mariage et les mœurs en France*, p. 28. Paris, 1878.

Remarquons depuis 1801 jusqu'à la loi du 8 mai 1816, ce nombre fut très faible. La moyenne annuelle des divorces était de 386. En l'an 1803, le nombre s'accroît brusquement jusqu'à vingt fois plus qu'en 1801. Mais, à partir de 1805, il a diminué sans cesse jusqu'à 1809, suivi d'une diminution pendant l'année suivante.

Par suite des terribles événements politiques de 1814 à 1815, la fréquence des divorces fut considérablement réduite. A cette époque, les divorces très rares dans le Midi, mais très répandus dans le Nord¹. Dès 1816 à 1884 le nombre des séparations a beaucoup varié. De 1841 à 1850, l'accroissement du nombre des séparations est très lent ; la moyenne annuelle est alors de 1062, les événements de 1848 en font diminuer brusquement le nombre ; il est faible encore en 1849.

A partir de la loi du 22 janvier 1851 sur l'assistance judiciaire, le nombre des séparations de corps s'élève brusquement mais il s'abaisse en 1854.

Après 1860, le nombre des séparations s'accroît dans une proportion considérable.

Après 1869, nous aurons une réduction provoquée par la guerre de 1870-1871 ; dans les années suivantes, le mouvement reprend pour remonter aux chiffres d'avant la guerre. Et depuis 1872, les séparations ont pris un mouvement ascendant jusqu'en 1885.

Depuis la loi rétablissant le divorce, en 1884, jusqu'à la Grande Guerre, le nombre des divorces va toujours croissant ; il diminue pendant la guerre, mais ensuite, il remonte, il a toujours continué sa marche ascendante. On trouve que, de 1884 à 1931, c'est-à-dire pendant quarante-huit ans,

1. Legrand. *Op. cit.*, p. 28.

le total des divorces prononcés a été de 630.955, et celui des divorces transcrits de 550.871. Ces chiffres sont considérables.

On voit, à la quatrième colonne du tableau ci-dessous, par période quinquennale, que le taux d'accroissement des divorces a été rapide et incessant.

ANNÉES	NOMBRE de demandes.	NOMBRE de divorces prononcés.	NOMBRE de divorces transcrits.	PÉRIODE quinquennale.
1884	1.773	1.657	1.657	17.178
1885	4.640	4.129	4.227	
1886	4.581	4.003	2.950	
1887	6.605	5.797	3.636	
1888	6.247	5.482	4.708	
1889	7.075	6.249	4.786	27.451
1890	7.456	6.557	5.457	
1891	7.445	6.431	5.252	
1892	8.119	7.035	5.772	
1893	8.159	6.937	6.184	
1894	9.144	7.893	6.419	34.919
1895	8.937	7.700	6.751	
1896	9.148	7.879	7.031	
1897	9.283	7.999	7.460	
1898	9.520	8.100	7.238	
1899	9.461	8.042	7.179	39.407
1900	9.309	7.820	7.137	
1901	10.539	8.841	7.741	
1902	11.088	9.431	8.431	
1903	11.872	10.186	8.919	
1904	12.528	10.850	9.860	52.731
1905	12.567	10.860	10.019	
1906	13.192	11.588	10.573	
1907	14.227	12.575	10.818	
1908	15.204	13.301	11.461	
1909	15.920	13.872	12.770	68.256
1910	16.358	14.261	12.957	
1911	17.453	15.261	13.027	
1912	18.910	16.723	14.504	
1913	18.454	16.335	14.998	

ANNÉES	NOMBRE de demandes,	NOMBRE de divorces prononcés.	NOMBRE de divorces transcrits.	PÉRIODE quinquennale.
1914	» ¹	10.154 ²	7.889	26.764
1915	»	1.952 ²	1.638	
1916	»	4.923 ²	3.889	
1917	»	8.909 ²	5.497	
1918	»	9.841 ²	7.851	
1919	22.357	19.465	13.362	125.896
1920	45.577	41.279	29.115	
1921	34.134	30.490	32.472	
1922	28.373	25.159	27.548	
1923	25.811	23.040	23.399	
1924	25.302	22.154	20.974	97.522
1925	25.512	22.176	19.871	
1926	25.907	22.442	19.844	
1927	25.057	21.592	18.158	
1928	28.925	25.410	18.675	
1929	30.084	26.151	19.167	»
1930	27.380	23.434	20.367	
1931	28.505	24.587	21.213	
1932	»	»	21.727	
1933	»	»	»	

1. Les détails manquent pour la période de la guerre.
2. Selon « Statistique générale de la France », l'an 1914-1919.

Après la loi qui a rétabli le divorce, en 1885, le nombre a été fortement influencé par la liquidation du passé. Mais une baisse brusque a suivi l'année suivante.

L'accroissement des divorces apparaît nettement à partir de 1887 ; il a une marche régulièrement ascendante jusqu'en 1898.

A partir de 1898, le nombre a commencé à décroître jusqu'en 1900.

Depuis cette dernière année, un nouveau mouvement en avant a recommencé. De 1911 à 1913, l'augmentation du

nombre total des divorces transcrits s'accroît à peu près régulièrement, comme de l'année 1886 à 1898.

Dès le mois d'août 1914, c'est-à-dire à partir du début de la guerre, le nombre des divorces fut réduit brusquement. En 1913, il était faible déjà; le chiffre, cette année-là était de 14.998; il est de 7.889 pour 1914; de 1.638 pour 1915. Dès le milieu de la guerre, en 1916, l'augmentation des divorces reprend; vers la fin de la guerre, ils s'élèvent au nombre de 7.851.

Après la guerre, en 1919, le nombre s'éleva encore davantage. En 1920, il est presque le double de celui d'avant-guerre. Jusqu'en 1921, il ne cessa de s'élever très rapidement jusqu'à un niveau encore jamais atteint.

A partir de 1922, la fréquence des divorces diminue sensiblement et la baisse a continué jusqu'en 1927 avec un nombre de 18 158. Mais il a remonté en 1928, et, dans ces dernières années, a repris sa marche ascendante par suite de la crise mondiale qui eut des répercussions dans tous les domaines.

Pour déterminer la fréquence des divorces et préciser l'importance de cette progression, nous pouvons comparer le nombre des divorces au chiffre de la population.

La fréquence relative des divorces peut être appréciée en rapportant le nombre annuel des nouveaux divorcés à la population totale. Dans ce but, on peut calculer par rapport à un million d'habitants (estimation de chaque année). On trouve dans le tableau ci-après les résultats du calcul effectué pour chaque année; il indique une augmentation régulière du nombre relatif des divorces.

Proportion des divorces pour un million d'habitants.

ANNÉES	NOUVEAUX divorcés pour 1.000.000 hab.	ANNÉES	NOUVEAUX divorcés pour 1.000.000 hab.
1884.	» ¹	1909.	648
1885.	220	1910.	656
1886.	154	1911.	658
1887.	190	1912.	731
1888.	240	1913.	754
1889.	248	1914.	475
1890.	284	1915.	98
1891.	300	1916.	218
1892.	300	1917.	338
1893.	321	1918.	478
1894.	334	1919.	691
1895.	350	1920.	1.485
1896.	366	1921.	1.655
1897.	385	1922.	1.398
1898.	374	1923.	1.173
1899.	370	1924.	1.041
1900.	368	1925.	979
1901.	397	1926.	971
1902.	432	1927.	887
1903.	456	1928.	910
1904.	503	1929.	930
1905.	511	1930.	979
1906.	538	1931.	1.014
1907.	550	1932.	1.039
1908.	582		

On remarquera que le taux des divorcés, par rapport à la population totale, s'accrut rapidement de 1885 à 1897 et fit plus que doubler en douze ans.

Depuis l'année 1897, le taux a diminué jusqu'en 1900.

La fréquence des divorces a pris, durant la période de 1901 à 1913, une marche beaucoup plus rapide que l'accroissement de la population. Le nombre proportionnel a passé de 397 en 1901, à 754 en 1913. Pour cette dernière année, il est le triple de celui de 1885.

Par suite de la guerre, le nombre des divorces tomba brusquement. En 1915, son taux fut de 98 pour un million

1. Quatre derniers mois de 1884, époque où la loi du divorce a été mise en vigueur.

d'habitants, beaucoup plus bas que celui de 1886. Mais, il a augmenté ensuite et jusqu'en 1919, de telle sorte qu'à la fin de la guerre, on était presque revenu au chiffre d'avant-guerre.

Après la guerre, le mouvement ascendant reprit. Le nombre des divorces en 1920 s'établissait à 1.485 pour un million d'habitants, et en 1921, atteignait le maximum de 1.655.

Depuis 1922, jusqu'en 1927, le taux des divorces diminua brusquement et rapidement, de 1,398 en 1926, à 1.173 en 1923; 1.041 en 1924; 979 en 1925; 971 en 1926, et 887 en 1927. Ce dernier nombre est encore un peu supérieur à celui d'avant-guerre.

Vers 1928, la proportion des divorces s'est relevée à 910, depuis, la progression continue et le taux en 1930 était de 979, et de 1.014 pour 1931. Ce nombre est presque équivalent à celui de 1924 (1.041).

On peut encore faire rapprocher le nombre des divorces transcrits du chiffre annuel des mariages célébrés. Dans ce but, on a calculé ordinairement la proportion des divorces transcrits pour 1.000 mariages célébrés. Voici quels résultats on obtient :

Proportion des divorces prononcés par 1.000 mariages célébrés.

PÉRIODE	NOMBRE annuel moyen de mariages célébrés	NOMBRE annuel moyen de divorces transcrits.	PAR RAPPORT 1.000 mariages célébrés.
1885-1889	278.638	4.061	15
1890-1894	283.813	5.917	21
1895-1899	289.496	7.136	25
1900-1904	298.411	8.420	28
1905-1909	309.300	11.128	36
1910-1913	306.683	11.876	36
1914-1919	189.327	6.330	34
1920-1924	434.392	26.702	62
1925-1929	341.547	19.143	56
1930	342.059	20.367	59
1931	326.661	21.213	65
1932	314.980	21.727	66

Le taux des divorces rapproché du nombre des mariages comme du chiffre de la population a suivi une marche ascendante.

Son taux d'accroissement fut très rapide et très fort pendant les premières dizaines d'années, c'est-à-dire de la première à la seconde période. Vers la troisième période et pendant quinze ans, sa marche fut plus lente.

Vers la période 1905-1909, le taux est remonté pour atteindre le double de celui de la première période. Cette augmentation a continué jusqu'à la Grande Guerre. Pendant la guerre, le taux a diminué brusquement, mais reste supérieur à celui des quatre premières périodes.

Tout de suite après la guerre, le taux a augmenté brusquement : quatre fois plus fort qu'au cours de la première période ; après une diminution pour la période suivante, son taux s'est élevé sensiblement pendant les deux dernières années. En 1932, le nombre est supérieur à celui de la période 1920-1924 (66 pour 1.000 mariages célébrés contre 62 pour la période 1920-1924).

Il est beaucoup plus exact de rapporter le nombre des divorces à celui des couples existants, plutôt qu'au nombre des habitants ou des mariages célébrés.

A cet effet, on calcule généralement le nombre annuel moyen des divorces par périodes quinquennales formés autour des dates de recensement et on a calculé la proportion des divorces pour 100.000 couples mariés recensés. On prend souvent le nombre des femmes comme nombre de couples mariés, parce que le nombre est plus stable que le nombre des hommes. Voici les renseignements que nous avons obtenus par rapport au nombre de couples mariés¹.

1. Le tableau reproduit : *Statistique générale de la France*, « Le mouvement de la population » en 1932, p. xxxiii.

PÉRIODE	NOMBRE de couples mariés au dénombrement.	NOMBRE annuel moyen de divorces transcrits.	PROPORTION des divorces pour 100.000 couples.
1885-1888	7.479.667	3.880	52
1889-1893	7.648.487	5.590	73
1894-1898	7.709.425	6.984	90
1899-1903	7.939.059	7.885	99
1904-1908	8.455.160	10.546	129
1909-1913	8.332.203	13.655	164
1914-1919	6.780.000 ¹	6.330	93
1920-1924	8.489.008 ¹	26.702	315
1925-1929	9.184.458 ¹	19.143	208
1930	9.556.395	20.367	213
1931	9.556.395	21.213	222
1932	9.556.395	21.727	227

1. D'après le nombre de femmes mariées.

D'après le tableau ci-dessus, il est très clair que de 1885 à 1888 et de 1909 à 1913, l'accroissement des divorces a été rapide. Dans la période 1885-1888, le taux des divorces a été de 52 pour 100.000 couples mariés. Mais, pour la période 1909-1913 il a été de 164. On peut dire que la fréquence du divorce était alors une fois plus grande qu'en 1885-1888. Pendant les deux dernières périodes surtout, elle a pris une marche ascendante rapide et sans arrêt jusqu'à la Grande Guerre.

Pendant la guerre, le taux s'est abaissé à 93 pour 100.000 couples mariés. Mais, il est encore plus fort que pendant les périodes de 1885-1888, de 1889-1893 et de 1894-1898.

Dans la période d'après-guerre, il est remonté brusquement à 315 pour 100.000 couples. Ensuite, le taux des divorces s'est réduit jusqu'en 1927. Mais dans ces dernières années, surtout en 1930, 1931 et en 1932, il a repris sa marche ascendante.

Enfin, on rapproche le nombre des divorces de celui des couples mariés, depuis la loi rétablissant le divorce, le taux des divorces ne cessa de s'accroître, sauf pendant deux périodes : celles de 1914-1919 et 1925-1929.

Nous avons bien analysé plus haut la fréquence des divorces et vu que le taux s'est toujours accru. Nous faisons maintenant la comparaison avec les pays étrangers.

La fréquence relative des divorces peut être appréciée en rapportant le nombre annuel des divorces à la population totale, comme nous l'avons déjà montré plus haut. Les chiffres de la population se trouvent facilement, nous pouvons faire une comparaison par ce moyen.

Cette comparaison peut nous montrer que chaque pays a son taux de divorces propre, qu'il varie avec la civilisation du pays. Voici les résultats du calcul effectué pour les pays que nous avons choisis.

**Le nombre de divorces dans les pays étrangers
avant la guerre (pour 100.000 habitants).**

ANGLETERRE ET GALLES		HONGRIE	
	NOMBRE de divorces pour 100.000 hab.		NOMBRE de divorces pour 100.000 hab.
1861-1865. . . .	1,4	1881-1885. . . .	14,0
1881-1885. . . .	2,6	1886-1890. . . .	14,0
1886-1890. . . .	2,6	1891-1895. . . .	16,4
1891-1895. . . .	2,6	1896-1900. . . .	15,4
1896-1900. . . .	3,2	1901-1905. . . .	35,2
1901-1905. . . .	3,7	1906-1910. . . .	67,9
1906-1910. . . .	3,6		
ÉCOSSE		FRANCE	
		1884-1885. . . .	6,2
1867-1870. . . .	2,4	1886-1890. . . .	22,5
1881-1885. . . .	4,6	1891-1895. . . .	32,2
1896-1900. . . .	7,3	1896-1900. . . .	37,2
1901-1905. . . .	8,5	1901-1905. . . .	45,9
1906-1910. . . .	8,5	1906-1910. . . .	59,5

FINLANDE

	NOMBRE de divorces pour 100,000 hab.
1876-1880. . . .	5,4
1881-1885. . . .	3,4
1886-1890. . . .	6,4
1891-1895. . . .	6,8
1896-1900. . . .	9,2
1901-1905. . . .	8,8
1906-1910. . . .	11,0

AUTRICHE

1882-1885. . . .	0,8
1886-1890. . . .	0,8
1891-1895. . . .	1,0
1896-1900. . . .	1,2
1901-1905. . . .	1,8
1906-1910. . . .	2,4

SUISSE

1876-1880. . . .	70,8
1881-1885. . . .	64,4
1886-1890. . . .	60,0
1891-1895. . . .	58,4
1896-1900. . . .	64,2
1901-1905. . . .	67,2
1906-1910. . . .	81,6

BELGIQUE

1831-1835. . . .	0,4
1881-1885. . . .	7,6
1886-1890. . . .	11,2
1891-1895. . . .	14,8
1896-1900. . . .	19,2
1901-1905. . . .	23,4
1906-1910. . . .	24,3

PRUSSE

1881-1885. . . .	23,0
1886-1890. . . .	27,4
1891-1895. . . .	29,6
1896-1900. . . .	33,4
1901-1905. . . .	32,8
1906-1910. . . .	43,6

EMPIRE ALLEMAND

1881-1885. . . .	23,4
1886-1890. . . .	26,4
1891-1895. . . .	28,2
1896-1900. . . .	32,2
1901-1905. . . .	33,4
1906-1910. . . .	42,8

PAYS-BAS

	NOMBRE de divorces pour 100,000 hab.
1866-1870. . . .	7,4
1881-1885. . . .	9,6
1886-1890. . . .	16,2
1891-1895. . . .	17,4
1896-1900. . . .	19,6
1901-1905. . . .	23,0
1906-1910. . . .	27,0

DANEMARK

1871-1875. . . .	18,4
1881-1884. . . .	22,4
1896-1900. . . .	29,6
1901-1905. . . .	37,0
1906-1910. . . .	50,8

NORVÈGE

1871-1875. . . .	0,8
1891-1895. . . .	9,0
1896-1900. . . .	10,4
1901-1905. . . .	15,6
1906-1910. . . .	27,7

SUÈDE

1867-1870. . . .	5,8
1881-1885. . . .	9,6
1886-1890. . . .	10,6
1891-1895. . . .	12,2
1896-1900. . . .	15,0
1901-1905. . . .	15,8
1906-1910. . . .	19,8

ROUMANIE

1871-1875. . . .	15,2
1887-1889. . . .	30,4
1892-95. . . .	30,4
1896-1900. . . .	38,4
1901-1905. . . .	49,6
1906-1910. . . .	69,6

ÉTATS-UNIS

1867-70.	56,1
1881-85.	83,3
1886-90.	98,1
1891-95.	113,0
1896-1900. . . .	132,9
1901-1905. . . .	159,1

Après la guerre.
(Nombre de divorces pour 100.000 habitants)¹.

PAYS	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Allemagne.	69	63	60	56	58	57	54	58	58	62	63	62	65
Angleterre et Pays de Galles.	8	9	7	7	6	7	7	8	10	9	9	9	10
Autriche.	87	92	87	85	84	81	»	77	»	90	98	100	94
Belgique.	30	49	50	43	39	32	30	30	30	27	34	34	31
Danemark.	40	42	39	56	51	55	55	61	66	64	65	69	70
Ecosse.	10	16	8	7	9	9	9	10	10	11	10	12	10
Finlande.	17	15	16	19	18	19	20	20	22	25	33	35	33
Hongrie.	»	»	91	88	76	68	70	67	65	60	63	50	»
Islande.	20	24	16	18	26	23	36	20	36	27	24	28	27
France.	75	83	70	60	53	49	49	45	46	47	49	51	52
Norvège.	25	23	23	24	24	23	24	21	30	29	31	32	33
Pays-Bas.	29	29	28	28	29	30	32	34	35	35	36	38	36
Roumanie.	48	60	52	50	43	47	43	44	43	42	38	39	40
Suisse.	23	24	25	24	27	29	29	32	35	36	36	38	39
U. S. A.	»	»	136	148	150	152	154	185	163	166	164	166	»

1. Annuaire statistique du Danemark, 1920-1924-1927-1929-1930-1931-1932, tableaux internationaux.

En Europe, avant la guerre, les pays où le taux du divorce atteignait les valeurs les plus élevées étaient la Suisse, 816 divorces pour un million d'habitants; la Roumanie, 696; la Hongrie, 679; la France, 595; le Danemark, 508; l'Empire allemand, 428; la Serbie, 310; ceux où ce coefficient atteignait les valeurs les plus faibles se rangeaient dans l'ordre suivant : Autriche, 24; Angleterre, 36; Écosse, 85; Finlande, 111; Suède, 189. La Belgique, les Pays-Bas et la Norvège se classaient à peu près au milieu de la liste des États européens avec respectivement, 243, 270 et 277 divorces pour un million d'habitants¹. Après la guerre, ce sont les États-Unis, l'Autriche, le Danemark, l'Allemagne, la Hongrie et la France qui prennent le premier rang. C'est toujours l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse qui fournissent le taux le plus faible.

En France, dès avant la guerre, le taux du divorce avait déjà pris un mouvement ascendant. En 1884-1885, le taux n'était que de 6 pour 100.000 habitants, passant à 46 pour la période de 1901-1905, et à 60 pour la période de 1905-1910. Cette augmentation était constante et régulière. Depuis la guerre, ce taux atteignait un maximum, en l'an 1921, à cause de la terrible crise économique de cette année. Et à partir de cette date le taux a commencé de prendre une marche descendante jusqu'en 1927. Elle est tombée au 6^e rang parmi les pays que nous avons cités. Ces chiffres ont remonté de 1928-1932.

En Angleterre dans le Pays de Galles, on constate que leur taux de divorce, aux commencements, s'est accru régulièrement jusqu'en 1881 (2,6 pour 100.000 habitants en 1881-1885 contre 1,4 pour la période 1861-1865). Il est demeuré

1. Voir *La statistique internationale du mouvement de la population de 1901-1913*, publiée par la Statistique générale de la France, 1913, p. 29.

stationnaire de 1881 à 1895; depuis cette date, il a repris une marche ascendante. Après la guerre, le taux fut très élevé en 1921, entre 1922 et 1926 il est resté stationnaire, puis remonté, mais très lentement pendant les cinq dernières années.

L'Écosse aussi est un pays qui fournit des taux de divorce très faibles à comparer les autres pays : 2,4 pour 100.000 habitants pour la période 1867-1870, il augmenta régulièrement de 1881 à 1910 (8,5 pour la période 1906-1910 contre 4,6 pour la période 1881-1885). Après la guerre, il a suivi le rythme de l'Angleterre et du Pays de Galles.

En Autriche, en Finlande, en Belgique et aux Pays-Bas, on peut constater, depuis 1881, une augmentation régulière. Après la guerre, à partir de 1922, le taux en Finlande a augmenté légèrement et régulièrement jusqu'en 1932. La fréquence en Autriche a fortement augmenté en 1921, puis diminuée, mais est restée très élevée pour les quatre dernières années surtout pour 1931 où son taux atteignait un maximum de 100 pour 100.000 habitants. La Belgique a presque suivi la même marche que l'Autriche, son taux augmentant jusqu'en 1922, baissant ensuite jusqu'en 1928, et demeurant stationnaire pendant les trois dernières années, mais en augmentation cependant sur celui de 1928. Pour les Pays-Bas les variations sont plus sensibles.

Les statistiques montrent nettement un accroissement de la proportion des divorces dans l'Empire allemand. De 234 pour 100.000 habitants pendant la période 1881-1885, le taux passe à 42,8 en 1906-1910. Pour la Prusse, il s'est accru comme pour l'ensemble de l'Empire de 23,0 en 1881-1885 à 43,6 en 1906 à 1910, mais avec une interruption pour la période de 1901-1905, 32,8 contre 33,4 pour la période précédente. Après la guerre, le taux des divorces en Allemagne

a remonté en 1920, une baisse a suivi jusqu'en 1926 et l'ascension a repris depuis.

Il en est de même au Danemark, en Suède et en Norvège. Dans chacun de ces trois pays, la fréquence relative des divorces a doublé pour le moins dans les vingt années qui ont précédé la guerre. Après la guerre, elle a varié mais sans grande fluctuation, et reste en mouvement ascendant ces quatre dernières années pour le Danemark et la Norvège.

La Suisse, au premier abord, a fourni des taux très forts 70,8 pendant la période 1876-1880, mais après un abaissement (58,4 seulement pour la période 1891-1895), les chiffres ont remonté. Après la guerre, son taux a augmenté presque régulièrement de 1920 à 1932 (39 pour 100.000 habitants en 1932 contre 23 en 1920).

La fréquence des divorces, dans les Balkans; et particulièrement en Roumanie est plus considérable. Le taux est en augmentation régulière avant la guerre de 15,2 pour 100.000 habitants à 69,6 en 1906-1910. Après la guerre le taux a remonté encore en 1921, est resté sans grand changement entre 1922 et 1928 et a augmenté régulièrement pendant les quatre dernières années.

En Hongrie, on constate que durant la période où l'ancienne loi fut appliquée (de 1876 à 1895), le nombre des divorces est demeuré à peu près constant. La nouvelle loi de 1896 fut suivie d'une diminution. Mais immédiatement une augmentation a suivi. Après la guerre, on constate une baisse durant quatre années, à dater de 1922, puis une augmentation légère et sans grande variation pour les dernières années.

Aux États-Unis, on constate comme les États européens : un accroissement régulier et rapide du taux des divorces, en 1867-1870 ce taux n'était que de 56,1 pour 100.000 habi-

tants, il s'est élevé à 159,1 en 1905. Après la guerre il reste encore extrêmement fort.

Si nous jetons un coup d'œil sur le tableau ci-dessus. On voit que presque dans tous les pays protestants (exception faite pour l'Angleterre) et les pays où l'industrie et le commerce sont le plus développés, les taux sont les plus forts, et au contraire, dans les pays catholiques (sauf la France) et les pays agricoles les taux sont plus faibles.

Pendant les cinq dernières années, à cause de la crise mondiale le taux des divorces a repris une marche ascendante dans tous les pays d'Europe, même chez ceux où il s'était maintenu faible, comme l'Angleterre.

De cette comparaison, il résulte que la France a toujours fourni un taux très fort, et que d'autre part, ce sont toujours les mêmes pays qui fournissent les taux faibles ou forts. Ceci nous montre la force de la tradition. Chaque société a fourni un taux qui lui est propre.

*
* *

En étudiant les tableaux du mouvement des divorces, la première remarque qui s'impose, c'est que son mouvement est ondulatoire : tantôt il marche en avant, tantôt il s'arrête, tantôt il recule.

Mais, en réalité, ce mouvement n'est pas fortuit ; il est remarquablement constant, s'il varie, ce n'est pas par écarts brusqués et irréguliers, mais généralement avec lenteur et ordre¹. Il a son caractère propre, il varie selon le rythme de la vie sociale. Chaque mouvement a été déterminé par le milieu social ou telle condition du milieu social a produit tel ou tel

1. Fauconnet et Mauss. « Article sur la *sociologie* dans *Grande Encyclopédie* ».

mouvement de divorces. « La marche de la civilisation, dit A. Comte, ne s'exécute pas à proprement parler suivant une ligne droite, mais selon une série d'oscillations inégales et variables autour d'un mouvement moyen qui tend toujours à prédominer. »

Pourquoi le mouvement des divorces a-t-il remonté ou baissé ? C'est parce que le milieu social a changé sa figure propre. Si le mouvement s'est brusquement modifié, c'est que ce changement dans le milieu social a été brusque. Le mouvement des divorces correspond aux conditions de la vie sociale dans la période à laquelle il appartient et dont il ne fait que reproduire le rythme¹.

Le mouvement des divorces apparaît comme un miroir qui reflète l'aspect des sociétés françaises du passé. Depuis le rétablissement de la loi du divorce, le taux du divorce a varié avec les changements sociaux pendant trente ans ; les changements de la société n'ont pas été graves, c'est-à-dire que la vie des peuples n'a pas subi de grandes modifications ; il en est résulté que le taux des divorces n'a pas subi de modifications profondes.

Pendant la guerre la vie sociale change brusquement². Le mouvement des divorces à son tour se modifie brusquement dans les pays belligérants.

Après les événements de 1914-1919, le taux des divorces a augmenté dans tous les pays belligérants. Surtout en 1921, comme nous l'avons vu dans le tableau précédent.

Après la guerre, la vie sociale a repris son cours normal et le taux des divorces a suivi une courbe descendante régulière.

Vers 1928, la crise économique a commencé à se mani-

1. Durkheim. *Le Suicide*, nouvelle éd., Paris 1930, préface P. Z J.

2. Voir le chapitre vi.

fester. Les conséquences de cette rupture de l'équilibre se sont fait sentir dans la vie sociale qui ne put se maintenir dans son état normal ; le taux des divorces en fut influencé lui aussi. Le chiffre a remonté dans tous les pays qui ont eu et ont encore à souffrir de la crise.

La crise économique n'étant pas encore résolue, le taux des divorces continue, lui aussi, à augmenter.

Comme nous l'avons déjà dit, le taux des divorces correspond à la vie sociale, à laquelle il appartient.

Chaque société a fourni son taux propre déterminé par la civilisation de cette société. C'est ainsi que si l'Angleterre a toujours fourni un taux faible, c'est parce que la société anglaise est au point de vue du divorce mieux équilibrée que les autres pays.

Par les tableaux ci-dessus que nous avons examinés, il résulte que le mouvement des divorces en France, depuis le rétablissement de la loi du divorce, a pris une marche ascendante et varie avec la vie sociale à laquelle il appartient.

CHAPITRE II

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DIVORCES

1. *La répartition des divorces par départements.* — 2. *Aperçu historique.*
— 3. *La zone de divorce.* — 4. *La diversité de la civilisation et le taux des divorces.* — 5. *Conclusion.*

La répartition des taux des divorces en France n'est pas uniforme. Certaines régions ont des taux très forts, d'autres moins forts ou très faibles. Il sera très intéressant pour nous d'étudier la répartition géographique des divorces.

Taux de divorce moyens en France par région.

(Pour 100.000 femmes mariées.)

RÉGIONS ¹	1885	1914-1919	1920-1924	1925-1928	1929-1932
Nord.	100	164	497	321	315
Est	43	67	265	159	165
Sud-Est	54	108	307	240	216
Ouest	29	60	225	129	147
Centre.	14	45	167	114	120
Sud	23	56	165	119	119
Total	57	93	318	210	216
Nombres relatifs : 100 = la moyenne des taux de divorce dans chaque période.					
Nord.	177	176	157	153	146
Est	77	72	83	76	76
Sud-Est	95	116	96	100	100
Ouest	51	64	71	61	68
Centre.	25	48	53	54	56
Sud	40	60	52	57	55,5

1. Selon le partage de Halbwachs. Voir *Les causes du suicide*, pp. 125-127.

Le taux de divorces très fort se trouve dans la région du Nord. En dehors de cette région, dans les régions de l'Est et de Sud-Est où le taux des divorces est considérable. Dans les régions du Centre et celle du Sud, au contraire on trouve les taux des divorces très faibles.

Selon les nombres relatifs, le taux élevé du divorce dans le Nord, depuis 1885 a diminué de 177 à 146. Un peu d'augmentation pour les régions du Centre et du Sud, mais il est à peu près du même ordre, pour les régions du Sud-Est et de l'Est.

* .

Par le tableau ci-dessus, on voit que le taux des divorces a augmenté dans presque toutes les régions de la France. Dans un certain nombre de départements, le taux a augmenté dans une faible proportion, mais, dans la plupart, ce chiffre a remonté très rapidement.

Un groupe dont le taux très fort dépasse 250 pour cent mille femmes mariées pendant les trois dernières années écoulées de 1929 à 1932, comprend les départements de la Seine, de la Seine-Inférieure, de l'Aube, de l'Oise, de la Gironde, de Belfort, des Bouches-du-Rhône, de la Somme, du Rhône, de Vaucluse, de l'Eure, de l'Aisne, du Var, de la Marne, de la Seine-et-Marne. Parmi ces 15 départements, 3 seulement ont donné pour cette période une proportion de divorces inférieure à celle de 1925-1928; ce sont : Belfort : 290 au lieu de 320; le Rhône : 272 au lieu de 293 et l'Oise : 300 au lieu de 303.

Dans le groupe très faible qui ne dépasse pas le coefficient de 100, on trouve la Lozère, les Landes, la Vendée, l'Ar-dèche, le Morbihan, les Côtes-du-Nord, l'Auvergne, le Lot, le Finistère, la Creuse, la Mayenne, le Tarn et les Basses-

Pyrénées. Parmi eux, il y a 8 départements dont le taux est inférieur à celui de la période précédente (1925-1928). L'Ariège 74 au lieu de 91; Hautes-Alpes 84 au lieu de 99; l'Aveyron 78 au lieu de 80; la Creuse 98 au lieu de 99; la Corrèze 87 au lieu de 98; le Finistère 70 au lieu de 78; la Vendée 65 au lieu de 66; le Tarn 92 au lieu de 95.

Depuis le rétablissement de la loi du divorce, par la force du traditionalisme, le taux des divorces dans tous les départements de France, n'a pas subi de grandes modifications. Ceux qui ont fourni un taux fort le maintiennent; ceux qui sont faibles le restent.

Parmi les groupes les plus élevés (1), le groupe de l'Ile-de-France occupe toujours le premier rang, avec la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne, l'Eure-et-Loir et l'Aisne.

Ensuite, viennent (2). Le groupe champenois comprenant l'Aube et la Marne, soit deux départements.

(3) Le groupe normand comprenant l'Eure, la Seine-Inférieure et le Calvados.

(4) Le groupe Flandre-Artois-Picardie, comprenant l'Oise, la Somme et le Nord.

(5) Le groupe provençal comprenant les Bouches-du-Rhône, la Vaucluse et le Var.

(6) Le groupe bourguignon, comprenant la Côte-d'Or et l'Yonne, soit deux départements.

(7) Enfin, la région lyonnaise, avec le département du Rhône.

Dans le groupe de l'Ile-de-France, dont la Seine est le centre, depuis longtemps le taux est très élevé. Pour la France entière, la proportion des divorces pour 100.000 couples mariés était de 57; mais, la Seine avait un coefficient quatre fois plus fort. Pour la période 1895-1897, son taux atteignait 289 (encore trois fois plus que celui de la France

entière). Cette augmentation a continué jusqu'à la Grande Guerre. Vers la période 1920-1924, c'est-à-dire après la guerre, le chiffre était presque le triple de celui de 1885. Mais à la période suivante, ce taux a baissé (encore deux fois plus que celui de la France entière).

En Seine-et-Oise, au commencement, le taux était fort, mais vers la période 1890-1892, il a baissé un peu : 141 au lieu de 146 en 1885. Pendant la période suivante et jusqu'à la guerre (1893-1895), il a repris une marche ascendante. Mais ce taux a baissé pendant la dernière période.

En Seine-et-Marne, cinq ans après le vote de la loi, le taux des divorces avait doublé. Après la guerre, pendant la période 1920-1924, il était presque sept fois plus élevé qu'en 1885.

Le taux de l'Eure-et-Loir, a augmenté constamment ; mais depuis les dernières années, il a baissé ; pour la période 1929-1932, il était de 202 au lieu de 218 pendant la période 1925-1928.

Enfin le département d'Aisne a fourni le taux moins fort mais à cause de l'envahissement de guerre il a remonté de 1921 à 1928.

Dans le groupe champenois, l'Aube, au début, a fourni un taux très fort qui a baissé par la suite. Après la guerre, il a brusquement remonté et atteint le chiffre de 456 au lieu de 156 de 1914 à 1919 (pendant la guerre).

Pendant les sept dernières années, il s'est maintenu à 75 pour 100.000 couples mariés.

Dans la Marne, vingt ans après la loi, le nombre des divorces était très fort, pendant la première période ; après la guerre, ce nombre a augmenté encore davantage, jusqu'à un niveau jamais atteint. Puis, il a baissé pour remonter ces dernières années.

Dans le groupe Flandre-Artois-Picardie, les deux départements : Somme, Oise, ont fourni un taux très fort et suivi presque toujours une marche ascendante régulière. Tous les deux ont été très fortement frappés par la Grande Guerre. Dans la Somme, vers la période 1920-1924, le taux était dix fois plus fort qu'en 1885 ; sept fois plus dans l'Oise. Depuis quatre ans, leur taux a beaucoup augmenté.

Dans le groupe normand, deux départements fournissent le taux très fort : l'Eure comme l'Aisne, cinq ans après le vote de la loi, avaient vu leur taux doubler. Pendant ces dernières années, ce taux a encore augmenté.

Les trois départements du groupe provençal, ont, en général, donné un taux fort. Les Bouches-du-Rhône ont fourni dès le début un taux très fort, ensuite plus faible. Pendant la guerre, son taux a baissé, mais il est resté le même qu'en 1885. Depuis cinq ans, la progression a repris. Dans le Var, comme dans le Vaucluse, le nombre des divorces pendant ces dix dernières années a constamment progressé.

Enfin, les départements du Rhône, de Belfort et de la Gironde, ont fourni eux aussi un taux de divorces très fort. Le Rhône avait, dès le début, atteint le chiffre de 145, presque trois fois plus que la France entière. Mais, dans la période 1890-1892, le taux a baissé jusqu'à 132. Dans la période 1895-1897, il a diminué encore à 113. Et depuis, l'accroissement a repris jusqu'à la Grande Guerre.

Belfort, au contraire, n'avait qu'un taux de 76. Mais dix ans après, ce taux était cinq fois plus fort, augmentation particulièrement rapide. Sa progression continue toujours.

La Gironde a eu un taux d'accroissement très lent ; mais, dans ces dernières années, elle s'est placée parmi les plus élevés.

Venons aux départements qui ont donné les taux les plus faibles. Nous distinguerons six groupes :

(1) Groupe du Languedoc oriental comprenant deux départements : Lozère et Ardèche.

(2) Groupe breton comprenant trois départements : Finistère, Côtes-du-Nord et Morbihan.

(3) Groupe de Guyenne comprenant deux départements : Lot et Aveyron.

(4) Groupe gascon comprenant les Landes, le Gers, les Basses-Pyrénées et les Hautes-Pyrénées.

(5) Groupe de Languedoc-Roussillon comprenant l'Ariège et le Tarn.

(6) Groupe Limousin-Auvergne comprenant la Creuse et la Corrèze.

La Lozère a toujours fourni un taux très faible. Dans les deux premières années, on ne trouve pas trace de divorces prononcés. Douze ans plus tard, le taux n'était que de 5 pour 100.000 couples mariés. Pendant la guerre, le taux des divorces atteignait 15 pour 100.000 femmes mariées. Vers la période 1920-1924, le mal est un peu plus grave. Mais la Lozère a toujours fidèlement conservé son rang parmi les départements qui ont donné des taux très faibles.

Dans l'Ardèche, la progression n'est pas si lente que dans la Lozère. Mais le taux reste faible pourtant. Pendant les dix dernières années, le nombre des divorces a diminué.

Les trois départements du groupe breton ont tous, un taux faible. Longtemps, ils ont suivi le même rythme ; pendant la période dernière seulement, le taux des Côtes-du-Nord a un peu augmenté.

Dans le groupe de Guyenne, le Lot a eu peu de divorces pendant les trente années qui ont suivi le vote de la loi. En raison de la guerre, son taux a monté brusquement pendant

la période 1920-1924 et une baisse aussi rapide a suivi, mais depuis 1925, le taux est remonté.

Dans l'Aveyron, en quinze ans à peine, le taux était devenu sept fois plus fort qu'en 1885. Depuis, il a progressé plus lentement et depuis la période 1925-1928, le nombre des divorces a diminué.

Dans le groupe gascon, les Landes ont fourni un taux toujours faible, comme la Lozère diminué pour la période de 1925-1928, et un peu d'augmentation pour la période de 1929-1932.

Les Basses-Pyrénées, comme les Hautes-Pyrénées, commencèrent par avoir un taux faible, mais dix ans plus tard, ce taux était très augmenté. Il a un peu baissé dans les Hautes-Pyrénées pendant la dernière période, tandis que, dans les Basses-Pyrénées, il a augmenté.

Dans le groupe Languedoc-Roussillon, l'Ariège a présenté un taux très faible. Après la guerre, ce taux a augmenté très rapidement. Mais, au bout de quatre ans, il a baissé continuellement.

Le Tarn a eu un taux toujours faible, dont l'accroissement fut très lent avant la guerre. Pendant la période 1895-1897, le taux n'était que de 23; après la guerre, dans la période 1920-1924, il a augmenté quatre fois.

Pour le groupe Limousin-Auvergne, la Corrèze a eu un taux presque toujours faible. Depuis vingt ans, ce taux a beaucoup monté.

Enfin le département de l'Indre aussi, a présenté un taux très faible pendant la guerre. Ce taux était de 36, un peu supérieur à celui de la période 1895-1897. Dans la période suivante, son taux est devenu presque quatre fois plus fort que celui de la période de guerre et dix fois plus qu'en 1885. Pendant les dernières années, ce taux a augmenté.

Les taux de divorces très forts et moyens se trouvent dans la région du Nord et de l'Est, dont la Seine est le Centre. Dans toute la région située au Nord, d'une ligne allant du Mont-Saint-Michel à Dijon, le taux des divorces est très fort (exception : Pas-de-Calais, Meuse, Moselle et Haute-Marne). C'est la zone de la civilisation du divorce.

En dehors de cette grande région, il y a encore trois régions en France où le taux des divorces est considérable : le littoral méditerranéen : Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse et Alpes-Maritimes. Puis la région lyonnaise, le département du Rhône. Enfin, la région gasconne : Gironde.

Ceux qui fournissent un taux faible ou très faible sont les départements situés dans les massifs des Alpes, des Pyrénées, des Cévennes et sur les contreforts du Plateau Central et en Bretagne. Voici une carte (p. 42) dressée par nous.

Comment peut-on expliquer cette différence dans la distribution ? Est-elle en rapport avec la diversité de la civilisation ?

Sur la carte, nous trouvons quatre zones représentant le taux de divorces très élevé : la région du Nord et de l'Est, la côte méditerranéenne, la région lyonnaise et celle de la Gironde. Par contre, on trouve quatre zones : la Bretagne, le Massif Central, les Pyrénées et la Savoie avec les Alpes, où le taux des divorces est faible. Remarquons que les deux grandes sortes de régions ont impliqué deux formes de civilisation : dans les régions du Nord et dans celle du littoral méditerranéen, c'est-à-dire dans les zones du divorce, les signes de la vie urbaine ou de la vie industrielle dominant.

Prenons des exemples : la population urbaine¹, la population active totale occupée dans l'industrie², la richesse

1. Voir le chapitre III, la carte de la population urbaine et la carte des villes.

2. Voir le chapitre VI.

dans la zone bretonne, dans celle du Massif Central, dans la bande de terre qui court sous les Pyrénées et dans celle qui descend à travers la Savoie et les Alpes.

Dans l'*Album graphique de la Statistique générale de la France*¹, on trouve que les faits sociaux représentés par les variations des diverses teintes indiquent des zones coïncidant presque toujours par leurs nuances avec celles des divorces. Enfin, la civilisation de la zone du divorce est différente de celle des régions qui fournissent le taux de divorce le plus faible, l'une représente la civilisation moderne, dite supérieure; l'autre une civilisation plus simple, dite inférieure. Et le taux du divorce le plus fort, selon nous, a toujours accompagné la civilisation moderne².

D'ailleurs, on a bien signalé que ces variations étaient en rapport avec les mouvements de la population³. Par là, on sait que dans les régions en voie de peuplement, la civilisation est supérieure à celle des régions qui se dépeuplent; parce que la cause d'émigration est provoquée par l'attraction de la civilisation moderne⁴. Or, c'est dans les villes, dite la civilisation supérieure, qu'on trouve le taux de divorce le plus élevé.

*
* *

Si l'on jette les yeux sur la carte géographique de divorce, on voit facilement que les départements où les divorces sont plus fréquents, tout d'abord ceux qui sont situés dans les

1. Paris, 1907.

2. Voir le chapitre III.

3. Halbwachs M. *Les causes de suicide*, p. 154 et suiv., Paris, 1930.

4. Voir chapitre III.

bassins des fleuves et dans les larges vallées (comme la région du Nord). Au contraire, ceux qui donnent le moins de divorces sont ceux des régions montagneuses (comme la région du Midi). Il paraît d'abord vraisemblable que le milieu physique ou géographique exerce une grande influence sur le taux des divorces.

Pourquoi les pays de montagnes fournissent-ils un taux plus faible que les autres régions ?

C'est que le milieu social n'est pas le même. C'est un facteur purement social et non physique qui détermine cette différence.

On sait que dans les régions montagneuses, les communications sont difficiles. Dans les Pyrénées, on ne communique que par les moyens traditionnels des pays de montagnes : les sentiers¹. Partout ailleurs, les pays montagneux sont toujours d'accès difficile. A cause de cela, les sociétés montagneuses ont peu de contact avec les autres sociétés. Les mœurs nouvelles s'introduisent difficilement, du fait de l'isolement géographique. En même temps, l'humeur reste plus traditionaliste.

Évidemment, du fait des difficultés de communications, le divorce est difficile à introduire dans les sociétés fixées en pays de montagnes, parce qu'il a moins de chances d'agir sur ces groupes. Ayant peu d'action, il ne peut pas être adopté. Ainsi, dans les pays, où il y a peu de divorces, on a pratiqué d'avantage la séparation de corps. On peut donc dire qu'ils ont conservé plus complètement la vieille institution de la séparation de corps ; mieux, ils ont résisté à la nouvelle institution du divorce qui a eu moins d'action sur ces groupes. Voici quelques départements où le nombre des

1. Vidal de la Blache. *Tableau géographique de France* (dans l'*Histoire de France*, de Lavisse), p. 258, Paris, 1922.

divorces est plus faible, mais le nombre de séparations de corps plus élevé :

DÉPARTEMENTS	NOMBRE des séparations (1886-1890).	NOMBRE des divorces (1886-1890).	PROPORTION par 100.
Mayenne	25	7	79
Cantal	11	3	79
Ille-et-Vilaine.	38	14	74
Côtes-du-Nord.	21	8	73
Loire-Inférieure.	50	27	65
Finistère	24	14	64
Aveyron	8	6	58
Haute-Loire.	6	5	55
Sarthe	67	58	54
Corrèze.	10	9	53
Maine-et-Loire	42	39	52
Dordogne.	21	20	52
Morbihan.	15	14	52
Allier.	20	20	50

Telle est la raison pour laquelle les pays montagneux ont fourni le taux de divorces le plus faible. Ce n'est pas une cause physique qui peut en rendre compte, mais le fait que le groupe lui-même a gardé ses anciennes mœurs, en un mot, c'est le traditionalisme. « Ce n'est pas sans raison qu'on a attribué aux montagnes une influence conservatrice ¹ », par les difficultés de communications, les sociétés montagnardes ont moins de contacts avec les autres sociétés. Leur civilisation, isolée dans les limites géographiques, s'est mieux conservée, et la nouvelle civilisation se heurte aux barrières géographiques et ne peut parvenir jusqu'à elles. Ce dernier facteur a imposé certaines limitations à la vie sociale ², mais n'influe pas directement sur le taux des divorces.

Une raison de plus de ce fait, c'est que dans les sociétés

1. Bouglé C. *Qu'est-ce que la sociologie ?* p. 26, 5^e éd., Paris 1926.

2. Kroeber. *Anthropology*, p. 182, New-York, 1923.

montagnardes, les membres forment une collectivité analogue à celle du groupe « primaire », surtout au point de vue de l'association et de la corporation ; ils sont fortement surveillés par le groupe. Leurs mœurs se modifient plus difficilement que dans les groupes « secondaires », tels que la société urbaine ¹.

On a dit que les montagnes sont le conservatoire des races pures ². Y a-t-il là quelque rapport avec le taux des divorces ?

*
* *

Bertillon dans son bon mémoire : *Étude démographique du divorce*, a fait une recherche sur ce point, pour la France qu'il a divisée en deux grandes régions de divorces : l'une au Sud-Ouest, l'autre au Nord-Est, les deux régions étant limitées par la Loire. Au sud de la Loire, très peu de séparations. Sur les bords de la Loire et au Nord de ce fleuve, au contraire, les séparations sont très nombreuses.

D'après lui, cette répartition géographique correspond à la carte ethnologique de Broca, fondée sur la taille ou à celle de Lagneau. Alors il conclut « que les pays où la race celtique est restée la plus pure (Alpes, Savoie, Cévennes, Bretagne), sont ceux où les séparations sont les plus rares. Au contraire, les pays notés comme kymiriques sont (à l'exception des trois départements du Nord), ceux où les séparations sont le plus fréquentes ³ ». Le caractère organique peut-il donc influencer sur la fréquence du divorce ? Bertillon a voulu le montrer. Examinons cette question à notre tour.

1. Voir le chapitre III.

2. Dumont A. *Dépopulation et civilisation*, p. 156 et 171, Paris, 1890.

3. Bertillon. *Op. cit.*, p. 42 et 54.

Le divorce est une institution sociale. Il se produit dans le milieu social et il est dans son développement tout entier extérieur à l'individu, comment pourrait-on l'expliquer par une cause organique ?

D'ailleurs, il est impossible de parler en Europe de races pures¹. Et la méthode de classification par races en France, de Broca, est très douteuse². Durkheim discute cette question dans son livre *Le Suicide*³. Il l'a fait avec un très grand soin ; selon lui, le caractère ethnique ne peut pas expliquer les phénomènes sociaux. Et les deux races celtiques et kymris ne constituent pas des races primitives et pures ; elles étaient apparentées par le sang comme par le langage et les croyances.

On croit souvent que la nature organique doit suivre les variations de la vie sociale et que la civilisation est le résultat de cette correspondance. Ces deux natures, l'organique et la sociale, étant devenues, pense-t-on très différentes de ce qu'elles étaient dans les sociétés anciennes. Aussi a-t-on cru que l'origine ethnique avait une grande influence sur le taux des divorces ; c'est là une forme d'explication erronée.

Dans une société civilisée ou modernisée, les caractères biologiques de l'homme, n'ont presque pas changé, mais l'homme a été modifié par la civilisation à laquelle il appartient. Il est donc impossible d'établir une corrélation entre le fait biologique de la race et le fait social du divorce. D'autant plus que ce terme de race est un terme vague, il ne signifie pas grand'chose. Et la fréquence des divorces, comme le principe moral de la responsabilité, est en dehors

1. Pittard. *Les races et l'histoire*, p. 20, Paris 1924.

2. Broca. *Mémoire d'Anthropologie*. t. 1, p. 54.

3. Durkheim. *Le suicide*, p. 64.

de la nature (la nature humaine pré-sociale ou extra-sociale, la nature biologique et psychologique de l'individu¹).

. .

En résumé, les facteurs géographiques et ethniques ne peuvent pas influencer le taux des divorces. Le milieu géographique nous donne simplement certaines limitations, non des influences. Quant à la nature biologique ou ethnique, elle n'a aucun rapport avec la fréquence des divorces, et l'examen de la question ne peut qu'amener à des conclusions négatives.

Le taux des divorces étant un fait social, la véritable explication doit être trouvée dans les causes sociales. Le Nord a fourni un taux plus fort que le Midi. C'est parce que les deux sociétés ne sont pas au même niveau de civilisation : le Nord plus civilisé et le Midi moins. « Les traits différents seront rapportés aux caractères par où les civilisations diffèrent². » La fréquence des divorces se distribue même géographiquement comme la civilisation. Levasseur dit avec raison : « Le divorce peut avoir des conséquences différentes suivant la civilisation du peuple.³ » C'est ainsi que la diversité de civilisation donne lieu à diverses zones du divorce. Et « une civilisation, comme toute société, a ses frontières et son esprit⁴ ».

1. Fauconnet P. *La responsabilité*, 2^e éd., p. 19, Paris, 1928.

2. Fauconnet. *Op. cit.*, p. 19.

3. Levasseur. *La population française*, t. II, p. 104, Paris 1891.

4. Mauss. *Les civilisations : Éléments et formes* (dans « *Civilisation* », p. 90, Paris, 1929).

CHAPITRE III

LA VIE URBAINE ET LE DIVORCE

1. Cause d'accroissement de la ville. — 2. Le Divorce dans la ville. — 3. La Densité de la population et le Divorce. — 4. Le Divorce dans les grandes villes. — 5. Le Divorce à Paris. — 6. A quoi tient la fréquence des divorces dans les villes. — 7. Conclusion : La Civilisation centralisée et son équilibre.

La ville est le foyer de la civilisation moderne. « Toutes les grandes civilisations sont nées dans la ville », dit Spengler. Le divorce est un phénomène qui apparaît dans les civilisations modernes. Il est tout naturel qu'il appartienne à la civilisation urbaine. Or, « le mouvement de concentration est la caractéristique de la vie moderne¹ ». Beaucoup de recherches² nous ont amenés à constater que le divorce est un phénomène essentiellement et presque exclusivement urbain.

La première constatation qui frappe nos yeux, c'est que le divorce se manifeste dans la société urbaine, en raison de la densité de la population. C'est ce premier fait que nous allons étudier.

1. V. G. d'Avenel. *Mécanisme de la vie moderne*, t. I, p. 3, Paris 1896.

2. Voir spécialement : Bertillon, *op. cit.*, p. 54 et suiv. et *Le Divorce et la Démographie* (dans *XIX^e Siècle*, 1882); Jacquart : *Essais de statistique morale*, t. II (*Le Divorce*), p. 147 et suivantes, Bruxelles, 1909; Lichtenberger (J. P.). *Divorce*, p. 118 et suiv., New-York, 1931; Levasseur. *La Population française*, t. II, p. 93; Morwrer (E. R.). *Family disorganization*, p. 51 et suiv., Chicago, 1927.

Les populations urbaines s'accroissent rapidement par l'immigration. Cet accroissement est proportionnel au développement du progrès et de la civilisation. Plus la civilisation est centralisée et développée dans la ville, plus la population de celle-ci s'accroît. Cette centralisation de la population ne date que de l'avènement de l'industrie¹, et depuis, la civilisation a commencé à se centraliser progressivement et rapidement dans les villes. « Sans doute, le développement des villes n'est pas un fait nouveau dans l'histoire des sociétés, l'antiquité et le moyen âge ont également connu ce phénomène, et de part et d'autre, il a coïncidé avec une civilisation avancée². »

Ainsi, autrefois, la ville était comme le lieu de centralisation de la civilisation. Mais, si l'accumulation des civilisations diverses y était importante, son développement restait lent ; elle n'attirait pas les masses.

Depuis l'exploitation de la houille et l'invention de la machine à vapeur et ses applications, la civilisation a progressé avec rapidité, les villes sont devenues un centre d'attraction³. Et la vie collective des villes est supérieure, au point de vue de la civilisation⁴.

L'attraction urbaine, du fait de la centralisation de la civilisation est la cause de l'émigration du paysan vers la ville. « Pour la poursuite des satisfactions nouvelles, même pour donner carrière à son luxe ou à ses vices, il faut qu'il émigre⁵. » Dumont a dit avec forte raison : « la banque, la

1. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, t. II, p. 616, 2^e éd., Paris, 1904.

2. Meuriot. *Des agglomérations urbaines dans l'Europe contemporaine*, p. 27, Paris, 1897.

3. Meuriot. *Op. cit.*, p. 28.

4. Jacoby P. *Études sur la sélection chez l'homme*, p. 470 et suiv., 2^e éd., Paris, 1904.

5. Dumont. *Dépopulation et civilisation*, p. 181.

marine, le commerce et l'industrie sont les principales causes de l'accroissement de Londres. L'ambition du luxe, les plaisirs, le besoin de développement intellectuel et esthétique sont les principaux motifs de l'accroissement de Paris¹. »

Nous pouvons donc le dire, c'est le caractère centralisé de la civilisation dans la ville qui explique avant tout la formation des grandes agglomérations urbaines.

L'énorme accroissement des populations urbaines en France n'est pas un fait très ancien. Mais son développement est considérable. Depuis le rétablissement de la loi du divorce, nous relevons les chiffres suivants :

ANNÉES	POPULATION		PROPORTION par 100.000 habitants.	
	urbaine.	rurale.	urbaine.	rurale.
1886.	13.766.508	24.452.395	35,9	64,1
1891.	14.311.292	24.031.656	37,4	62,6
1896.	15.025.812	23.491.520	39,1	60,9
1901.	15.957.190	23.004.755	40,9	59,1
1906.	16.537.234	22.715.011	42,1	57,9
1911.	17.508.940	22.096.052	44,2	55,8
1921.	18.205.492	21.004.026	46,4	53,6
1926.	19.984.720	20.759.131	49,1	50,9
1931.	21.421.404	20.413.519	51,2	48,8

On voit que la population urbaine n'a pas cessé de croître et que, au contraire, la population rurale est en diminution constante. En 1886, la population des villes était à peine les 36 p. 100 de la population totale; en 1931, c'est-à-dire quarante-cinq ans plus tard, elle dépasse déjà la moitié.

Du fait que la civilisation de plus en plus marche vers le centre, « la population a diminué dans les petites communes pour augmenter dans les villes² ».

1. Dumont. *Dépopulation et civilisation*, p. 205.

2. Huber. *La population française pendant la guerre*, p. 545, Paris, 1930.

Si la ville offre une civilisation centralisée, elle présente aussi bien des dangers¹ Les mœurs sont certainement plus exposées dans les grandes agglomérations. Les désordres conjugaux y sont plus nombreux comme le dit Levasseur². Aussi la fréquence des divorces est-elle accrue par la vie urbaine. En voici la preuve :

Nombre annuel moyen de divorces.

PÉRIODE	POPULATION				FRANCE ENTIÈRE	
	urbaine.		rurale.		Nombres absolus.	Nombres relatifs p. 100.
	nombres absolus.	nombres relatifs p. 100.	Nombres absolus.	Nombres relatifs p. 100.		
1886-1890	3.141	100	1.166	100	4.307	100
1891-1895 ¹	4.343	138	1.830	158	6.173	144
1896-1900	3.894	124	2.323	200	7.217	168
1901-1905	6.042	194	2.952	255	8.994	210
1906-1910	7.875	250	3.844	340	11.719	273
1911-1913	9.685	308	4.491	385	14.176	330

1. Quatre années seulement, les détails manquent pour l'année 1893.

Il résulte de la comparaison des chiffres dans les deux catégories de population que chacune d'elles a un taux de divorces qui lui est propre. Et le nombre des divorces n'a cessé de croître dans les deux catégories de population. Par ces chiffres nous voyons que la progression est restée plus lente chez les populations urbaines.

Pour préciser ce phénomène, nous pouvons faire le rapport des chiffres de la population de chaque catégorie. Voici les résultats que nous obtenons :

1. Tarde. *Lois de l'imitation*, p. 247, 7^e éd., Paris, 1921 ; Vacher de Lapouge. *Les sélections sociales*, p. 391, Paris, 1896.

2. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières*, t. II, p. 616 et *La population française*, t. II, p. 93.

Proportion des divorcés pour 100.000 habitants.

ANNÉES	DÉPARTEMENT de la Seine.		POPULATION				FRANCE entière.	
	Nombre de divorcés.	Nombres relatifs.	Urbaine.		Rurale.		Nombre des divorcés.	Nombres relatifs.
			Nombre de divorcés.	Nombres relatifs.	Nombre de divorcés.	Nombres relatifs.		
1885. . .	94	100	38	100	7	100	22	100
1886. . .	94	100	28	74	6	86	15	68
1887. . .	76	81	28	74	8	114	19	87
1888. . .	92	98	38	100	10	143	24	109
1889. . .	88	94	38	100	11	157	25	114
1890. . .	104	111	42	111	13	186	28	127
1891. . .	104	111	44	116	13	186	30	137
1892. . .	92	98	46	121	14	200	30	137
1893. . .	»	»	»	»	»	»	32	145
1894. . .	98	104	48	126	17	243	33	150
1895. . .	108	115	50	132	17	243	35	159
1896. . .	120	128	50	132	18	257	37	158
1897. . .	116	123	52	137	20	286	39	177
1898. . .	106	113	52	137	20	286	37	168
1899. . .	102	109	52	137	20	286	37	168
1900. . .	93	99	53	139	20	286	37	168
1901. . .	91	97	57	150	22	314	40	182
1902. . .	104	111	61	161	24	343	43	195
1903. . .	111	118	62	163	25	357	46	209
1904. . .	121	133	69	182	28	400	50	227
1905. . .	138	147	68	180	29	414	51	232
1906. . .	126	137	73	192	31	443	54	243
1907. . .	117	124	78	205	31	443	55	250
1908. . .	124	135	81	213	33	471	58	264
1909. . .	135	144	90	243	38	543	65	295
1910. . .	137	146	90	243	38	543	66	300
1911. . .	140	149	88	232	38	543	66	300
1912. . .	170	180	94	247	42	600	73	332
1913. . .	183	195	94	247	43	614	75	341

Le tableau ci-dessus montre que le taux des divorces a progressé d'une façon très rapide dans toutes les catégories de la population, et surtout dans les campagnes. En 1885, le taux qui ne présentait que 7 pour 100.000 habitants, est passé à 43 en l'année 1913, soit de 100 à 614.

L'augmentation pour la population urbaine s'est déjà montrée plus lente que dans les campagnes. En 1885, elle

fournissait un taux de 38 pour 100.000 habitants, passant à 94 pour l'année 1913, soit de 100 à 247.

Tandis que dans le département de la Seine son augmentation est encore restée plus lente que dans les autres catégories de la population : 183 en 1913 contre 94 en l'année 1885, soit de 100 à 195.

Dans l'ensemble de la France, l'accroissement se fait presque exclusivement dans les campagnes. Ici, pour M. Halbwachs comme pour nous, « Là où la population a augmenté, l'augmentation des taux de suicide s'est ralentie, et inversement¹ ». Le même résultat est à noter pour les divorces. Depuis longtemps, la population urbaine a augmenté, l'augmentation des divorces s'est ralentie, et au contraire, le taux de divorce s'accélère pour la population rurale.

Mais dès le début la différence entre villes et campagnes est extrêmement marquée : elle diminue relativement tout en restant bien nette. C'est sans doute le signe que les campagnes se rapprochent des villes, qu'elles subissent de plus en plus nettement l'influence de la civilisation urbaine.

Comparant les taux du divorce dans la France entière, dans les campagnes, dans les villes et dans le département de la Seine, nous constatons que le divorce est un phénomène essentiellement urbain, qu'il appartient surtout à la civilisation des grandes villes, la Seine en donnant le meilleur exemple.

*
* *

Nous donnons ci-après une carte géographique, dressée par nous, de la répartition de la population urbaine en France. Nous comparerons ensuite cette carte avec la carte des divorces en France (voir chapitre II). Ces deux cartes

1. Halbwachs, *Op. cit.*, p. 142.

géographiques montrent les corrélations entre l'importance de la population urbaine et le taux des divorces.

*La proportion de la population urbaine
pour 1.000 au total en 1931.*



La population urbaine domine dans la région de Paris (la Seine et la Seine-et-Oise), et dans celle de Lyon (Rhône et Loire), dans le Nord et le Pas-de-Calais, la Meurthe-et-Moselle, le Haut-Rhin et le Territoire de Belfort, dans la région méditerranéenne (Bouches-du-Rhône, Hérault, Var, Vaucluse, Alpes-Maritimes), et dans d'autres départements

isolés possédant de très grandes villes : Gironde, Seine-Inférieure.

Nous voyons maintenant la carte de la répartition géographique des divorces. Ils sont très élevés dans les pays de population urbaine, et, au contraire, rares dans les pays où la population rurale est la plus importante.

*
* *

Nous venons de voir que la densité de la population est un grand facteur qui a une grande influence sur le taux des divorces. « L'intensité de la civilisation, les grands courants de la vie sociale suivent la voie de la densité de la population¹. »

Les recensements français permettent d'apprécier ce fait. Il existe deux façons de présenter le degré de concentration de la population. L'un consiste à évaluer la population municipale et à compter à part la population de passage (militaires, hospitalisés, malades, etc. etc.). L'autre, à diviser la population municipale en deux types : population agglomérée au chef-lieu et population éparsée. On considère comme agglomérée : la population rassemblée dans les maisons contiguës ou réunies entre elles par des parcs, jardins, vergers, chantiers, ateliers ou autre enclos de ce genre, lors même que ces habitations ou enclos seraient séparés l'un de l'autre par une rue, un fossé, une rivière ou une promenade. Quand une commune comprend plusieurs agglomérations, la population agglomérée est exclusivement celle du chef-lieu légal, alors même que celui-ci ne constituerait pas l'agglomération la plus importante de la commune. Par opposition

1. Richard. *Notions élémentaires de sociologie*, p. 32, 11^e éd., Paris, 1903.

à la population agglomérée au chef-lieu, nous avons la population éparsé qui comprend tout le reste : villages, hameaux, maisons isolées, etc. ¹.

Le tableau ci-dessous nous montre l'augmentation de la population agglomérée :

ANNÉES	POPULATION MUNICIPALE		POPULATION comptée à part.	PROPORTION P. 1.000		
	agglomérée.	éparsé.		agglomérée.	éparsé.	comptée à part.
1886. .	23.367.061	13.836.118	1.015.724	610	363	27
1891. .	23.190.218	14.061.625	1.091.349	605	366	29
1896. .	23.569.982	13.848.262	1.099.731	612	360	28
1901. .	24.166.905	13.655.636	1.139.404	620	351	29
1906. .	24.733.116	13.449.239	1.069.890	630	313	27
1911. .	25.349.343	13.121.564	1.134.085	640	331	29
1921. .	25.227.941	11.847.207	1.134.370	669	302	29
1926. .	27.856.521	11.884.108	1.003.268	684	291	25
1931. .	28.954.633	11.787.928	1.092.362	642	282	26

Il résulte de ce tableau que, depuis 1886, la population éparsé a diminué, mais que la population agglomérée, au contraire, n'a cessé de se développer, suivant presque la marche des divorces. Cette répartition des deux catégories de population nous permet de constater que le taux des divorces est influencé par le facteur de la densité de la population.

Nous allons encore, pour mieux apprécier ce fait, comparer la carte géographique des divorces (voir chapitre II) avec celle de la répartition de la population agglomérée (voir page suivante) :

En général, la population est plus groupée dans le Nord et l'Est, tandis qu'elle est très éparsé dans l'Ouest, en Bretagne et dans les pays montagneux; le Massif Central, les Alpes et les Pyrénées. La distribution géographique des

1. *Statistique générale de la France*, Recensement de 1931, t. I, p. 55.

divorces est la même que celle de la population agglomérée : forte dans le Nord et l'Est, rare dans les pays montagneux et dans l'Ouest.

*La proportion de la population agglomérée
dans la population municipale (pour 1.000) en 1931.*



*
* *

Un moyen encore plus exact d'évaluer le rapport entre la densité de la population et le nombre des divorces, c'est de distinguer entre les villes.

La grande cité a toujours donné le taux de divorces plus élevé que la petite ville. « Les villes devenant sans cesse plus grandes, on conçoit qu'elles fournissent plus de divorces, sans que, néanmoins, la possibilité de divorcer augmente dans leur enceinte¹. » Voici les chiffres qui nous en donnent la preuve² :

ANNÉES	I Paris.	II 100.001 à 551.000 habitants	III 30.001 à 100.000 habitants	IV 20.001 à 30.000 habitants	V 10.001 à 20.000 habitants	VI 5.000 à 10.000 habitants	TOTAL général.
1887-1890.	1.083	589	503	212	286	»	»
1891-1895.	1.345	778	705	280	406	384	3.898
1896-1900.	1.457	891	801	336	461	430	4.396
1901-1905.	1.632	1.196	1.070	434	595	540	5.471
1906-1910.	1.999	1.559	1.409	581	848	750	7.146
1911. . .	2.258	1.688	1.738	577	»	»	»
1912. . .	2.776	1.776	1.923	677	»	»	»
1913. . .	3.051	1.767	1.915	628	»	»	»
1914. . .	1.778	1.037	1.154	361	»	»	»
1915. . .	315	270	121	70	»	»	»
1916. . .	973	575	486	144	»	»	»
1917. . .	1.366	794	860	194	»	»	»
1918. . .	2.085	1.113	1.188	281	»	»	»
1919. . .	2.568	1.447	1.719	506	»	»	»
1920. . .	4.404	3.637	3.717	1.239	»	»	»
1921. . .	5.794	3.933	4.137	1.260	»	»	»
<i>Proportion pour 1.000 habitants.</i>							
1887-1890	0,46	0,28	0,24	0,17	0,15	»	»
1891-1895.	0,54	0,35	0,29	0,23	0,22	0,16	0,31
1896-1900.	0,56	0,37	0,32	0,25	0,24	0,18	0,33
1901-1905.	0,61	0,45	0,39	0,33	0,29	0,22	0,39
1906-1910.	0,72	0,56	0,48	0,40	0,35	0,29	0,49
1911. . .	0,79	0,58	0,53	0,42	»	»	»
1912. . .	0,97	0,61	0,58	0,48	»	»	»
1913. . .	1,07	0,61	0,58	0,46	»	»	»

Le taux de Paris, comparé à celui des villes de la France entière, serait de 57,4 p. 100 pour la période 1891-1895. En quinze années, le taux a été augmenté jusqu'à atteindre 68 p. 100.

1. Bertillon, *Op. cit.*, p. 68.

2. *Statistique sanitaire de la France, 1887-1921*, publié par le ministère de l'Intérieur.

Les autres grandes villes ont, elles aussi, vu le taux des divorces augmenter beaucoup plus vite que les villes moyennes. En général, la ville la plus grande, c'est-à-dire celle qui a la population la plus dense, a souvent aussi le taux des divorces le plus élevé. « La densité de l'agglomération est en rapport avec son volume¹. »

On voit que, dans la première et la seconde colonne, qui présentent les villes au-dessus de 100.000 habitants, les taux ont toujours dépassé ceux de l'ensemble des villes. La cinquième et la sixième colonnes qui présentent des populations de faibles densité, fournissent, aussi, les taux de divorces les plus faibles.

Nous allons, un peu plus loin, examiner les divorces dans les villes de plus de 100.000 habitants. C'est une comparaison plus intéressante encore. Le rapport de ce chiffre avec celui de la population a été calculé par nous.

Le divorce dans les grandes villes.
(Proportion pour 100.000 habitants.)

VILLES	1887-90	1901-05	1906-10	1911-13	1914-19	1920-21
Paris	46	58	73	95	50	180
Bordeaux	33	47	55	56	38	105
Le Havre	44	60	79	84	58	200
Lille	24	31	67	62	»	133
Lyon	32	48	68	65	28	125
Marseille	30	27	38	45	34	100
Nantes	16	36	62	60	»	109
Nancy	23	38	68	83	24	179
Nice	20	22	40	43	35	100
Reims	40	52	82	85	»	133
Roubaix	10	23	61	60	24	174
Rouen	29	36	68	74	»	170
Saint-Étienne . .	22	38	63	69	45	132
Toulon	49	30	48	48	48	127
Toulouse	29	28	45	50	35	127

1. Durkheim, *Division du travail*, p. 285, 4^e éd., Paris, 1926..

On voit que les grandes villes ont toujours fourni un taux de divorces très fort. Parmi les 15 grandes villes que nous avons citées, Paris et Le Havre tiennent le plus souvent la tête. L'une est la plus grande ville de France, l'autre est un des plus grands ports de communication.

Paris, dès l'application de la loi, fournissait le taux de 46 seulement pour 100.000 habitants. Quinze ans plus tard, il atteignait 95 : deux fois plus que pendant la première période. Pendant la guerre, ce taux baissa, mais aussitôt après, il remonte jusqu'à devenir quatre fois plus fort qu'au cours de la période 1887-1890,

Le taux élevé des divorces au Havre, est la conséquence naturelle de la multiplicité des rapports inter-sociaux. Dans la période 1901-1905, cette ville a occupé le premier rang et, depuis, la proportion des divorces n'a cessé d'y croître, dépassant toujours celles des autres grandes villes.

Les autres grands ports, comme Toulon, Bordeaux, Marseille, ont fourni aussi des taux importants. Toulon, pendant la période de 1887-1890 a occupé la première place ; ensuite il a rétrogradé. Et, depuis quinze années, il s'est maintenu à 48 pour 100.000 habitants. Marseille a eu, comme Bordeaux, un taux d'accroissement très régulier.

Lille, Lyon, Nancy, Reims, villes d'industries, ont présenté des taux très forts. Surtout après la guerre, Lyon seulement, épargné par l'invasion, a moins sensiblement augmenté.

Dans les villes de résidence ou de tourisme, comme Nice, le nombre de divorces a, dans la dernière période, suivi un mouvement ascendant très rapide : cinq fois plus fort qu'au cours de la dernière période.

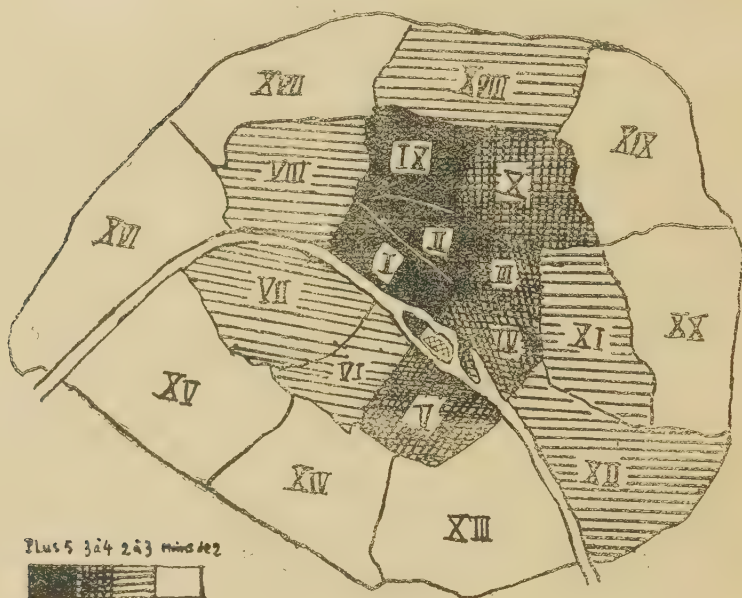
*
* *

Dans les grandes villes, les quartiers dont la population

est la plus dense, sont aussi ceux qui ont fourni le taux de divorces le plus fort. Ce phénomène prouve une fois de plus que la densité de population influence le taux des divorces.

Bertillon, dans son article *Statistique du divorce à Paris*¹,

Le divorce à Paris en 1885 (pour 1.000 couples).



nous donne la proportion des divorces dans chacun des vingt arrondissements de Paris. (Malheureusement, depuis, les statistiques ne nous donnent plus cette répartition. Nous sommes donc obligés de nous servir des chiffres de cette seule année.) Voici, ci-dessus, une carte dressée d'après les chiffres qu'il nous donnait.

Suivant la carte que nous avons dressée, ci-dessus, les

¹. *Annales statistiques de la Ville de Paris*, 1885.

arrondissements les plus peuplés sont ceux où les divorces ont été le plus fréquents ; ainsi les arrondissements du Louvre (I^{er}), de la Bourse (II^e), du Temple (III^e), de l'Hôtel-de-Ville (IV^e), du Panthéon (V^e), de l'Opéra (IX^e), de l'Enclos-Saint-Laurent (X^e), comptent plus de 500 habitants par hectare¹ (recensement de 1886).

Au contraire, dans les quartiers où la densité de population est plus faible, ceux des Gobelins (XIII^e), de Vaugirard (XV^e), de l'Observatoire (XIV^e), de Passy (XVI^e), des Batignolles-Monceau (XVII^e), des Buttes-Chaumont (XIX^e) et de Ménilmontant (XX^e) ont fourni moins de divorces.

D'après la carte, nous voyons que le centre de Paris où la famille a été le plus détruite est aussi le lieu où le commerce est le plus développé et le plus centralisé (quartiers de l'Opéra, du Louvre et de la Bourse), tandis que dans les quartiers de la périphérie, c'est-à-dire où les locaux sont plutôt réservés à l'habitation, l'organisation de la famille s'est mieux conservée : la fréquence des divorces est donc en rapport avec la civilisation.

*
* *

Voyons, maintenant, comment la répartition des villes influence le taux des divorces en France. Pour mieux le comprendre, nous dresserons une carte géographique de la répartition des villes de 30.000 habitants et au-dessus pour la comparer avec la carte des divorces (voir p. 65) :

On voit que les grandes villes se groupent dans le Nord-Est, dans la région méditerranéenne, dans celles du Nord et de la Loire. Au nord de la Loire, on trouve beaucoup de

1. Comparer avec la carte de Levasseur dans *La Population Française*, t. II, p. 370.

villes moyennes et les villes de 30.000 à 50.000 habitants dominant dans la région de Paris et dans le département du Nord. L'influence la plus nette des villes sur le taux des

La répartition des villes en France en 1931.



divorces, c'est non seulement que ceux-ci se répartissent exactement de la même manière que ceux des villes, mais encore que dans les départements qui renferment des grandes villes, le taux des divorces a généralement progressé. « C'est elle, dit Bertillon, qui fait que les départements de la Seine, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde et probablement aussi

celui de la Loire Inférieure, comptent un nombre de séparations de corps supérieur à celui de leurs provinces respectives. La Haute-Garonne se ressent aussi visiblement de la présence de Toulouse¹. » Voilà quel est le rôle des villes.

*
* *

Partout, d'ailleurs, le divorce sévit plus fortement dans les villes, surtout dans les grandes villes. « La civilisation se concentre dans les grandes villes, dit Durkheim, le suicide fait de même². » Le divorce ne fait pas exception.

Dans le chapitre II, nous avons montré que le taux des divorces, élevé dans les grandes villes, est resté très faible dans les pays montagneux. Mais, nous savons que les grandes villes de France se placent dans les grandes vallées, celles du Rhin, de la Meuse, de la Seine, du Rhône, de la Garonne, de la Loire, ou sur les côtes de la mer du Nord et de la mer Méditerranée.

Pourquoi la ville a-t-elle donné des taux de divorces plus forts que la campagne? Ici, nous soulignerons quelques points particuliers de la vie sociale dans les villes.

1° Le premier qui frappe nos yeux, c'est la densité de la population dans la ville qui multiplie les relations entre les hommes. Il y a influence réciproque des esprits, échanges de services, formation de croyances et de sentiments collectifs³. Evidemment, il peut en résulter des influences sur le taux des divorces.

2° La mobilité sociale s'accroît davantage dans la ville que dans les campagnes. En 1900, le métro de Paris trans-

1. Bertillon. *Op. cit.*, p. 56.

2. Durkheim, *Division du travail*, p. 227.

3. Richard. *Op. cit.*, p. 27.

portait plus d'un million de voyageurs. La longueur du réseau dépassait 10 kilomètres. Vingt ans plus tard, le nombre des voyageurs atteignit presque 200 millions. Pour l'année 1931, ce chiffre a dépassé 900 millions (929.000.000) et la longueur du réseau a atteint 126 kilomètres (92 kilomètres en 1913¹.) En 1885, la Compagnie des Bateaux-Omnibus et la Compagnie Bateaux-Express ont transporté 35.070.039 voyageurs pour 2.506.288 kilomètres parcourus. Les autres voyageurs transportés ont atteint 240.425.088.

Mais, 1929, avant la crise mondiale, les chiffres de voyageurs transportés à Paris ont atteint 2.250.000.000. En 1932, le nombre des communications téléphoniques a atteint, dans les villes, le chiffre de 279.286.662; et de 317.331.542 pour 1933.

La mobilité sociale augmente donc sans cesse; les contacts et les changements de mouvements agissent comme des stimulants sur les membres de la société.

« La mobilité plus grande des unités sociales que supposent ces phénomènes de migrations détermine un affaiblissement de toutes les traditions². » Enfin « la quantité sociale augmente à proportion de leur mobilité³ ». La mobilité sociale peut influencer le taux des divorces, c'est un fait incontestable.

3° *Le contrôle social*⁴. — La ville est un groupe « secondaire⁵. » Dans la ville, la surveillance collective se fait moins bien que dans les campagnes, parce qu'il y a trop de gens

1. Voir le *Chemin de fer métropolitain de Paris*, son passé, son présent son avenir, 1932.

2. Durkheim. *Division du travail*, p. 279.

3. Bouglé, *Op. cit.*, p. 104.

4. Voir chapitre III.

5. Park and Burgess. *The city*, p. 23 et suiv., Chicago, 1925; Couley. *Social organization*, p. 15, New-York, 1909.

et de choses à surveiller, surtout parce que les membres sont entre eux comme des étrangers. « Dans les grandes cités, dit Durkheim, l'individu est beaucoup plus affranchi du joug collectif¹. » Le contrôle social se relâche.

4° *La vie familiale.* — Dans la ville, la vie familiale est contrariée par le Bureau et l'Usine. Tout le monde a son travail au dehors, même la plupart des femmes. Nombre des hôtels, des restaurants et des maisons de nourrices ont contribué encore à détruire la vie familiale. L'absence de vie familiale est une source de désorganisation de la famille.

5° *Les mariages mixtes.* — L'immigration étrangère dans les grandes villes est un phénomène commun à tous les pays. La population étrangère est surtout groupée dans les grandes villes de la France². Pour cette raison, les mariages mixtes y sont très nombreux. En 1931, 6.366 Français ont épousé des étrangers. Mais, la Seine a fourni le sixième de ce chiffre (1.008). Sur un total de 10.956 Françaises ayant épousé des étrangers, un quart de ce chiffre a été fourni par la Seine (2.554). Soit 11 pour 100 pour les mariages mixtes en France entière et 17 pour la Seine, par rapport aux mariages totaux. Les mariages mixtes sont exclusivement un phénomène de la ville, surtout de la grande ville. Et c'est dans la ville aussi qu'on trouve les ménages de religions différentes les plus nombreux³.

On peut dire des mariages mixtes qu'ils composent, en une famille, des civilisations différentes. Il est certain que le taux des divorces est influencé par cet état de fait.

1. Durkheim. *Op. cit.*, p. 284.

2. Meuriot. *L'Agglomération urbaine*, p. 432. Voir aussi G. Maugo. *Les étrangers en France*, Paris, 1932.

3. Bertillon. *Op. cit.*, p. 39.

Depuis 1920, les statistiques nous donnent une classification des divorces, d'après la nationalité des époux.

Proportion par 1.000 divorces.

ÉPOUX	ÉPOUSE	1920	1921	1922	1923	1924	1925
Français .	Française .	962	954	943	937	933	928
Français .	Etrangère .	15	16	18	21	19	16
Etranger .	Française .	14	18	23	24	28	30
Etranger .	Etrangère .	9	12	16	18	20	26

ÉPOUX	ÉPOUSE	1926	1927	1928	1929	1930	1931
Français .	Française .	921	916	924	926	935	933
Français .	Etrangère .	19	20	20	20	15	9
Etranger .	Française .	33	33	32	32	28	28
Etranger .	Etrangère .	31	31	24	22	22	30

Par le tableau ci-dessus, la proportion des divorces de couples mixtes n'a cessé de croître jusqu'à 1929 (avant la crise mondiale). Par contre, la proportion des divorces entre époux français a diminué depuis 1920 jusqu'à 1927. Les divorces entre époux étrangers, aussi, ont augmenté progressivement jusqu'en 1927.

On voit que le taux des divorces, parmi les Françaises ayant épousé des étrangers, a considérablement augmenté depuis la guerre. Pour les étrangères ayant épousé des Français, nous avons d'ailleurs presque le même progrès.

6° *L'âge du mariage.* — Selon les statisticiens¹, dans les villes, on se marie plus tard que dans les campagnes. Le

1. Levasseur. *Op. cit.* t. II, p. 76 et suiv. du *Orgurn and Gros : American marriage and Family relationships*, p. 230, New-York, 1926 ; P. Leroy-Beaulieu. *La question de la population*, p. 263-270, Paris, 1913.

département de la Seine est celui où les mariages sont en général les plus tardifs. Plus l'homme avance en âge, et plus il éprouve de difficulté à modifier son humeur, parce que son caractère a subi plus profondément l'influence du milieu social où il a vécu. En outre, plus il prolonge sa vie de célibataire et moins il a de chances d'aimer la vie familiale. De plus, la grande fécondité se rencontre avec la toute première jeunesse, et l'enfant détourne du divorce. Le mariage tardif peut donc avoir une influence sur la fréquence des divorces.

7° *Les idées égalitaires.* — Les femmes, sous l'influence des idées égalitaires, demandent le divorce plus souvent que les hommes¹. « Or, c'est dans les villes seulement qu'un grand nombre d'individus vivent d'une vie sociale intense; dans les villes seules, l'échange des sensations, des sentiments et des idées, est incessant et inévitable; dans les villes seules, la quantité des unités rassemblées entraîne presque nécessairement la multiplicité et la variété de leurs relations. Les villes surtout doivent donc être les milieux favorables à la fermentation des idées égalitaires². »

8° *Diminution de la natalité.* — Dans les grands centres le taux de la natalité est toujours faible. Or, la natalité détourne du divorce³.

9° Enfin les villes sont les foyers de l'activité intellectuelle. Or, « une haute culture intellectuelle et esthétique peut s'allier à un grand relâchement sous le rapport sexuel⁴ ».

1. Nous reviendrons sur ce point.

2. Bouglé. *Op. cit.*, p. 101.

3. Nous reviendrons sur ce point.

4. Höfding. *La Morale*, traduction en français, p. 254, Paris, 1910.

*
* *

En conclusion, si la ville est devenue telle, c'est par la centralisation de la civilisation qui, depuis longtemps déjà se concentrait dans la ville. « La cité antique est comme le symbole et l'expression d'une civilisation supérieure¹. » C'est d'abord pour des raisons topographiques que la civilisation a eu tendance à se concentrer en certains points. Du fait de son développement même, la ville exerce sur les populations d'alentour une puissance d'attraction qui se fait d'autant plus forte que ce développement est plus rapide.

Pourquoi le divorce a-t-il suivi la même progression de la civilisation centralisée ?

C'est que la civilisation a accumulé dans les villes toujours plus de nouvelles interventions et de progrès rendant très difficile le maintien de l'équilibre. Nous ne saurions oublier, non plus, les fréquentes crises de chômage que déterminent souvent les nouvelles inventions.

On sait que l'évolution de la société est plus rapide dans les villes que dans les campagnes. C'est parce que la civilisation dans les villes se modifie plus souvent et plus vite que dans la campagne où la civilisation est d'un type plus simple, l'équilibre se maintient facilement. Et la population urbaine est plus mêlée que la population rurale au mouvement civilisateur. Or, la question de divorce se ramène à la question de l'équilibre de la civilisation. Dans la ville l'équilibre de la civilisation est rendu plus difficile par suite de la multiplicité des forces qui tendent à le rompre.

Voilà pourquoi les progrès du divorce accompagnent la concentration de la civilisation.

1. Vidal de la Blache, *Op. cit.*, p. 278.

CHAPITRE IV

L'ENFANT, LA DURÉE DU MARIAGE DISSOUS ET LE DIVORCE

1. La carte géographique du divorce et celle de la natalité. — 2. Données des chiffres. — 3. Le divorce et le nombre des enfants. — 4. Les familles d'au moins sept enfants et le divorce. — 5. Les divorcés et l'enfant. — 6. La natalité dans les villes et le divorce.

1. Le rapport. — 2. Analyse des périodes de 1907-1913. — 3. La durée moyenne. — 4. Conclusion.

De nombreuses recherches ont été déjà faites et ont donné la même conclusion : l'enfant protège contre le divorce. Les familles sans enfant ont une tendance plus marquée à se désorganiser et les ménages ayant des enfants sont plus solides. C'est une vérité reconnue par tous : on entend dire souvent : à cause des petits je ne peux pas quitter mon mari (ou ma femme).

Comparons la carte géographique du divorce et celle des enfants (voir page suivante). Les deux taux dans chaque département sont en rapport inverse.

On voit que les familles ayant le plus grand nombre d'enfants se trouvent dans les régions suivantes : Bretagne, Alsace, partie sud du Massif Central, Alpes, Jura, Corse, Pyrénées-Occidentales. Ceux où ce nombre est plus faible sont situés dans l'agglomération parisienne, aux confins de la Champagne et de la Bourgogne, dans le Lyonnais, dans

la vallée de la Garonne, sur le littoral méditerranéen, de l'Aude à la frontière italienne. Depuis vingt-cinq ans, le classement

Enfant par 100 familles (1926).



des départements n'a subi que des changements peu importants¹.

Observons la carte géographique du divorce, les départements qui fournissent les taux les plus forts sont ceux où la proportion des familles sans enfant est la plus élevée².

1. *Statistique des familles en 1926*, p. 18.

2. *Ibid.*, p. 19.

Quelques chiffres en fourniront plus nettement la preuve. Voici les deux périodes antérieures à 1900 où cette étude est possible (ces chiffres sont calculés par nous) :

	NOMBRE MOYEN des demandes de divorce.	NOMBRE des hommes mariés.	SUR 100.000 HOMMES mariés.
1885-1890 :			
Avec enfants.	3.179	6.139.926	52
Sans enfant	2.686	1.332.337	202
1896-1900 :			
Avec enfants.	4.844	5.148.007	94
Sans enfant	3.799	925.926	410

On voit très nettement que les enfants peuvent détourner du divorce. Pour la période 1885-1890, le taux des demandes de divorce présentées par des ménages sans enfant était de 202 sur 100.000 hommes mariés, tandis que celui des demandes présentées par les ménages ayant des enfants vivants n'était que de 52. Pour la période 1896-1900 les demandes de divorces pour les ménages sans enfant étaient de même beaucoup plus considérables que pour les ménages ayant des enfants.

Depuis 1907, grâce à la Statistique générale de la France, les divorces sont classés d'après le nombre des enfants. ce qui nous permet de pousser cette étude plus loin encore. Voici les résultats que nous avons obtenus (depuis 1914, les chiffres de la proportion pour 100.000 hommes mariés sont calculés par nous).

NOMBRE d'enfants vivants.	1907- 1910	1911- 1913	1914	1915	1916	1917	1918
0.	429	498	273	57	125	193	263
1.	158	173	89	97	37	57	80
2.	97	110	54	9	22	33	51
3.	62	72	31	5	12	21	32
4.	40	48	20	3	10	13	17
5 et plus	24	26	10	2	5	7	10

NOMBRE d'enfants vivants.	1919	1920 ¹	1921 ¹	1922 ¹	1923 ¹	1924 ¹	1925
0	398	915	1 010	867	759	703	635
1	120	260	261	217	178	160	148
2	73	171	170	135	110	90	78
3	43	117	108	87	80	56	52
4	21	60	64	53	45	36	29
5 et plus	13						

NOMBRE d'enfants vivants.	1926	1927	1928	1929	1930 ¹	1931 ¹
0	667	317	639	468	481	488
1	144	162	136	138	142	154
2	76	68	73	72	78	85
3	42	42	43	43	50	51
4	29	23	22	23	22	29
5 et plus						

1. D'après le recensement de 1926.

Examinons d'abord les familles ayant des enfants, surtout les deux dernières catégories qui en ont le plus : elles ne présentent pas de grandes fluctuations (sauf pour la période de guerre et celle de la crise économique 1920-1922). Dans les familles ayant plus de deux enfants, le taux a varié de 138 à 256 pendant la période de guerre, il a diminué ensuite ; pour augmenter subitement pendant la période de crise économique de 1920-1922. Il a augmenté pour la deuxième période de 223 à 256, diminué pendant la guerre avec un minimum de 19 en 1915, remonté en 1920, depuis il a baissé jusqu'en 1927 et remonté régulièrement depuis 1928 (de 138 à 165).

Les familles ayant deux enfants ont fourni des taux variant entre 68 et 110 avec un taux minimum de 9 pour 1915 (période de guerre) et un taux maximum de 171 pour l'année de la terrible crise économique de 1920. Ce taux a varié entre 42 et 72 (minimum de 5 en 1915, maximum 117 en

1920) pour celles ayant trois enfants, et de 5 à 74 pour les familles ayant quatre enfants et plus. Le taux maximum ne se place pas dans la période de crise économique de 1920 mais dans celle de 1911-1913.

Quant aux familles sans enfant et ayant un seul enfant, elles ont donné des taux très différents de 1907 à 1931, surtout la première catégorie. Dans la période de 1907-1910, le taux n'était que de 429 pour 100.000 couples mariés sans enfant vivant. Ce taux a augmenté pour la deuxième période, diminué pour la période de guerre (261 contre 498 dans la période précédente) et augmenté rapidement de 1920 à 1924. Depuis une baisse a continué jusqu'en 1928, puis une augmentation est apparue dans ces dernières années.

On voit que pour les familles ayant un seul enfant les variations sont beaucoup moins grandes que pour la première catégorie, mais leur taux a changé fortement si on le compare à celui des familles ayant plusieurs enfants. Il suit la même courbe que celle des familles sans enfant vivant.

Des observations précédentes, il ressort que la fréquence des divorces varie suivant le nombre des enfants vivants, il est net et très visible qu'elle est influencée par le nombre des enfants. C'est dans les familles les plus nombreuses que le taux des divorces est le plus faible. L'augmentation de ce taux est en rapport avec la diminution du nombre des enfants. Les familles ont de moins en moins d'enfants, elles fournissent un taux de divorces de plus en plus fort. Il est donc établi que la fréquence des divorces augmente régulièrement lorsque le nombre des enfants vivants diminue.

On a raison¹ « tout affaiblissement de la natalité implique un affaiblissement de l'esprit domestique ». Plus les familles

1. Durkheim. *Suicide et Natalité*, dans : *Revue philosophique*, an 1868, p. 462.

ont d'enfants, moins elles pratiquent le divorce et *vice versa*. Selon le recensement de 1916¹, les départements où les familles de 7 enfants et plus sont les plus nombreuses, sont les suivants : Lozère, (80 p. 1000) Finistère (70), Corse (68), Côtes-du-Nord (56), Morbihan (56), Bas-Rhin (53), Doubs (45), Moselle (52), Pas-de-Calais (51), Basses-Pyrénées (51), Haut-Rhin (45).

On voit que tous ces départements fournissent des taux de divorces très faibles. On peut dire : que plus la famille est dense et moins le divorce est fréquent. C'est dans les départements où le nombre des enfants vivants légitimes est le plus grand² qu'on trouve les taux de divorces les plus forts. Ceci est encore une preuve de ce que nous affirmons plus haut.

Venons maintenant au recensement de 1886 qui le premier a fourni des renseignements sur le nombre des enfants, la proportion des familles classées suivant le nombre des enfants et suivant l'état civil des parents (sur 100 familles), on constate que les familles des gens mariés présentent un nombre d'enfants plus considérable et que les familles de divorcés se trouvent avoir pour la plupart que peu ou pas d'enfants.

Voici les résultats³ :

DÉSIGNATION des familles.	NOMBRE DES FAMILLES QUI ONT								TOTAL
	0 enfant.	1 enfant.	2 enfants.	3 enfants.	4 enfants.	5 enfants.	6 enfants.	7 et plus,	
Mariés . .	18,0	24,6	22,1	15,0	9,4	5,5	3,0	2,4	100
Veufs. . .	25,1	23,3	20,0	13,6	8,1	5,0	2,9	2,0	100
Veuves . .	25,0	24,3	20,9	13,3	7,9	4,5	2,5	1,6	100
Divorcés .	44,4	25,3	15,4	8,8	3,8	1,2	0,7	0,4	100
Moyenne générale.	20,00	24,4	21,8	14,5	9,0	5,2	2,9	2,2	100

1. *La statistique de la famille en 1926*, p. 24.

2. Voir le mouvement de la population 1932 (*Statistique générale de la France*).

3. Voir *Le recensement de 1886*, p. 122.

Remarquons que, pour les gens mariés, les taux les plus élevés sont fournis par les familles ayant un et deux enfants, non par les familles sans enfant. Pour les familles de un ou plusieurs enfants, le taux fourni par les gens mariés, est toujours supérieur à celui de la moyenne générale. Au contraire parmi les divorcés, ce sont ceux qui n'ont pas d'enfant qui sont les plus nombreux. Les familles ayant deux enfants et plus fournissent les taux les plus élevés pour toutes les catégories. Voilà donc pourquoi les familles se désorganisent : la famille n'est réellement constituée qu'avec l'enfant. L'absence de celui-ci rend le lien conjugal plus faible et plus fragile.

* *

Rappelons que la ville et surtout la grande ville fournit des taux de divorces très élevés. Or, le facteur du nombre des enfants joue là aussi un grand rôle. Le recensement de 1901¹ nous a fourni sur ce point des renseignements. Le tableau ci-dessous donne la répartition des enfants pour 100 couples mariés par catégories de communes.

NOM DE VILLE	NOMBRE DES ENFANTS pour 100 couples mariés.
Paris	153
Villes de plus de 100.000 habitants (non compris Paris	179
Villes de 50.000 à 100.000 habitants	186
Communes de 2.000 à 50.000 habitants.	221
Communes de moins de 2.000 habitants	234
France entière	219

C'est, on le voit dans les campagnes que le nombre des enfants est le plus élevé (234 pour 100 familles contre 219 pour la France). La diminution qui suit est proportionnelle à l'importance de la population. La plus grande ville, Paris,

1. *Le recensement de 1901*, p. 20 et suiv.

n'a que 153 enfants pour 100 couples ; ce nombre augmente déjà un peu pour les villes de plus de 100.000 habitants (179) ; il est plus fort encore pour les villes moyennes (186) et particulièrement élevé pour les petites villes (221).

Si nous consultons les statistiques de la période de 1901-1905 nous constatons que le taux des divorces¹ dans les différentes catégories de communes suit une marche opposée à celle que nous indique la statistique précédente. Le taux de divorce augmente régulièrement suivant l'importance de l'agglomération, il est plus faible dans les campagnes et de plus en plus fort dans les villes moyennes et les grandes villes et surtout à Paris où le taux atteint son maximum. D'après les recherches de M. Hersch² parmi les quartiers de Paris, ce sont les plus pauvres qui donnent les taux de natalité les plus forts, et au contraire les plus opulents qui fournissent les taux les plus faibles. Et le même résultat s'applique au taux du divorce.

Il est donc vrai que « les époux manifestent avec éclat la faible efficacité du mariage quand ils ne trouvent pas dans les enfants son complément naturel³ ». Et les enfants préservent d'autant mieux du divorce qu'ils sont plus nombreux.

*
* *

Étudions la fréquence du divorce suivant la durée du mariage dissous. Cette question peut être aussi intéressante que l'examen de l'âge des époux divorcés, parce que cela présente des changements analogues à ceux qui ont été constatés pour la répartition par âge des nouveaux divorcés.

Pour établir un rapport exact, on a rapproché du nombre

1. Voir chapitre III : *La vie urbaine et le divorce*.

2. *Situation sociale et dépopulation*, « *Revue de Paris* », 1921.

3. Durkheim. *Le Suicide*, p. 196.

annuel moyen des divorces ayant dissous des mariages d'une durée déterminée, le nombre d'hommes mariés, d'après le recensement le plus récent, pour lesquels la durée du mariage était la même. Voici les résultats de deux périodes calculés dans la statistique générale de la France pour les années 1907-1913 :

DURÉE du mariage dissous.	NOMBRE annuel moyen des divorces 1907-1910.	PROPORTION annuelle moyenne des divorces pour 10.000 hommes mariés.	NOMBRE annuel moyen des divorces 1911-1913.	PROPORTION annuelle moyenne des divorces pour 10.000 hommes mariés.
Moins de 2 ans. . .	190	4.4	2.214	14.9
2 à 4 ans	1.670	20.0		
5 à 9 ans	3.688	29.3		
10 à 14 ans . . .	2.887	25.0	7.852	32.2
15 à 19 ans . . .	1.750	17.7		
20 à 24 ans . . .	958	10.5		
25 ans et plus . .	863	3.4	4.110	9.4
Totale durée. . .	12.006	14.7		
			14.176	17.1

Ce sont les mariages d'une durée de 5 à 9 ans qui fournissent le plus grand nombre de divorces. Les mariages de très longue durée ont donné le taux de divorce le plus faible. On voit que le nombre de divorces augmente régulièrement pour les mariages d'une durée inférieure à 2 ans jusqu'à un maximum de 5 à 9 ans et qu'ensuite le taux diminue progressivement selon la durée du mariage.

Ce sont les ménages de 10 à 14 ans de durée qui occupent le 2^e rang. Ensuite vient la catégorie de 2 à 4 ans de durée avec un taux de divorce encore considérable. Le taux moyen de ces 3 catégories est presque le double de celui des ménages de 0 à 4 ans (27.2 contre 14.7 pour 10.000 hommes mariés) et le triple de celui des ménages d'une durée de plus de 15 ans (27.2 contre 8.0) pour la période de 1907-

1910. Au cours de la période de 1911-1913, le taux du divorce pour la catégorie de 5 à 14 ans est le double de celui de la catégorie de 0 à 4 ans et le triple de celui de la catégorie de la plus longue durée.

En comparant les deux périodes on voit que les taux relatifs à la période 1911-1913 sont en augmentation sur ceux obtenus pour la période 1907-1910 surtout pour la catégorie des mariages dont la durée était comprise entre 5 et 14 ans.

La durée moyenne des mariages pour les divorces de la première année du fait de la liquidation du passé était de 16 ans, 6 mois, l'année suivante elle était encore de 14 ans 5 mois. Et depuis elle a continué à décroître jusque vers 1891 époque où elle s'est fixée aux environs de 12 ans. Après 1904 on a constaté un accroissement sensible de la durée moyenne. Vers 1909 cette durée moyenne approximative des mariages dissous par le divorce a diminué régulièrement jusqu'en 1914 (12 ans 1 mois contre 12 ans 5 mois). Elle avait progressé fortement jusqu'à 14 ans 6 mois en 1915 puis baissé durant 3 ans et remonté en 1919 elle prend ensuite les valeurs ci-dessous :

1919	12 ans 11 mois.
1920	13 ans.
1921	12 ans 9 mois.
1922	13 ans.
1923	12 ans 4 mois.
1924	12 ans 5 mois.
1925	12 ans 6 mois.
1926	12 ans 8 mois.
1927	12 ans 7 mois.
1928	11 ans.
1929	10 ans 4 mois.
1930	10 ans 8 mois.
1931	10 ans 8 mois.

On est frappé tout d'abord en consultant les résultats précédents de la fréquence des divorces prononcés après 5 à 9 ans de mariage. La fréquence minima s'observe surtout

dans les ménages de 15 ans et plus ou dans ceux de moins de 2 ans.

Les résultats s'expliquent plus facilement si on les compare à ceux de la natalité des couples mariés. L'enfant détourne du divorce, nous l'avons dit plus haut. Selon *la Statistique de la Famille en 1906*¹ nous aurons les résultats :

DURÉE de mariage en années.	SUR 100 FAMILLES (HOMMES MARIÉS) nombre de celles qui ont :					
	0 enfant.	1 enfant.	2 enfants.	3 enfants.	4 enfants.	5 enfants.
0-4 ans	35,4	44	16,4	3,3	0,7	0,2
5-14 ans.	10	24	28	18	10	10
15-24 ans.	8	16	21	17	12	26
25 ans et plus . . .	6	15	20	16	12	31

On voit que dans les ménages de 0 à 4 ans, la proportion des familles stériles atteint un maximum de 35 p. 100. Cette proportion diminue régulièrement à mesure que la durée augmente. Pour les ménages de 15 ans et plus la proportion des familles stériles n'atteint que 8 et 6 p. 100. Mais nous ne pouvons pas dire que les ménages de 0 à 4 ans qui n'ont pas eu d'enfants, sont des ménages stériles, c'est parce que beaucoup d'entre eux n'ont pas eu le temps d'en avoir.

D'après le tableau ci-dessus, en dehors de ces jeunes ménages ce sont les ménages de 5 à 14 ans qui fournissent le taux des familles stériles le plus élevé. Observons encore que dans les ménages de 5 à 14 ans ce sont ceux qui ont deux enfants, qui sont les plus nombreux. Quant aux ménages de plus de 15 ans ils ont pour la plupart 5 enfants comme nous l'avons indiqué plus haut. La fréquence des

1. *Statistique de la famille, 1906*, p. 20.

divorces diminue régulièrement lorsque le nombre des enfants vivants augmente, voilà pourquoi les ménages de 5 à 14 ans ont fourni le taux de divorce le plus élevé.

Nous verrons encore que la natalité dans les ménages de plus de 15 ans est plus forte que dans les ménages de moindre durée. On en conclura que les ménages de moins de 15 ans ont fourni le taux de divorce le plus fort.

DURÉE du mariage.	FRANCE	PARIS	NOMBRE D'ENFANTS POUR 100 FAMILLES mariées suivant les catégories de communes en 1901 ¹ .			
			Villes de plus de 100.000 hab.	Villes de 50.000 à 100.000 hab.	Communes de 2.000 à 50.000 hab.	Communes de moins de 2.000 hab.
Moins de 15 ans et durée in- connue. . .	160	117	136	141	163	172
Plus de 15 ans.	266	204	232	237	274	271

1. Recensement de 1901, V. p. 22-23.

Pour les couples dont la durée du mariage est inférieure à 15 ans le nombre des enfants est de 160 p. 100 seulement, tandis que pour ceux dont la durée du mariage est supérieure à 15 ans nous avons 266 p. 100. Ce tableau nous montre encore pourquoi la grande ville a donné des taux de divorces plus élevés que les villes moyennes et surtout que les campagnes.

CHAPITRE V

LE DIVORCE ET L'ÂGE DES DIVORCÉS

1. *La fréquence du divorce suivant l'âge des époux divorcés.* — 2. *Age moyen des époux divorcés.* — 3. *Age relatif des époux divorcés.* — 4. *Conclusion.*

Il peut être intéressant pour nous de rechercher le rapport qui existe entre la fréquence du divorce et l'âge des époux.

Pour calculer d'une manière plus précise la fréquence des divorces à un âge donné, on a rapporté de l'effectif total du groupe des individus mariés de sexe et d'âge déterminés, le nombre des individus de ce même groupe ayant divorcés dans l'année. Voici les résultats que nous avons obtenus¹ (voir tableau p. 84).

Le nombre annuel des divorcés pour 100.000 mariés a suivi un mouvement presque ondulatoire de 1901 à 1931. Au commencement le taux n'était que de 114, puis par une augmentation régulière pour les deux périodes 1907-1910 et 1911-1913, il atteignit le taux assez élevé de 171 pour la dernière période. Du fait de la guerre, une diminution rapide se produisit pendant la période 1914-1919 où le taux ne fut que de 94 pour le sexe masculin et de 93 pour le sexe féminin. Mais par la suite ce taux remonta subitement et attei-

1. Voir *Le Mouvement de la population*, années 1910 et 1932, p. xxvi).

Nombre annuel moyen de divorcés pour 100.000 mariés.

ANNÉES	1904-1905		1907-1910		1914-1915		1914-1919		1920-1924		1925-1929		1930		1931		1932	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Age en années.																		
Moins 20 ans.	167	128	25	63	22	75	»	27	11	72	14	85	22	68	»	88	»	79
20 à 24 ans.	130	157	68	170	89	204	47	99	117	258	125	241	107	235	116	242	117	218
25 à 29 ans.	157	209	163	243	197	287	101	163	104	506	323	383	317	406	331	429	329	434
30 à 34 ans.	208	198	267	242	288	252	181	161	541	548	441	347	380	322	394	360	431	386
35 à 39 ans.	199	158	247	203	300	234	178	122	559	472	305	277	336	261	358	269	377	283
40 à 49 ans.	124	86	177	135	195	139	106	77	377	264	239	185	223	174	229	177	226	177
50 ans et plus.	26	23	51	36	59	43	34	25	96	71	79	60	73	54	75	56	76	55
Ensemble . .	114	114	147	147	171	171	93	93	316	315	209	208	222	221	222	222	228	227

gnit un niveau supérieur pour la période 1920-1924. Entre 1925-1929, nous notons une baisse assez brusque de 316 à 209 pour les hommes et de 315 à 208 pour les femmes. Pendant les trois dernières années le taux n'a cessé de remonter (214 à 222 puis à 228 pour les hommes et de 213 à 222 et à 227 pour les femmes).

L'âge a une influence très visible sur la fréquence des divorces. Avant la guerre pour la période 1901-1905 et 1907-1910 la fréquence maxima des divorces a lieu de 30 à 34 ans pour les hommes et de 25 à 30 ans pour les femmes. (Jusqu'à 30 ans, la fréquence des divorces est plus considérable parmi les femmes que parmi les hommes; l'inverse se produit aux âges plus avancés.) Mais vers la période 1911-1913 c'est de 35 à 40 ans que les divorces sont les plus nombreux pour le sexe masculin, tandis que pour les femmes c'est toujours de 25 à 30 ans. De 1901 à 1913 la proportion des divorces pour le groupe de 25 à 30 ans et le groupe des gens de plus de 40 ans a augmenté régulièrement tandis qu'on note une diminution pour les groupes de moins de 20 ans dans les deux sexes. Le groupe de 20 à 25 ans est en augmentation pour les femmes et en baisse pour les hommes.

Pour la période de la guerre (1914-1919) la fréquence des divorces est en diminution très sensible dans chaque groupe d'âge, pour les hommes elle atteint son maximum dans le groupe 30-35 ans, alors que le groupe 25 à 30 ans reste toujours celui qui fournit la proportion maxima pour les femmes. A cause de la mobilisation des jeunes hommes, on constate dans les groupes de moins de 30 ans une diminution du nombre de divorcés par rapport à celui de la période précédente. Par contre, dans les groupes plus âgés la proportion est plus élevée.

Au cours de la période 1920-1924, c'est le groupe de 35 à 40 ans qui vient en tête comme avant la guerre, pendant la période 1911-1913, les divorces sont nombreux aussi dans le groupe de 30 à 35 ans. La plus forte augmentation du nombre des divorces est celle du groupe de 25 à 29 ans, mais le chiffre est en baisse pour le groupe de moins de 20 ans si on le compare à celui de 1911-1913.

Pour les femmes, c'est le groupe de 30 à 35 ans qui vient au premier rang. Les plus fortes augmentations sont celles des groupes de 30-34 et de 25-29 ans. L'augmentation aussi est assez forte dans toutes les autres catégories d'âges.

Durant la période 1925-1929, la fréquence des divorces est inférieure dans toutes les catégories d'âges (sauf dans les groupes de 20 à 24 ans pour les hommes et de moins de 20 ans pour les femmes). Le maximum est resté comme dans l'ensemble aux groupes de 30 à 35 ans pour les hommes et de 25 à 30 ans pour les femmes.

Pour les trois dernières années, le nombre des divorces a augmenté dans les groupes de moins de 30 ans pour les deux sexes et particulièrement pour le sexe féminin, si on le compare à celui de la période précédente. Mais il a diminué dans les groupes de plus de 40 ans. L'augmentation est forte entre 30 et 40 ans pour les deux sexes.

AGE MOYEN DES ÉPOUX DIVORCÉS.

Pour calculer l'âge moyen des époux divorcés, selon la *statistique générale de la France*¹ on a pris 19 ans pour âge moyen au-dessous de 20 ans pour le sexe masculin et 18 ans pour le sexe féminin. Quant aux divorcés de plus de 60 ans on a choisi 65 ans pour âge moyen.

1. Voir *Le Mouvement de la population*, année 1907.

Évolution de l'âge moyen des époux divorcés.

ANNÉES	ÉPOUX DIVORCÉS			ENSEMBLE DES MARIAGES			
	Age moyen, lors du divorce (en années et mois).		Différence d'âge moyenne.	Age moyen (en années et mois).		Différence d'âge moyenne.	
	Hommes.	Femmes.		Hommes.	Femmes.		
1885. . . .	44, 9	39, 1	5, 8	27, 11	23, 3	4, 8	
1886. . . .	42, 3	36, 8	5, 7	27, 11	23, 3	4, 8	
1887. . . .	40, 8	35, 6	5, 2	27, 11	23, 3	4, 8	
1888. . . .	41, 6	35, 8	5, 10	27, 10	23, 3	4, 7	
1889. . . .	41, 9	35, 3	6, 6	27, 11	23, 4	4, 7	
1890. . . .	40, 1	35, 1	5	28	23, 5	4, 7	
1891. . . .	39, 8	34, 7	5, 1	28	23, 4	4, 8	
1892. . . .	39, 9	34, 11	4, 10	27, 11	23, 7	4, 4	
1893. . . .	» »	» »	» »	27, 11	23, 8	4, 3	
1894. . . .	39, 3	34, 5	4, 10	27, 10	23, 8	4, 2	
1895. . . .	39, 3	34, 7	4, 8	27, 10	23, 8	4, 2	
1896. . . .	39, 1	34, 6	4, 7	27, 10	23, 8	4, 2	
1897. . . .	39, 4	34, 4	5	27, 11	23, 5	4, 6	
1898. . . .	39, 2	34, 5	4, 9	27, 11	23, 6	4, 5	
1899. . . .	39, 3	34, 7	4, 8	27, 10	23, 6	4, 4	
1900. . . .	38, 8	34, 4	4, 4	27, 11	23, 6	4, 5	
1901. . . .	39, 0	34, 4	4, 8	28	23, 6	4, 4	
1902. . . .	38, 9	34, 4	4, 5	28, 1	23, 11	4, 2	
1903. . . .	39, 2	34, 3	4, 11	27, 11	23, 7	4, 4	
1904. . . .	38, 10	34, 4	4, 6	27, 9	23, 9	4, 4	
1905. . . .	38, 11	34, 2	4, 6	27, 9	23, 8	4, 1	
1906. . . .	38, 10	34, 3	4, 7	27, 8	23, 8	4	
1907. . . .	39, 7	36	3, 7	28, 1	23, 9	4, 4	
1908. . . .	39, 9	35, 4	4, 5	28, 1	23, 9	4, 4	
1909. . . .	39, 11	35, 6	4, 5	28	23, 9	4, 3	
1910. . . .	39, 11	35, 5	4, 6	27, 11	23, 8	4, 3	
1911. . . .	39, 9	35, 4	4, 5	28	23, 8	4, 4	
1912. . . .	39, 7	35, 3	4, 4	27, 11	23, 7	4, 4	
1913. . . .	39, 6	35, 1	4, 5	28, 6	24, 3	4, 3	
1914. . . .	39, 11	35, 5	4, 6	28, 9	24, 5	4, 4	
1915. . . .	43, 7	38, 7	5	29, 4	25, 10	3, 6	
1916. . . .	41, 9	37, 2	4, 7	28, 4	24, 9	3, 7	
1917. . . .	40, 8	36, 0	4, 8	28, 2	24, 9	3, 5	
1918. . . .	40, 2	35, 7	4, 7	28, 6	24, 9	3, 9	
1919. . . .	40, 5	35, 9	4, 8	29, 1	24, 11	4, 2	
1920. . . .	40, 2	36, 0	4, 0	28, 4	24, 6	3, 10	
1921. . . .	39, 11	35, 11	4, 0	28	24, 3	3, 9	
1922. . . .	40, 2	36, 6	3, 8	27, 6	24	3, 6	
1923. . . .	40, 4	38, 8	3, 8	27, 1	23, 8	3, 5	
1924. . . .	40, 3	36, 5	3, 10	26, 9	23, 6	3, 3	
1925. . . .	39, 9	35, 8	4, 1	26, 7	23, 6	3, 1	

ANNÉES	ÉPOUX DIVORCÉS			ENSEMBLE DES MARIAGES			
	Age moyen, lors du divorce (en années et mois),		Différence d'âge moyenne.	Age moyen (en années et mois).		Différence d'âge moyenne.	
	Hommes.	Femmes.		Hommes.	Femmes.		
1926. . . .	39, 4	35, 7	3, 9	26, 5	23, 4	3, 1	
1927. . . .	39, 1	35, 5	3, 8	26, 7	23, 4	3, 3	
1928. . . .	38, 11	35, 6	3, 5	26, 7	23, 4	3, 3	
1929. . . .	38, 6	35, 2	3, 4	26, 6	23, 4	3, 2	
1930. . . .	38, 5	35, 2	3, 3	26, 7	23, 4	3, 3	
1931. . . .	38, 4	35, 1	3, 3	26, 6	23, 2	3, 4	
1932. . . .	38, 3	35, 0	3, 3	26, 7	23, 3	3, 4	

D'après le tableau ci-avant on voit qu'en 1885 à cause de la liquidation du passé, l'âge moyen du divorce a été particulièrement plus avancé, il était de 44 ans, 9 mois pour les hommes et 39 ans 1 mois pour les femmes; il était encore élevé l'année suivante, mais depuis une diminution sensible n'a cessé de se faire sentir.

De 1890 jusqu'en 1913, l'âge moyen a varié de 39 à 39 ans 11 mois et il se fixait à 39 ans pour les hommes, 34 ans 6 mois pour les femmes.

Pendant la période de guerre, du fait de la mobilisation, l'âge moyen des époux divorcés a augmenté légèrement par rapport à l'avant-guerre. Le maximum en 1915 était de 43 ans 7 mois pour les hommes et de 38 ans 7 mois pour les femmes. En 1919, il était encore supérieur à celui d'avant-guerre (1913).

Depuis la guerre une légère diminution a suivi de 1920 à 1924 mais l'âge oscille encore entre 39 ans 11 mois et 40 ans 4 mois pour les hommes. Pour les femmes, il a augmenté dans les années 1921, 1922 et 1923, puis s'est abaissé de 36 ans 8 mois en 1923 à 36 ans 5 mois en 1924. Depuis 1923, il a décliné régulièrement jusqu'en 1931 pour les deux sexes

(sauf en 1928 pour les femmes), 38 ans 4 mois en 1931 pour les hommes entre 40 ans 4 mois et 35 ans 1 mois en 1931 pour les femmes contre 36 ans 8 mois en 1923. Et 38 ans 3 mois pour les hommes, 35 ans pour les femmes en 1932.

La différence entre l'âge moyen des époux et celui des épouses divorcées de 1885 à 1919 oscillait entre 4 et 6 ans, très forte en 1889 elle atteint alors 6 ans 6 mois. Après la guerre, elle atteint 4 ans 2 mois en 1920 pour descendre jusqu'à 3 ans 2 mois en 1922 et 1923 et augmenter jusqu'en 1925 et diminuer entièrement jusqu'à 3 ans 3 mois en 1930 et 1932.

L'âge moyen des divorcés est très en rapport avec la combinaison d'âge des mariages. Depuis la guerre, la différence entre les âges moyens des époux divorcés, comme la différence entre les âges moyens des mariages¹ est restée nettement inférieure, 74 (exprimée en nombres relatifs) en l'an 1932 contre 100 en 1913.

AGE RELATIF DES ÉPOUX DIVORCÉS

Cette recherche sera très intéressante pour nous. Bertillon s'appuyant sur le recensement Suisse de 1870 trouvait alors un résultat des plus remarquables. « Plus l'âge de l'homme l'emporte sur celui de la femme et plus le divorce est rare. Par contre, plus l'âge de la femme l'emporte sur celui de l'homme et plus le divorce est fréquent². Quel résultat obtenons-nous pour la France?

1. Halbwachs. *La nuptialité en France*, p. 18.

2. Bertillon. *Op. cit.*, p. 157.

PÉRIODE et années.	NOMBRE DES DIVORCES suivant que, par rapport au groupe d'âge du mari, la femme appartient à :				TOTAUX	PROPORTION pour 1.000 divorces de ceux prononcés entre un mari et une femme qui appartient à :		
	groupe âge supér.	groupe même âge.	groupe âge infér.	diffé- rence âge.		groupe âge supér.	groupe même âge.	groupe âge infér.
1886-1890.	1.796	7.279	12.462	α	21.537	83	338	579
1891-1895.	2.465	8.064	14.165	α	24.694	100	326	574
1896-1900.	3.257	11.762	21.066	α	36.085	90	326	584
1901-1905.	3.835	14.890	26.245	α	44.970	85	331	584
1907-1910.	3.876	16.054	27.622	472	48.024	81	338	581
1911-1913.	3.094	14.003	24.977	455	42.529	74	333	592
1914. . .	596	2.550	4.654	89	7.889	76	327	597
1915. . .	122	533	932	31	1.638	76	344	580
1916. . .	234	1.234	2.030	91	3.589	67	353	580
1917. . .	384	1.694	3.226	193	5.497	73	319	608
1918. . .	504	2.552	4.580	215	7.851	66	334	600
1919. . .	696	3.612	6.890	316	11.514	62	323	615
1920. . .	1.964	9.462	15.446	2.243	29.115	73	352	575
1921. . .	2.416	10.921	16.828	2.309	32.472	81	361	558
1922. . .	2.323	9.807	13.618	1.800	27.548	91	380	529
1923. . .	2.104	8.584	11.424	1.287	23.399	95	388	517
1924. . .	1.833	7.569	10.406	1.166	20.974	93	382	525
1925. . .	1.872	7.345	9.551	1.103	19.871	100	396	504
1926. . .	1.914	7.326	9.556	1.088	19.884	102	389	509
1927. . .	1.705	6.694	8.727	1.032	18.158	100	390	510
1928. . .	1.799	6.961	9.061	854	18.675	101	391	508
1929. . .	1.886	7.074	9.384	823	19.167	103	385	512
1930. . .	1.909	7.708	9.919	831	20.367	98	394	508
1931. . .	1.994	7.888	10.450	881	21.213	98	388	514
1932. . .	2.032	8.250	10.644	801	21.727	97	394	509

Remarquons que la proportion pour 1 000 divorces de ceux prononcés entre un mari et une femme appartenant à un groupe d'âge supérieur à celui du mari de 1891 à 1923 a diminué régulièrement de 100 à 74. Vers la période de guerre il est tombé à 68. Pendant les deux premières années, le taux est un peu plus élevé que durant la période précédente, mais une diminution a suivi pour les trois dernières années. En 1920 le taux a remonté surtout au cours de la période de 1925 à 1929 où l'on atteint un maximum de 101 pour 1.000 en moyenne, Il baisse ensuite légèrement

pendant les trois dernières années (98 et 97 en 1932 contre 103 en 1928) mais il est supérieur encore à celui de la période qui précède la guerre,

Au contraire, la proportion des divorces pour lesquels la femme appartient à un groupe d'âge inférieur s'est accrue de 574 à 603 de 1891 à 1914-1919. Et depuis il y a une diminution de 1920 à 1930, elle s'élève en 1931 et s'abaisse en 1932 (509 contre 519 en 1931).

La proportion des divorcés entre mari et femme appartenant au même groupe d'âge a augmenté également de 326 pour 1.000 à 333 pour 1.000 de 1891 à 1923. Elle a diminué pendant la période de guerre. Depuis cette date, le mouvement d'augmentation a repris avec en 1925 un taux maximum de 396 pour 1.000 et pendant les deux dernières années 1931 et 1932 la proportion est restée encore très élevée.

Les résultats précédents ne paraissent pas très précis pour obtenir un résultat plus instructif, il faut rapprocher le nombre des divorces du nombre de couples mariés classés d'après l'âge relatif des époux. La statistique générale de la France nous a fourni les résultats suivants :

CATÉGORIES	NOMBRE de couples mariés en 1901 (en milliers.)	NOMBRE annuel moyen des divorces (1907-1910.)	NOMBRE de divorces pour 100.000 couples mariés.
Le mari appartient à un groupe supérieur à celui de sa femme	3.989	6.015	150
Le mari appartient à un groupe d'âge inférieur à celui de sa femme. . . .	397	880	221
Le mari appartient au même groupe que sa femme . .	3.553	3.462	97
Ensemble	7.939	10.357	130

Il apparaît alors clairement que les divorces sont plus fréquents lorsque le mari est moins âgé que sa femme. Les ménages où le mari est du même âge ou plus âgé que sa femme sont les plus solides.

Selon les résultats que nous avons indiqués précédemment c'est de 30 à 34 ans qu'on demande le plus souvent le divorce et pour les femmes celles de 25 à 29 ans. A partir de 40 ans la tendance au divorce va diminuant rapidement pour les deux sexes.

En ce qui concerne la différence d'âge des époux divorcés, on sait que lorsque le mari est plus âgé que sa femme, le taux des divorces est moins important. Au contraire, lorsque le mari est moins âgé que sa femme, le nombre des divorces est plus considérable.

L'enfant joue un grand rôle dans ces résultats. D'après ce que les statistiques nous ont montré¹ en moyenne l'homme avant 34 ans n'a pas encore eu d'enfants. Or présence de l'enfant détourne du divorce². Tant qu'il ne trouve pas dans les enfants son complément naturel l'homme est facilement entraîné au divorce. On sait que le plus souvent les divorcés se remarient et c'est généralement de 35 à 40 ans pour l'homme et de 30 à 35 ans pour la femme³. Selon les recherches de Bertillon⁴, la nuptialité des divorcés à partir de 30 à 35 ans, l'emporte de moitié sur celle des célibataires et elle continue à augmenter très rapidement jusqu'à 45 ans, époque à laquelle est 6 fois plus forte que celle des célibataires et dépasse même celle des veufs. Il ne

1. *Annuaire statistique de la France*, vol. XV, p. 14.

2. Voir le chapitre de *L'Enfant et le divorce*.

3. Voir *Statistique générale de France*, 1885, p. 10.

4. Bertillon. *Les célibataires, les veufs et les divorcés au point de vue du mariage* (*Revue scientifique*, 1879, p. 776).

faut pas croire que les divorcés d'un certain âge soient las de la vie conjugale, c'est le plus souvent qu'ils n'ont pas eu d'enfants et que par suite la stabilité de leur foyer n'a pas été accusé. Telle est la raison, d'autant plus forte qu'à cet âge l'homme est plus engagé dans la vie collective que lorsqu'il est très jeune ou très vieux.

Pourquoi le taux des divorces est-il moindre lors que le mari est plus âgé que sa femme? C'est que la natalité a eu aussi une influence. D'après le recensement de 1901, lorsque le mari est plus âgé que sa femme, la natalité est en général d'autant plus grande que la femme est plus jeune¹. Examinons encore le tableau ci-dessous².

**Nombre d'enfants pour 100 familles
dans chaque combinaison d'âge.**

AGE du mari.	AGE DE LA MÈRE							
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-49 — 50-59		
18-19 . . .	43	52			72			
20-24 . . .	37	61	72		84			
25-29 . . .	40	78	109	118	116			
30-34 . . .	53	107	151	176	180	149		
35-39 . . .	74	121	172	209	228	208	105	70
40-49 . . .	108	151	188	227	255	263	205	107
50-59 . . .	143	159	202	241	267	278	259	192
60 et plus .	126	154	181	216	246	265	259	230

On voit que le nombre maximum des enfants par famille correspond aux couples où le mari a de 50 à 60 ans tandis que la femme est âgée de 40 à 50. On le voit donc : la supériorité d'âge du mari est une condition favorable à la natalité. C'est pourquoi, parmi les couples où le mari appartient à un groupe plus élevé que celui de la femme, le taux des divorces est plus faible. Dans les couples mariés où le mari et la

1. *Recensement de 1901*, t. V, p. 10.

2. *Recensement de 1901*, t. V, p. 21.

femme appartiennent au même groupe d'âge, la natalité aussi est plus forte ; il en résulte que le taux des divorces est faible.

Or, la ville a toujours fourni des taux de divorces plus élevés, nous l'avons vu déjà. Le facteur de la combinaison d'âge des époux joue ici aussi très visiblement. Voici les chiffres du recensement de 1901.

Le mari appartient à un groupe d'âge inférieur à celui de la femme.

	(Sur 1.000 couples mariés).
Ville de Paris.	72
Villes de plus de 100.000 habitants	65
Villes de 50.000 à 100.000 habitants.	64
Villes de 20.000 à 50.000 habitants	54
Communes de moins de 2.000 habitants.	42
France entière.	51

Remarquons que c'est dans les grandes villes qu'on trouve le plus grand nombre de maris appartenant à un groupe d'âge inférieur à celui de sa femme, ce nombre diminue dans les petite villes et encore plus dans les campagnes. Et le taux des divorces suit le même mouvement. Il est très net que la combinaison d'âge des époux joue dans les grandes villes.

Évidemment la différence d'âge des époux divorcés est en rapport avec la combinaison d'âge des mariages. Or, les mariages qui ont pu se conclure en une telle période présentent des combinaisons d'âges nouvelles. De 1914 à 1915, les mariages qui diminuent le moins, qui augmentent même, sont ceux où l'épouse est plus âgée que l'époux, ceux aussi, où l'époux est très âgé et la femme très jeune. Des femmes de 30 à 34 ans par exemple tendent davantage à épouser ou des hommes beaucoup plus jeunes ou des hommes bien plus âgés¹. On voit que dans la période 1920-1924, l'âge des

1. Halbwachs. *La nuptialité en France*, dans les *Annales sociologiques*, série E, p. 28, Paris, 1935.

époux divorcés est aussi un peu plus avancé pour les deux sexes.

D'autre part, l'âge des époux divorcés est aussi en rapport avec l'état social, surtout économique. Ainsi pendant la période normale, les situations sont plus assurées pour les époux plus âgés, mais en temps de crise, l'état économique des époux plus âgés n'est plus assuré, ils sont atteints comme les autres par la crise.

On voit que durant la crise de 1913 l'âge des divorcés a un peu monté, mais ce fait est particulièrement visible pour la terrible crise de 1920-1924. L'âge des époux divorcés est plus avancé pour les deux sexes. Si l'on ne note pas ce résultat pour la crise de 1930 c'est parce qu'après la guerre et jusqu'à l'époque la plus récente le nombre des jeunes gens et des tout jeunes gens qui ont fondé un ménage a considérablement augmenté¹.

En tous cas, l'âge des divorcés et la différence d'âge des époux divorcés sont des faits collectifs, ils varient suivant l'état social, l'âge du divorcé comme l'âge du mariage. « Le sens et le rythme de ce changement sont réglés par l'évolution de la société². » Ainsi dans certaine période de crise, les époux d'un certain âge et ayant entre eux une certaine différence d'âge divorcent plus facilement qu'aux autres périodes, c'est-à-dire que l'âge des divorcés et la différence d'âge des époux divorcés sont influencés par l'état de la société.

1. Halbwachs. *La nuptialité en France*, p. 43.

2. *Ibid.*, *Op. cit.*, p. 46.

CHAPITRE VI

INFLUENCE DES CRISES POLITIQUES, DES GUERRES ET DES CRISES ÉCONOMIQUES

1. *Les crises politiques nationales et le divorce.* — 2. *Les guerres et le divorce.* — 3. *Explications des faits.* — 4. *L'état économique :* a) *La richesse et le divorce ;* b) *L'occupation et le divorce ;* c) *La population active féminine et le divorce.* — 5. *La crise économique et le divorce.* — 6. *Les principaux mouvements de la vie économique et la courbe des divorces.*

Dans « les crises politiques et les crises économiques il y a à la fois dissolution d'une discipline sociale et régression de certains sentiments moraux¹ », il est certain que le taux des divorces est influencé par cette transformation rapide et violente de la civilisation. Les statistiques du divorce en France nous permettent de le constater.

Nous parlerons tout d'abord des crises politiques. De 1804 à 1932 au cours de quarante-huit années, il s'est produit une baisse du taux des divorces pendant une période qui correspond à une crise politique : l'affaire Dreyfus. Cette crise politique fut extrêmement grave et très prolongée : commencée en 1898, elle se termina qu'en 1906.

On voit que le taux des divorces a commencé à diminuer en 1899, année où se déroule le procès Zola et que la diminution se maintient régulièrement jusqu'en 1900.

1. G. Richard. *Crises sociales et criminalité*, dans l'*Année sociologique*, t. III (1898-1899), p. 34.

La première année, le taux des divorces a descendu (374 pour 100.000 habitants contre 386 l'année précédente). Mais le nombre des demandes était encore très fort, 9.520 contre 9.283. Vers la fin de l'année, la lutte contre les congrégations fut engagée par Waldeck-Rousseau et le taux des divorces tomba par rapport à celui de 1897 (7.179 pour 100.000 habitants) mais c'est surtout le nombre des demandes qui diminua (9.461 contre 9.520 en 1898). Au début de l'année 1900, la lutte continuait violente, l'agitation congréganiste, les protestations du clergé durèrent toute cette année. Cette année-là non seulement le taux des divorces transcrits diminua fortement (368 pour 100.000 habitants contre 386 en 1897) mais aussi le nombre des demandes (9.309 contre 9.520 en 1898).

Au cours des trois années suivantes, l'émotion populaire s'atténua mais la crise économique¹ survint, le taux des divorces remonta pour la France entière en 1901.

Pour mieux prouver l'influence des crises politiques, nous examinerons encore le taux des divorces durant ces années dans le centre politique : la Seine. On voit que dans ce département, l'émotion populaire se manifeste particulièrement, l'influence de ces crises est toujours plus sensible dans la capitale que dans les départements, la diminution du taux des divorces a commencé à se manifester en 1898, pour ne disparaître qu'en 1903. Voici ces chiffres (base 100 en 1898).

1897	109	1901	85,8
1898	100	1902	98,1
1899	96,2	1903	104
1900	87,7	1904	115

C'est en 1901 que le taux des divorces atteint son minimum dans le pays : 93 pour 100.000 habitants au lieu de 106

1. Nous reviendrons sur ce point.

en 1898; la baisse est de plus de 14 p. 100. C'est cette année-là qu'a lieu la discussion du projet de loi sur les associations contre les congrégations.

En 1902, le taux des divorces est encore en diminution par rapport à 1898, 104 pour 100.000 habitants contre 116, soit une baisse de 2 p. 100. A Paris, cette année-là la décision de fermer des écoles congréganistes provoqua des manifestations dans les églises. Le ministère Waldeck-Rousseau dut donner sa démission et le ministère Combes lui succéda. Les élections qui suivirent amenèrent au pouvoir le parti radical.

En 1903, le taux des divorces remonta mais sans atteindre pourtant celui de l'année 1897 (104 contre 109, ou 111 pour 100.000 habitants contre 116). Cette année-là la Chambre rejette, après de vives discussions, toutes les demandes émanant des congrégations.

Les crises politiques nationales agissent comme un stimulant sur la population urbaine plus sensible, plus impressionnable, aussi mieux au courant des événements, surtout dans la capitale. Au cours des années 1898 à 1903 c'est dans ces villes où se manifestait l'effervescence que ces résultats sont le plus sensibles :

ANNÉES	PROPORTION DES DIVORCÉS POUR 100.000 HABITANTS			
	Département de la Seine.	Population urbaine.	Population rurale.	France entière.
1897.	116	52	20	386
1898.	106	52	20	374
1899.	102	52	20	370
1900.	93	53	20	368
1901.	91	57	22	397
1902.	104	61	24	432
1903.	111	62	25	456
1904.	121	69	28	503

La crise boulangiste avait produit les mêmes résultats en 1899 : 4 p. 100 de décroissance dans la Seine et pour la population urbaine un taux resté stationnaire contre une augmentation de 10 p. 100 sur l'année précédente dans les campagnes.

Rappelons encore la crise politique de 1848, les séparations de corps avait diminué fortement dans cette année-là (655 contre 834 en 1897). Pour de simples crises électorales, en l'année 1877 par exemple le nombre des séparations était aussi en diminution (2.495 au lieu de 2.534 en 1876).

La fréquence des divorces est influencée beaucoup plus nettement et plus visiblement par la guerre que par les crises politiques nationales. La manifestation d'émotion du peuple est aussi beaucoup plus violente. La guerre de 1870-1871 déjà nous le montrait; pendant cette période le nombre des séparations de corps avait subitement diminué (1.893 pour l'année 1870 et 1.171 pour l'année 1871 contre 2.332 en 1869).

En ce qui concerne le divorce une longue période de guerre 1914 à 1918 montre les mêmes résultats. Cette guerre devait être une des plus terribles et des plus violentes de l'histoire. Le taux des divorces a baissé rapidement et subitement pendant cette période.

On voit qu'en 1914 le taux des divorces a diminué fortement 475 pour un million d'habitants au lieu de 754 en 1913. L'année suivante le taux atteint son minimum, 98 seulement. Les trois dernières années de la guerre montraient aussi des taux très faibles : 218 pour 1916, 338 pour 1917 et 478 pour 1918. Si nous prenons la période de 1909 à 1913, comme base de 100 sur 100.000 couples mariés, alors la période de guerre (1914-1919) ne présentait que 56,6 seule-

ment; c'est une baisse de près de la moitié par rapport à la période précédente.

Pour rendre le résultat plus sensible et mieux nous faire comprendre nous pouvons établir la proportion des divorces par rapport à la population totale (estimée chaque année). Prenons l'année 1913 avec l'indice de 100, nous obtenons les résultats suivants :

1913	100	1917.	45
1914	63	1918.	63
1915	13	1919.	92
1916	28		

Remarquons que le taux des divorces se maintint très faible durant tout le temps de la guerre. La diminution était très forte si on la compare au taux de l'année 1913 : le minimum de 1915 par rapport au taux de 1913 correspond à une baisse de 100 à 13, c'est une diminution formidable. Jusqu'en 1917, c'est-à-dire pendant une durée de quatre années, le taux n'était encore que les 45 de celui d'avant guerre et même pour l'année 1919, le taux était encore faible.

L'influence des guerres sur la fréquence du divorce est, on le voit, très visible. Mais pourquoi la guerre détourne-t-elle du divorce? C'est parce que « pendant la guerre, la structure de la société se transforme » et que « la vie se simplifie et s'uniformise¹ ».

En temps de guerre, la civilisation est plus équilibrée qu'en temps de paix. Or la guerre peut établir une coopération forcée entre les peuples. Elle apporte un nouvel élément de cohésion et de solidarité ignoré par les groupes simples, la contrainte à l'unification qui représente la face

1. Halbwachs. *Les causes du suicide*, p. 353.

constructive de la force sociale. La guerre moyennant l'exploitation et la concentration forcée des services établit la discipline et la hiérarchie et transforme le lien ethnique, la sympathie, en lien politique, et l'intérêt individuel en économie nationale, faisant ainsi de la force collective un instrument d'organisation¹. De plus « les grandes guerres populaires avivent les sentiments collectifs, stimulent l'esprit de parti comme le patriotisme, la politique comme la foi nationale et, concentrant les activités vers un même but, déterminent au moins pour un temps, une intégration plus forte de la société².

En tous cas, pendant la guerre, la discipline sociale est plus intense, les passions plus unanimes, toutes les activités économiques sont nationalisées, toutes les activités sociales sont dirigées vers le même but : la guerre. Voilà pourquoi en temps de guerre le nombre des divorces est réduit au minimum. C'est parce que les activités de la civilisation sociale se simplifient et s'uniformisent qu'il lui est facile de maintenir son équilibre.

L'état économique joue un grand rôle sur le mouvement du divorce. C'est surtout en temps de crise que son influence est la plus nette et la plus constante.

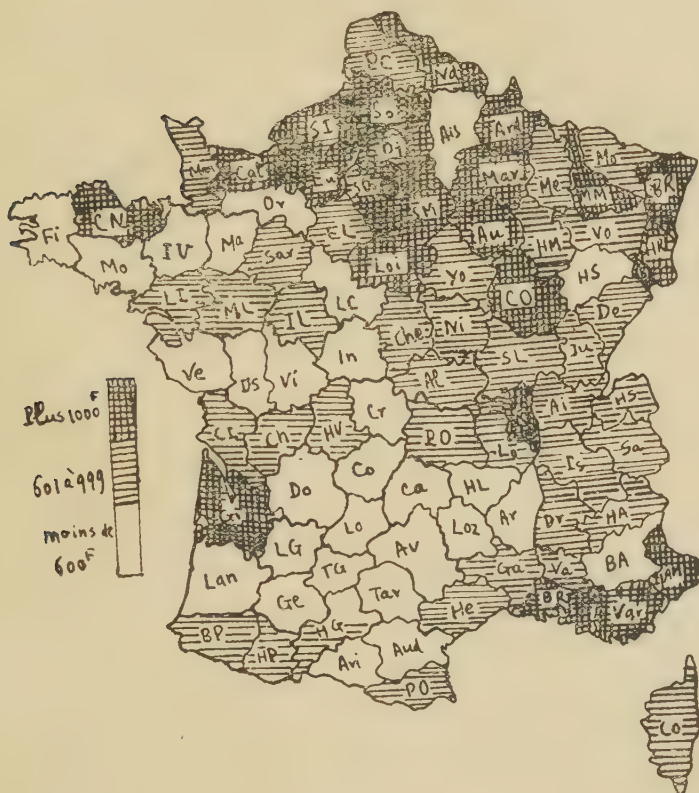
Jetons un coup d'œil sur la carte géographique des revenus soumis à l'impôt général (voir p. 107) ; on voit tout de suite que les régions les plus aisées ont fourni les taux de divorces les plus forts. Dans les régions pauvres, les divorces sont rares.

1. M. H. Corneijo. *La guerre, au point de vue sociologique* (Mémoire présenté au Congrès international de sociologie tenu à Genève en octobre 1930), p. 19, Paris, 1930.

2. Durkheim. *Op. cit.*, p. 222.

D'après la carte¹ ci-dessous, la Seine, qui occupe le premier rang pour l'impôt sur le revenu, les départements

Revenus soumis à l'impôt par habitant en 1931.



des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, du Nord, du Rhône, de la Seine-Inférieure, et de la Seine-et-Oise qui tous occupent un rang important fournissent en même temps des taux de divorces très élevés.

Au contraire, les départements où l'impôt fournit le moins

1. Cette carte est dressée par nous.

tel que l'Ardèche, la Vendée, l'Ariège, la Lozère, le Lot, le Gers et la Creuse, sont ceux où le taux des divorces est le plus faible.

Pour établir un rapport entre la vie économique et les divorces, il serait peut-être plus clair d'examiner les professions des divorcés. D'après les recherches de Bertillon¹, les professions bourgeoises et plus particulièrement les professions commerciales, sont celles où le divorce se rencontre le plus souvent ; puis viennent les professions ouvrières, le divorce est très rare chez les paysans. Selon la *Statistique générale de la France du mouvement de la population de 1885*² nous avons les mêmes résultats, les voici :

PROFESSIONS	NOMBRE des divorces,	TITULAIRES profession (en milliers.)	PROPORTION pour 100 000.
Militaires et marins. . . .	47	»	»
Fonctionnaires publics. . .	182	250	72
Propriétaires et rentiers. . .	331	494	107
Professions libérales	238	200	119
Agriculture (patrons et chefs d'exploitation)	183	3.400	6
Industrie (Patrons et chefs d'exploitation)	293	795	37
Commerçants.	646	657	98
Employés de commerce et d'industrie	578	565	102
Ouvriers et journaliers in- dustriels	885	2.490	44
Ouvriers et journaliers agri- coles	248	1.700	15
Domestiques attachés à la personne.	66	»	»
Autres professions	326	»	»

1. Bertillon. *Op. cit.*, P. 109.

2. *Ibid.*, p. 26.

Selon le recensement de 1931¹, 42 départements agricoles ont au moins 50 p. 100 de la population active masculine occupée dans l'agriculture, ainsi le Gers, le Lot, la Creuse, la Lozère, le Cantal, la Dordogne, la Corrèze, les Deux-Sèvres, la Vendée, le Finistère, etc. Ce sont les départements où nous trouvons les taux de divorces les plus faibles.

Nous voyons encore que, dans 25 départements industriels, ayant au moins 40 p. 100 de la population active totale occupée dans l'industrie, tel le Nord, le territoire de Belfort, le Rhône, la Seine, le Doubs, l'Oise, la Somme, la Seine-et-Oise, la Seine-Inférieure, la Marne, etc... le taux des divorces est très élevé. Ce taux même suit donc la distribution géographique, mais dépend de l'activité de la population.

Nous remarquons que les professions intellectuelles sont celles où le divorce est le plus répandu, par contre, les populations agricoles sont celles qui pratiquent moins le divorce. Autrement dit, ce sont les gens les plus fortunés qui fournissent le taux de divorce le plus élevé et les classes les plus pauvres qui donnent le taux le plus faible.

Or, les milieux cultivés montrent souvent un affaiblissement des croyances traditionnelles et un état d'individualisme moral très développé². C'est pourquoi les professions intellectuelles sont celles où le divorce est le plus répandu. Rappelons encore³ que les départements où il y a le plus de ménages cultivés, sont la Seine, et le Rhône, et la plupart des départements du Nord-Est. C'est là que nous trouvons les taux de divorce les plus forts. Et au contraire, dans les

1. Troisième partie, t. I, p. 11.

2. Durkheim. *Op. cit.*, p. 170.

3. *Annuaire statistique de la France*, 1894, p. 50 et *Album graphique de la statistique générale de la France*, p. 68 et suivante, Paris, 1907.

départements qui comptent le plus d'illettrés, tels la Lozère, le Finistère, etc... le taux des divorces est des plus faibles.

Les professions du commerce et de l'industrie sont plus sensibles que les professions agricoles aux crises économiques. C'est pourquoi les fonctions industrielles et commerciales sont, en effet, parmi les professions qui fournissent le plus au divorce.

Mais lorsqu'on étudie du point de vue économique la répartition des divorces selon les professions, il peut être intéressant de noter l'influence de la natalité. L'enfant détourne du divorce, nous l'avons déjà montré plus haut. Selon la *Statistique de la famille de 1926*¹ les époux sans enfant se rencontrent avec le taux le plus élevé chez les gens sans profession, puis chez les fonctionnaires, les commerçants et les industriels. Par contre, parmi les professions, c'est chez les paysans et chez les ouvriers qu'on trouve les familles les plus nombreuses. Il est donc vrai que « l'aisance entraîne la stérilité² ».

Nous avons vu déjà que les régions les plus riches, donnent les taux de divorces les plus élevés, et les régions les plus pauvres les taux les plus faibles; nous trouvons les mêmes résultats lorsqu'il s'agit de professions. Il semble bien que la pauvreté protège contre le divorce.

Si la pauvreté protège contre le divorce « c'est que, par elle-même, elle est un frein³ ». Quant aux classes aisées, « la proie plus riche qui leur est offerte les stimule, les rend plus exigeants, plus impatients de toute règle, alors

1. *Statistique de la famille de 1926*, p. 27 et 70, voir aussi l'année 1906, p. 38.

2. D^r Jacques Bertillon. *La dépopulation de la France*, p. 107, Paris, 1911.

3. Durkheim. *Le suicide*, p. 282.

justement que les règles traditionnelles ont perdu de leur autorité ». L'état de dérèglement ou d'anomalie est donc encore renforcé par ce fait que les passions sont moins disciplinées au moment même où elles auraient besoin d'une forte discipline¹.

« Chez les pauvres, au contraire, quoi qu'on fasse, les désirs, dans une certaine mesure, sont obligés de compter avec les moyens; ce qu'on a sert en partie de point de repère, pour déterminer ce qu'on voudrait avoir. Par conséquent, moins on possède, et moins on est porté à étendre sans limites le cercle de ses besoins. L'impuissance, en nous astreignant à la modération, nous y habitue, outre que, là où la médiocrité est générale, rien ne vient exciter l'envie² ».

En tous cas, dans le cadre de la civilisation ou de la vie collective, les gens pauvres sont beaucoup moins engagés que les personnes riches. Plus on s'engage dans le cadre de la civilisation ou de la vie collective, et l'on sait combien ce milieu est complexe, et plus il est facile de perdre son équilibre. Les gens pauvres, au contraire, qui vivent dans un milieu très simple reçoivent moins de sollicitations de la société. Il leur est plus facile de maintenir leur équilibre.

Depuis la révolution de l'industrie, beaucoup de femmes mariées quittent leur foyer pour aller travailler dans les bureaux ou les usines. Elles sont de plus en plus des salariées et beaucoup plus qu'autrefois engagées dans les complexités de la vie collective. Cette révolution économique doit avoir une répercussion sur la fréquence des divorces³.

1. *Le suicide*, p. 281.

2. *Ibid.*, p. 282.

3. W. F. Ogburn. *Social Change*, p. 241, New-York, 1924 et Lichtenberger. *Op. cit.*, p. 280 et suiv.

Voici le tableau de la population active féminine depuis 1860 (en milliers)¹ :

PROFESSIONS	1860	1896	1901	1906	1921	1926	1931
Agriculture, forêt, pêche. . .	1.875	2.760	2.663	3.330	3.962	3.391	3.194
Industrie et transports	1.305	2.069	2.360	2.519	2.460	2.293	2.279
Commerce	242	577	698	779	1.008	1.008	1.189
Professions libérales	132	173	209	193	289	275	325
Services publics, armée	»	2	»	1	»	»	»
Services publics administratifs	32	82	86	19	202	194	228
Services domestiques	1.047	731	784	773	685	673	685
Professions non spécifiées	10	16	5	»	»	»	»
Population active	4.643	6.411	6.805	7.694	8.606	7.838	7.900
Personnes sans profession	14.410	12.935	12.729	12.051	11.747	13.081	13.417
Population présente totale	19.053	19.346	19.534	19.745	20.353	20.919	21.317

Par ce tableau, on voit que le nombre des femmes sans profession a diminué peu à peu.

Au premier des recensements que nous avons relevés, 76 p. 100 de la population féminine n'exerce aucune profession. Cette proportion a diminué régulièrement jusqu'en 1921 (58 p. 100 seulement pour cette année-là), mais elle a augmenté pour les deux derniers recensements.

Or, parmi la population active féminine, la plupart sont des femmes mariées, selon le recensement de 1926² on

1. *Le recensement de 1931*, III^e partie, t. I, p. 8.

2. *Annuaire statistique générale de la France*, 1933, p. 12.

compte presque 4 millions de femmes mariées sur les 7 millions et plus de la population active féminine.

Non seulement, la population active féminine n'a cessé de croître, mais encore beaucoup de femmes se sont engagées progressivement dans les professions qui fournissent les taux de divorces les plus forts telles les professions libérales, le commerce et les services publics. En 1866, 52,3 p. 100 de la population active féminine étaient employés dans l'agriculture, les forêts et la pêche, en 1931 il n'y en avait plus que 44 p. 100 seulement; pour l'industrie et les transports la proportion de 36.4 p. 100 en 1866 avait un peu diminué pour 1931 (31.6 p. 100). Dans le commerce, le taux des femmes employées qui était de 6.7 p. 100 en 1866, était monté à 16.5 p. 100 en 1931; dans les professions libérales la proportion qui était de 4 p. 100 seulement en 1866 atteignait 5 p. 100 en 1931. Enfin dans les mêmes périodes le nombre des employées dans les services publics n'avait cessé d'augmenter passant de 1 p. 100 en 1866 à 3 p. 100 en 1931¹.

Le travail des jeunes filles elles-mêmes en dehors de la famille en favorisant leur engagement de la vie collective n'a pas manqué d'exercer par la suite une influence sur leur vie conjugale. Le travail des femmes mariées a les mêmes résultats accrus encore du fait que l'absence de la femme occupée au dehors est un obstacle à la vie familiale.

« La crise, origine d'une modification brusque des revenus, a sa répercussion sur tous les phénomènes d'ordre collectif : phénomènes moraux, politiques et juridiques². » Il est certain que la crise économique a une influence aggravante sur la fréquence des divorces.

1. *Le recensement*, t. 1, p. 10.

2. Lescure. *Les crises générales et périodiques de surproduction*, 4^e éd., t. I, p. 494, Paris 1932.

A chaque période de crise, la courbe des divorces a toujours pris une marche ascendante. La rapidité ou la lenteur de cette progression dépendent de l'importance de la crise. Depuis l'établissement de la loi du divorce on a déjà constaté plusieurs crises économiques, nous les exposerons d'après le livre de M. Lescure.

Aux cours de ces 49 années, c'est en 1900 qu'apparaît la première de ces crises économiques. Et le taux des divorces en France avait baissé de 1899 à 1900, mais dans la Seine cette baisse avait déjà commencé dès 1895, à cause de la crise politique nationale, comme nous l'avons déjà dit et s'était terminée plus tard que dans le reste de la France. On voit que cette crise économique a eu une grande influence sur le taux des divorces. Les statistiques des émissions accusaient un afflux du capital vers l'industrie et le total des émissions industrielles passait en France de 3.861 millions de francs en 1895 à 2.295,2 en 1900. La production de la fonte passait en France de 2.004 (mille tonnes) en 1895 à 2.714 en 1900. Les recettes des chemins de fer reflétaient, eux aussi, l'état satisfaisant du commerce et de l'industrie. Parallèlement, le portefeuille des banques d'émission enflait et le chiffre total de leurs affaires traduisait l'essor industriel et commercial. Quand la France est prospère, le taux des divorces baisse.

Dans la période de crise et de dépression le total des émissions d'actions passait en France de 1.298,4 millions de francs en 1900 à 499,7 en 1903. La production de la fonte passait en France de 2.714 (mille tonnes) en 1900 à 2.389 en 1901. Le portefeuille moyen de la Banque de France de 875,2 millions de francs en 1900 tombait à 546,3 en 1902. En présence d'une demande décroissante d'escompte le taux de l'escompte moyen s'abaissait peu à peu à Paris de 3,25

en 1900 à 3 seulement en 1901-1903. Les dividendes distribués par les houillères, la métallurgie, fléchissaient. Les aciéries de la marine, au lieu de 65 en 1900 distribuaient 50 à 45 francs en 1901 et 1902.

Dans les charbons, les salaires baissent, cette baisse s'accompagne d'une grève générale violente en 1902.

En ce qui concerne le taux des divorces il reprenait une marche ascendante dès l'année 1901 pour la France entière et continuait à augmenter régulièrement jusqu'en 1903. 8 p. 100 d'augmentation pour 1901, 17 p. 100 en 1902 et 24 p. 100 pour 1903. Mais dans le département de la Seine la progression continuait jusqu'en 1905; et dans les campagnes ne se terminait qu'en 1906.

Pour la crise de 1907, nous avons les mêmes résultats. Selon Lescure, l'année 1905 fut le signal d'une reprise très nette en France. La statistique des émissions accusait une reprise sensible dès 1904. Les émissions d'actions passaient de 497,7 millions de francs en 1903 à 1.361,7 en 1904, 1.907,2 en 1905 et 1.617,1 en 1906. La courbe des émissions d'obligations suivait et passait respectivement de 201,8 en 1904 à 674,3 et 1.062,3 en 1905 et 1906. La production s'accroissait notamment celle de la houille, du minerai de fer, de la fonte et de l'acier.

Avec l'activité de la demande les prix augmentaient dès novembre 1905, les marchés de coke se renouvelaient avec des hausses de 0.50 et même 2 francs. Les importations de matières premières passaient de 2.865,273 francs en 1904 à 3.687.126 francs en 1906 et à 3.878.446 en 1908. Les recettes des chemins de fer passaient de 1.514.656 en 1904 et 1.577.218 en 1905 à 1.619.315 en 1906.

Dans cette période de prospérité du fait que la marche de chaque catégorie de population ne suivit pas le même rythme,

les constatations ne se dégagent pas très nettement du taux des divorces pour la France entière. Mais elles se dégagent plus clairement pour chacune des catégories de la population. Nous allons voir que, pour le département de la Seine, le taux des divorces tomba en 1906 à 126 pour 100.000 habitants contre 138 en 1905, et à 118 seulement pour l'année 1907. Pour la population urbaine, le taux baissa un an plus tôt que dans la Seine, 68 pour l'année 1905 contre 69 en 1904 tandis que dans les campagnes le taux du divorce restait stationnaire pendant les années 1906 et 1907 (31 pour 100.000 habitants).

Pendant la période de dépression, la production de la fonte était de 3.391.150 tonnes en 1908 contre 3.888.949 en 1907. La production du minerai de fer s'est abaissée de 10.981.000 en 1907 à 9.000.000 en 1908. La production de l'acier diminuait en 1908 de 19.156 tonnes ou de 1,4 p. 100 par rapport à 1907. L'industrie automobile dont les exportations étaient passées de 50.000 (9 X), en 1903 à 144.000 en 1907 touchait en 1908 le chiffre de 127.000.

La Banque de France qui pendant la crise monétaire s'était révélée le soutien du crédit mondial accusait en 1908 une réduction de son portefeuille. De 4 p. 100 l'escompte baissait à 3 p. 100. L'encaisse augmentait. Le chômage se développait. Certains hôtels de Paris attendaient en vain leur clientèle habituelle.

Pendant l'année 1908, c'est-à-dire dès le début de la crise, le taux de divorce augmenta dans toutes les catégories de population et pour la France entière. Le taux pour le département de la Seine passait de 117 en 1907 à 124 en 1908, en 1909 de 135 et 137 en 1910. Chez les populations urbaines, le taux qui était de 78 seulement en 1907, était passé à 81 en 1908, 90 pour 1909 et 1910.

Dans les campagnes, nous constatons les mêmes résultats, 33 pour l'année 1908 et 38 pour 1909 et 1910 contre 31 pour l'année 1907. Et pour la France entière naturellement le taux augmentait aussi pendant ce temps (58 pour 1908, 65 pour 1909 et 66 pour 1910 contre 55 en 1907).

La période de prospérité qui précéda la crise de 1913-1914 fut très courte : dès 1910, le capital reflue vers l'industrie. Les émissions industrielles en France réduites à 983 (millions) en 1907, passent à 2.274 en 1910, 1.654 en 1911, 2.547 en 1912, 2.314 en 1913.

Parce que la période de prospérité ne fut pas de longue durée, le taux des divorces ne subit pas de grandes variations.

Pour la France entière, pendant les années 1910 et 1911 le taux des divorces se maintint au même chiffre 66 pour 100.000 habitants. Pour la population urbaine, nous constatons une diminution en 1911 (88 contre 90 pour l'année 1910). Dans les campagnes le taux est resté stationnaire pendant ces deux années (38 p. 100.000 habitants) mais on constate une légère augmentation pour la Seine.

Au début de la crise, en mai 1913, le taux d'escompte sur le marché libre atteint 4 p. 100 égal au taux de la Banque. A partir de mai 1913, il décroît. Fin 1913, il atteint 3 7/8 à 3 1/2 p. 100, tandis que le portefeuille maximum de la Banque de France est de 1.394 millions de francs en 1912 passe à 2.153 millions de francs en 1913. Le taux d'escompte reste fixé à 4 p. 100 toute l'année. Mais la Banque de France force son encaisse or d'une façon continue.

Observons le taux des divorces pour la France entière, il a déjà commencé à augmenter en 1912, 73 au lieu de 65 en 1911 et 75 pour 1913, l'augmentation est la même pour la population rurale (43 contre 42 en 1912). L'accroissement

pour la Seine est plus fort que pour toutes les autres catégories de population même pour la France entière (183 au lieu de 169 en 1912 et 140 pour l'année 1911).

Pendant la guerre, le taux des divorces a diminué subitement. Nous en avons déjà dit plus haut la raison, mais nous devons ici faire intervenir le facteur économique parce qu'il a joué un rôle très important lui aussi.

Selon M. Lescure, « la période de guerre, à bien des égards, a ressemblé à une période de prospérité industrielle. Les prix des marchandises augmentent et avec eux les profits, les salaires, le taux de l'intérêt. Le chômage disparaît, une activité fiévreuse se manifeste partout. Des différences essentielles séparent pourtant cette période d'une période ordinaire de prospérité, tandis que normalement un essor est caractérisé par un développement rapide de la production, la période de guerre en Europe et plus particulièrement en France, l'est par un fléchissement général de production, qui s'accroît avec la mobilisation ». L'abaissement du taux des divorces dans toute la France, en temps de guerre peut s'expliquer pour une partie par la prospérité.

Après la guerre, survient la crise de 1920. Cette crise est l'une des plus complexes et des plus terribles de l'histoire économique, selon Lescure, elle est essentiellement la crise d'une époque de reconstitution qui cherche une situation plus normale après une vie artificielle de quatre ans : reconstitution des régions dévastées par la guerre, reconstitution des stocks anéantis, rétablissement des monnaies par le retour à l'or, restauration des finances publiques.

Cette crise a commencé lorsque, en avril 1920, la Banque de France éleva son taux de 1 p. 100 et le porta à 6 p. 100. Un krach de bourse d'une violence exceptionnelle allait accompagner cette crise économique, notamment à Paris.

En mai 1920, la hausse des prix, les bénéfices réalisés dans le commerce et dans l'industrie avaient stimulé la spéculation sur les valeurs libellées en francs, la baisse vertigineuse du franc ayant déterminé une hausse parallèle des valeurs mobilières libellées en monnaies étrangères appréciées. En mai, survient la baisse des prix et plus encore la baisse des changes.

Pendant ces temps de crise le chiffre maximum des chômeurs secourus fut atteint en 1921, les salaires furent réduits et les faillites très nombreuses.

Observons que le taux de divorces aussi atteignit un niveau supérieur pendant cette crise très violente. Le nombre des demandes passait de 22.357 en 1919 à 45.577 en 1920. Les divorces transcrits pour 100.000 habitants en 1919 n'étaient que de 69, ils passaient à 149 en 1920 et à 166 pour l'année 1921, contre 75 en 1913. La Seine atteignit son maximum en 1921 avec un taux de 360 contre 260 en 1920 et 183 en 1913. Cette augmentation était extraordinaire, elle a suivi exactement le même rythme que la crise. C'est surtout dans les grandes agglomérations qu'elle se manifeste plus nettement.

De 1921 à 1929 la France a fait preuve d'une singulière vitalité. Non seulement les dévastations de la guerre ont été réparées, mais grâce aux perfectionnements de la technique la production s'est beaucoup plus développée que la population. La balance commerciale s'est retournée, depuis 1921 nous revenons aux valeurs, non seulement les chiffres dépassent ceux de 1913 mais atteignent un niveau jamais atteint¹. Pendant cette période, la France est plus riche.

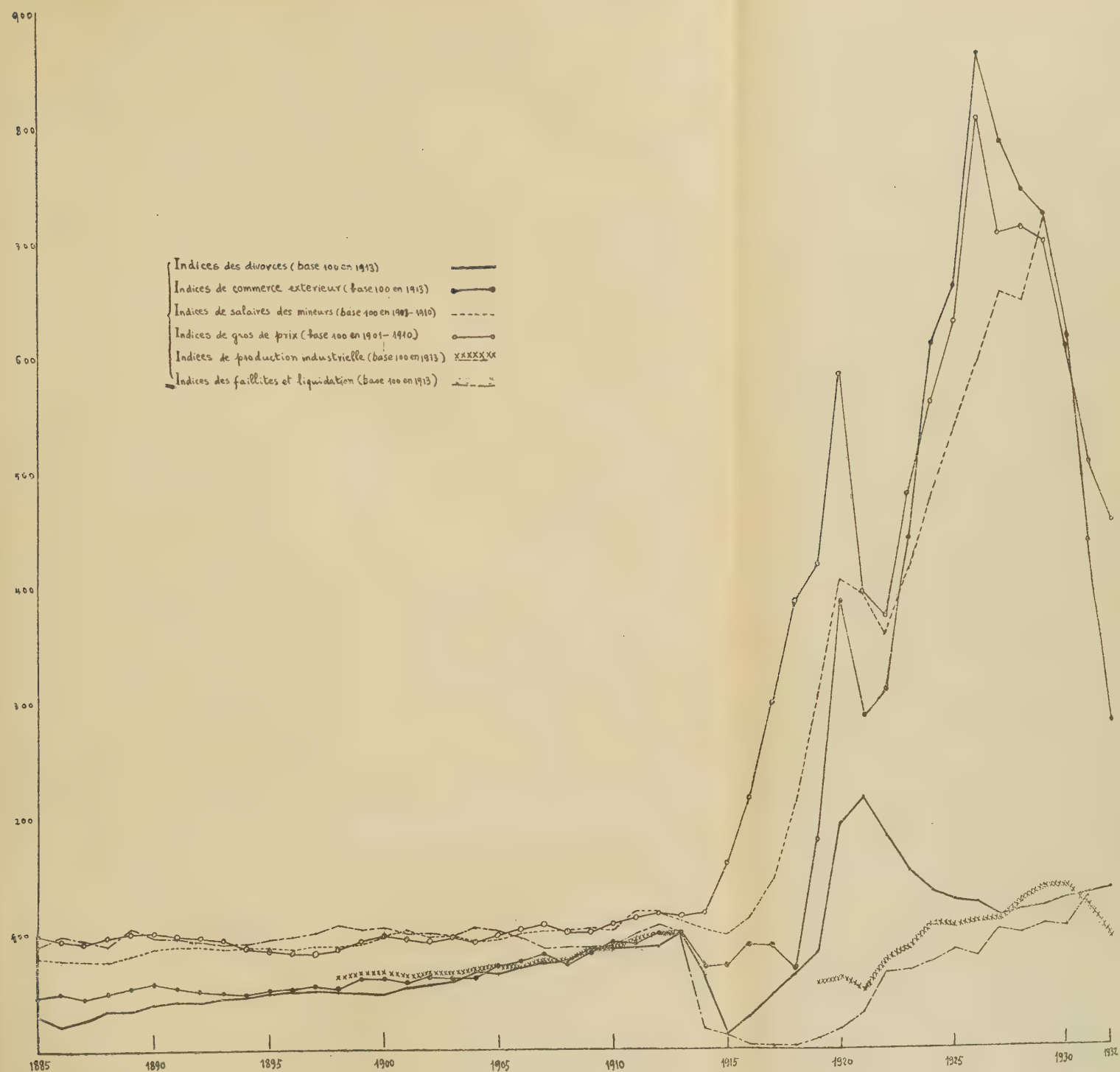
1. H. Hauser. *Les nouveaux aspects du commerce extérieur de la France*, p. 8 (dans *Bulletin de la société industrielle de Mulhouse*, mai, 1925).

En raison de ces conditions économiques favorables le taux des divorces à partir de 1921 n'a cessé de décroître jusqu'en 1927 (89 pour l'année 1927 au lieu de 166 en 1921), en 1927, se produit une fausse crise de la monnaie et qui suit la crise mondiale de 1929. Cette crise coïncide avec une augmentation du taux des divorces pour la France entière, augmentation qui s'était fait sentir légèrement mais régulièrement depuis 1928. Mais en réalité, seule la France est restée assez longtemps indemne. La production augmenta encore jusqu'en 1932. Le chômage fut peu important. La première crise de bourse française ne date que de l'automne 1930. Ces faits sont constatés par le département de la Seine. Le taux de divorces dans ce département a diminué régulièrement depuis 1921 jusqu'en 1925. Une légère augmentation se produisit l'année suivante, mais le taux reprit bientôt son mouvement descendant : 360 pour 1921, 324 pour 1922, 231 pour 1925, 240 pour 1926, 221 pour 1927, 204 pour 1928, 206 pour 1929, 220 pour 1930 et 218 pour 1931.

Pour obtenir des résultats précis nous devons examiner les mouvements des grandes catégories de la vie économique. Nous dresserons leurs courbes pour les comparer avec la courbe des divorces. Par là, nous pourrions trouver facilement le rapport du rythme de la vie économique et celui du divorce.

Nous allons d'abord examiner le commerce extérieur qui est en rapport avec la richesse de la nation. Beaucoup de sociologues¹ nous ont déjà montré que le mouvement de

1. P. H. Hooker. *On the correlation of the marriage rate with Foreign Trade* (*Journ. of the Royal Statist. Society*, vol. LXIV, p. 485). George R. Davies. *Social aspects of the Business Cycle* (*Quar. Jour. of Univ. of N. D.*, vol. XII, n° 2). W. Orgburn, and Thomas. *The influence of the*



certain faits sociaux est en rapport avec la courbe du commerce extérieur du pays.

En France, avant la guerre, le commerce extérieur était dans un état très mauvais, or quand le commerce extérieur est en dépression, la dette augmente pour le pays. La courbe de commerce remonta fortement au cours de la période de 1899-1900, la courbe des divorces baissa à son tour, par suite de la crise de 1921, la courbe du commerce extérieur baissa fortement, puis elle reprit un nouveau mouvement ascendant à partir de 1922 jusqu'en 1926 et baissa à nouveau jusqu'en 1932. Si nous regardons maintenant la courbe de divorce nous constatons qu'elle a pris exactement le mouvement contraire, à celle du commerce extérieur.

Les courbes des salaires de la production industrielle et des prix de gros ont suivi aussi le même mouvement que celle du commerce extérieur et contraire à celle du divorce.

L'indice général de la production industrielle est un de ceux qui reflètent le plus fidèlement les mouvements de l'activité économique générale. Quant à l'indice des salaires nous avons seulement celui des ouvriers mineurs, mais il suffit à montrer quel fut le mouvement de l'ensemble depuis la guerre surtout dans les dix dernières années. Comparons les deux courbes, leurs ondes et cycles sont tout à fait contraires à la courbe du divorce : c'est dire que leur rapport est très net et très visible.

Nous verrons encore que quelques courbes suivent la même onde ou cycle que la courbe des divorces, telles celles des faillites et des liquidations. Elles présentent les plus sensibles fluctuations de l'activité économique et surtout dans

business cycle on certain social conditions (Journ. of the Amer. Statist. Assoc., vol. XIII, n° 139). Lescure. Influence sociale des crises économiques (Bulletin de l'Institut Solvays, 1922).

la période de la crise. La fluctuation de la courbe des divorces a presque toujours suivi la même marche que cette courbe, tant pour remonter que pour descendre.

Jetons un coup d'œil sur le tableau que nous avons montré. On voit clairement que la vie économique en France pendant et après la guerre a subi de grandes fluctuations tandis qu'avant la guerre, au contraire, elle a suivi une marche très lente sans grandes variations. Le caractère très différent de ces mouvements se reflète exactement dans la marche du divorce : très lente avant la guerre et très variée depuis.

En tous cas, le divorce a rythmé sa marche sur celle de la vie économique. Les ondes et les cycles de la vie économique sont les mêmes que ceux du divorce parce qu'il est en fonction avec la vie économique.

CHAPITRE VII

LES CAUSES DU DIVORCE INVOQUÉES PAR LES ÉPOUX

1. *Aperçu historique.* — 2. *Les causes invoquées suivant les catégories de la population.* — 3. *Le divorce d'après la cause et suivant l'âge de l'épouse divorcée.* — 4. *Les époux ayant obtenu le divorce à leur profit : 1° suivant les catégories de population ; 2° suivant l'âge de l'épouse divorcée.* 5. *Conclusion.*

Les statistiques judiciaires nous font connaître les causes invoquées par les époux. Mais « cette recherche est loin d'offrir l'intérêt qu'on pourrait lui supposer » dit Bertillon. « La véritable cause du divorce, ajoute-t-il, en effet, n'est généralement pas celle qu'on invoque devant le juge. Une femme se sépare de son mari non parce qu'il l'a trompée, ni parce qu'il l'a battue mais parce que ce mari est insupportable et que la vie commune est intolérable. Parmi tous les griefs qu'elle reproche à son mari, elle choisit le plus facile à constater judiciairement et s'en sert devant le Tribunal¹ ».

On remarquera d'après le tableau ci-après, que les causes les plus invoquées sont les excès, sévices ou injures graves. Dans la période 1884-1900, ces causes ont été invoquées pour 76 p. 100 des divorces. Pendant les deux périodes d'avant la guerre et de la guerre elle-même, ces chiffres ont un peu baissé, surtout pendant la guerre ; mais pour la dernière période le chiffre a encore remonté ; près des trois quarts des demandes de divorce sont fondées sur cette

1. Bertillon. *Op. cit.*, p. 122.

cause. Partout¹ ailleurs elle figure avec une proportion très forte.

CAUSES	1884-1910 ¹	1911-1913 ²	1914-1919 ²	1920-1930 ¹
<i>Proportion sur 100.</i>				
Excès, sévices ou injures graves. . . .	76	53	44	73
Adul- { de la femme. . . .	14	11	12	16
tère { du mari. . . .	8	6	4	10
{ des deux . . .	»	1	1	»
Condamnation à une peine afflictive et infamante	2	1	1	1
Abandon du domicile conjugal par la femme.	»	10	8	»
Par le mari. . . .	»	9	4	»
Autres causes. . . .	»	8	8	»
Causes inconnues. . .	»	»	18	»

1. D'après le *Compte rendu de la Justice*, 1910-1920 et suivante.
2. D'après la *Statistique générale de la France, du mouvement de la population*, années 1911-13 et 1914-19.

L'adultère, surtout l'adultère de la femme est fréquemment invoqué lui aussi pour la période de 1886-1890² dans 15 p. 100 des cas la cause alléguée est l'adultère de la femme. Depuis, cette cause est moins invoquée qu'autrefois, 12 p. 100 pour les périodes 1891-1895² et 1896-1900² jusqu'à la période d'avant guerre où le chiffre s'abaisse à 11 p. 100. Pendant la période de guerre, la proportion des divorces pour adultère qui avait d'abord diminué en 1914 (de la femme et du mari 16 p. 100) remonta avec un maximum en 1918 de 23 p. 100, par suite de la fréquence croissante de l'adultère de la femme. Dans la dernière période ce chiffre a remonté jusqu'à un maximum jamais atteint (26 p. 100) et

1. Bertillon. *Op. cit.*, p. 122-132 ou Jacquart. *Le divorce*, p. 30 et suiv.

2. Voir *Compte rendu de la Justice*, 1890-1895 et 1900.

l'adultère de la femme fut plus souvent invoqué (16 cas sur 100).

Le cas d'abandon du domicile conjugal est aussi assez fréquent dans les deux périodes d'avant-guerre et de la guerre. L'abandon du domicile conjugal par la femme est invoqué beaucoup plus souvent que l'abandon par le mari. Si nous comparons les deux périodes il semble que les abandons de domicile par le mari aient considérablement diminué, le nombre relatif de ceux où la femme est coupable restant à peu près stationnaire.

Quant à la cause « condamnation à une peine infamante », la proportion est restée à peu près la même. Les autres motifs de divorce sont rarement invoqués.

Nous étudierons aussi les causes invoquées suivant les catégories de la population. Ce sera aussi d'un grand intérêt pour nous. Les statistiques officielles ne nous fournissent de renseignements que pour les deux périodes de 1907-1910 et 1911-1913¹.

D'après le tableau ci-après, l'adultère est une cause de divorce plus fréquente dans les grands centres comme la Seine et plus rare dans les campagnes. Les sévices ou injures graves sont aussi beaucoup plus fréquents dans le département de la Seine que dans la population urbaine ou dans la population rurale. Au contraire, les divorces prononcés pour abandon du domicile conjugal sont proportionnellement plus faibles dans le département de la Seine que dans les autres catégories de population.

Or, la grande ville est le centre de relâchement des mœurs²; il est naturel que l'adultère comme cause de divorce

1. *Statistique du mouvement de la population, 1911-1913 et 1914-1919.*

2. Voir le chapitre III. *La vie urbaine et le divorce.*

y soit plus fréquemment invoqué. Les campagnes en tant que groupes « primaires » conservent mieux les mœurs traditionnelles, c'est pourquoi l'adultère y est rarement invoqué.

CAUSES	1907-1910 ¹				1911-1913 ¹			
	Seine.	Popula- tion urbaine.	Popula- tion rurale.	France entière.	Seine.	Popula- tion urbaine.	Popula- tion rurale.	France entière.
Proportion sur 100								
Adultère { de l'homme .	9,5	5,7	5,3	6,5	7,6	6,0	5,5	6,3
{ de la femme .	13,6	12,2	10,6	12,0	11,1	11,1	11,5	11,2
{ des deux . . .	0,6	0,5	0,4	0,5	0,8	0,7	0,4	0,6
Ensemble	23,7	18,4	16,3	19,0	19,5	17,8	17,4	18,1
Abandon { par l'homme.	2,3	12,4	11,5	9,6	3,4	11,5	11,4	9,3
du { par la femme.	2,5	11,8	12,5	9,8	3,1	12,0	12,6	9,7
domicile								
Ensemble	4,8	24,2	24,0	19,4	6,5	23,5	24,0	19,0
Condamnation	0,4	1,0	1,0	0,9	0,4	1,1	1,4	1,0
Excès sévices, injures graves	70,4	47,6	47,0	52,9	72,8	47,3	45,0	53,6
Autres causes	0,7	8,8	11,7	7,8	0,8	10,3	12,2	8,3

1. La Statistique du mouvement de la population, 1907-1910 et 1911-1913.

Les cas d'abandon du domicile conjugal sont au contraire plus élevés dans les campagnes que dans les villes surtout dans les grandes villes comme Paris. C'est parce que dans les villes le domicile conjugal est considéré comme le restaurant, l'hôtel, et que la vie des bureaux et des usines a détruit le foyer.

Dans les campagnes au contraire les travaux sont plus libres, les époux vivent presque toujours ensemble au domicile conjugal et de plus la stabilité des mœurs y est plus grande que dans la ville, où lorsque la vie commune est

CAUSES	AGE DE L'ÉPOUSE DIVORCÉE ¹ 1907-1910							
	moins de 20.	20-24	25-29	30-34	35-39	40-49	50-59	60 et plus.
<i>Proportion sur 100.</i>								
Adultere { de l'homme . . .	2,6	4,0	5,3	6,7	7,2	7,8	8,0	7,7
{ de la femme . . .	12,7	12,7	14,1	13,0	12,6	9,8	5,4	14,2
{ des deux	0,4	0,3	0,5	0,6	0,6	0,4	0,3	0,3
Ensemble	15,7	17,0	19,9	20,3	20,4	18,0	13,7	22,2
Abandon { par l'homme . . .	3,5	7,4	8,0	9,4	9,8	11,9	12,3	9,7
domicile { par la femme . .	19,3	13,5	11,0	9,0	8,4	8,2	10,3	8,0
Ensemble	22,8	20,9	19,0	18,4	18,2	20,1	22,6	17,7
Condamnation	0,9	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	1,2	1,2
Excès, sévices, injures graves .	49,6	52,4	52,3	53,5	53,5	53,5	54,1	53,7
Autres causes	11,0	8,7	8,0	7,5	7,5	7,5	8,4	5,2

CAUSES	AGE DE L'ÉPOUSE DIVORCÉE 1911-1913							
	moins de 20.	20-24	25-29	30-34	35-39	40-49	50-59	60 et plus.
<i>Proportion sur 100.</i>								
Adultere { de l'homme . . .	2,9	4,0	5,0	6,3	7,4	8,0	7,4	4,8
{ de la femme . . .	11,9	12,7	13,1	11,8	11,3	8,9	6,0	4,2
{ des deux	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,3	
Ensemble	15,3	17,4	18,7	18,9	19,3	17,6	13,7	9,0
Abandon { par l'homme . . .	4,8	7,5	9,0	8,9	9,2	10,4	11,8	10,7
domicile { par la femme . .	17,2	13,5	10,8	9,4	8,1	8,6	8,5	11,9
Ensemble	22,0	21,0	19,8	18,3	17,3	19,0	20,3	22,6
Condamnation	2,4	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,8	2,5
Excès, sévices, injures graves .	49,8	50,5	52,5	54,3	53,5	55,1	54,6	54,5
Autres causes	10,5	10,0	8,0	7,6	8,8	7,4	10,6	11,4

insupportable le moyen le plus naturel de s'en libérer est l'abandon du domicile.

On a également étudié la répartition des divorces d'après la cause invoquée et suivant l'âge de l'épouse divorcée (voir tableau p. 124) :

Le tableau ci-dessus montre que la proportion des divorces prononcés pour adultère de l'homme croît régulièrement avec l'âge de l'épouse divorcée et que la proportion des divorces ayant pour cause l'adultère de la femme passe par un maximum pour le groupe d'âge 25-29 ans. En ce qui concerne les divorces prononcés pour abandon du domicile conjugal par l'homme nous trouvons une proportion d'accroissement en rapport avec l'âge de l'épouse divorcée. Au contraire, le nombre proportionnel des divorces pour abandon du domicile conjugal par la femme décroît à mesure que l'âge de la femme augmente, jusqu'à 40 ans, il reste très élevé pour la catégorie de moins de 20 ans.

Or, plus la femme est âgée, plus elle dépend de son mari plus le mari est âgé, plus sa charge devient lourde.

Etudions enfin les cas où l'époux a obtenu le divorce à son profit. Ce seront les plus intéressants pour nous :

AU PROFIT	1917- 1910	1911- 1913	1914- 1919	1920	1921	1922	1923	1924
	<i>Proportion sur 100.</i>							
Homme	42.2	41.4	54.1	56.2	50.8	42.5	38.8	37.6
Femme.	51.4	51.2	37.0	35.2	39.9	47.5	50.3	51.5
Des deux.	6.4	7.4	8.9	8.6	9.3	10.0	10.9	10.9

AU PROFIT	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931
<i>Proportion sur 100.</i>							
Homme	36.6	35.2	35.5	36.8	39.9	36.3	37.1
Femme.	52.0	52.1	53.0	51.3	52.3	51.1	50.1
Des deux	11.4	11.7	11.5	11.9	11.8	12.6	12.8

On voit que la proportion des divorces qui figurent dans le tableau ci-contre est plus forte en ce qui concerne les divorces prononcés aux torts du mari qu'à ceux de la femme.

Avant la guerre, la proportion des divorces prononcés au profit de la femme était de 51 p. 100. Mais pendant la guerre, en 1914, une diminution très marquée jusqu'en 1919. A partir de 1915 cette proportion a été inférieure à celle des hommes (40 p 100 pour 1915, 38 p. 100 pour 1916, 33 p. 100 pour 1917, 29 p. 100 pour 1918 et 32 p. 100 pour 1919). Cette proportion des unions rompues par la faute de la femme s'abaisse dès 1920 jusqu'à moins de 37 p. 100 en 1931.

Au contraire la proportion des hommes ayant obtenu le divorce à leur profit présente un accroissement très marqué jusqu'en 1918. Depuis 1919 le chiffre s'abaisse chaque année : en 1931, 50 p. 100 ont été prononcés aux torts du mari.

Enfin les divorces obtenus aux torts réciproques des époux sont relativement plus nombreux à partir de 1915 et surtout après la guerre. Pour la dernière année 1931 le chiffre a remonté à 13 p. 100 et a toujours suivi une marche ascendante (sauf en 1914 sous l'influence de la guerre).

Dans les grandes villes comme Paris et le département de

la Seine, la proportion des femmes ayant obtenu le divorce est plus élevée que dans la population rurale ou dans la population urbaine.

AU PROFIT	1907-1910 ¹				1911-1913 ¹			
	Seine.	Urbaine.	Rurale.	France.	Seine.	Urbaine.	Rurale.	France.
De l'homme.	41,0	42,8	42,0	42,2	38,3	42,5	42,4	41,4
De la femme.	54,2	50,1	51,5	51,4	54,2	49,7	50,9	51,2
Des deux . .	5,8	7,1	6,5	6,4	7,5	7,8	6,7	7,4

¹ *Statistique du mouvement de la population, 1907-10 et 1911-13.*

Dans les foyers intellectuels que sont les grandes villes la femme s'instruit davantage. La grande ville est le milieu favorable à la fermentation des idées égalitaires¹ c'est le milieu d'affaiblissement des croyances traditionnelles et celui où l'individualisme moral est le plus répandu. C'est pour toutes ces raisons que dans les grandes villes les femmes ont plus souvent obtenu le divorce à leur profit.

Nous examinerons également la répartition des divorces d'après l'âge des époux. On pourra confronter les résultats obtenus avec ceux du tableau de divorce d'après la cause et suivant l'âge de l'épouse divorcée.

A partir d'un certain âge la proportion des divorces prononcés aux torts du mari est plus forte que celle des divorces prononcés aux torts de la femme. Et au contraire, la proportion des maris ayant obtenu le divorce est plus considérable que celle des femmes tant que l'épouse n'a pas dépassé 25 ans.

1. Bouglé. *Les idées égalitaires*, p. 101. Voir aussi le chapitre v.

AU PROFIT	MOINS 20 ANS	20-24	25-29	30-34	35-39	40-49	50-59	60 et plus.
<i>Proportion sur 100 (1907-1910).</i>								
De l'homme . . .	59,2	49,2	46,4	42,3	40,5	37,3	35,6	44,9
De la femme . . .	34,0	43,7	47,1	51,2	52,7	56,9	58,2	51,6
Des deux	6,8	6,9	6,5	6,5	6,8	5,8	6,2	3,5
<i>1911-1913</i>								
De l'homme . . .	57,8	49,4	45,0	42,0	39,0	36,6	35,2	35,1
De la femme . . .	36,4	42,4	47,6	50,2	53,6	56,6	58,0	57,9
Des deux	5,8	8,2	7,4	7,8	7,4	6,8	6,8	7,0

Ce résultat coïncide avec celui que nous avons déjà donné, à savoir que les divorces prononcés pour adultère du mari croissent régulièrement avec l'âge de l'épouse divorcée. Il est d'ailleurs influencé moins par des causes particulières comme l'adultère que par le milieu culturel et les raisons sociales, comme le dit Bertillon : « une femme se sépare de son mari non parce qu'il l'a trompée mais parce que ce mari est insupportable et que la vie commune est intolérable. »

Or, quand la société par son déséquilibre, pousse à la désorganisation de la famille, c'est toujours le mari qui souffre davantage de ces conditions sociales parce que participant davantage à l'activité de la civilisation et beaucoup plus engagé que sa femme dans la vie collective.

Le mari fait souffrir à sa femme dans son foyer, ce que la société lui fait souffrir à lui-même et rend ainsi la vie conjugale insupportable. C'est pourquoi, le plus souvent, dans un mauvais ménage, le coupable est le mari. Aussi sont-ce les femmes qui le plus souvent demandent le divorce.

1. Bertillon. *Op. cit.*, p. 122.

CONCLUSION

Ainsi le nombre des divorces augmente très rapidement dans toutes les régions de la France surtout dans les campagnes. Depuis le commencement de ce siècle, cet accroissement est exceptionnellement fort : de 4.227 en 1885, le nombre annuel de divorces transcrits est passé à 14.998 en 1913 et 21.727 en 1932. Le nombre annuel de nouveaux divorcés pour un million d'habitants progresse de 220 en 1885 à 754 en 1913 à 1.039 en 1932, soit 470 p. 100 d'augmentation. Et on trouve aussi le même mouvement ascendant dans tous les pays de l'Europe et États-Unis.

Mais le taux de divorce a considérablement varié suivant les temps et les pays. Chaque pays a un taux de divorce qui lui est propre. Les pays protestants fournissent souvent un taux de divorce plus élevé que les pays catholiques ; et les pays de civilisation plus avancée donnent généralement le taux de divorce le plus fort. A l'intérieur d'un pays on trouve la même hétérogénéité. Cette différence dans la distribution des taux de divorce est une conséquence de la diversité quant au degré de civilisation.

Il y a aussi des différences entre les villes et les campagnes qui exercent une influence notable sur le divorce. Dans les villes, la population est plus mobile, plus affranchie des traditions et plus engagée dans la vie collective. Au contraire,

dans les régions plutôt rurales « la vie du groupe paysan est profondément engagée, et tout entière, dans la nature ». « C'est une vie collective à la fois très forte et très simple, ou très simplifiée.¹ » A cause de la civilisation moderne centralisée et progressive dans les villes, l'organisation de la vie y est plus compliquée. En raison même de cette complication, il est tout naturel qu'on y rencontre plus de déséquilibres. Par suite des difficultés que présente le maintien de l'équilibre social, le taux des divorces a été tout de suite très élevé dans la ville. A la campagne, il l'était beaucoup moins : la différence entre la ville et la campagne à cet égard a notablement diminué depuis que, sur celle-ci, se sont exercées des influences urbaines.

La fréquence des divorces est en rapport avec le rythme de la vie sociale. On peut voir au cours des crises politiques, des périodes de prospérité et de dépression économique, que ces ondes et ces cycles correspondent à ceux de la courbe des divorces. Pendant les périodes de crise politique et de guerre, la vie sociale est plus intense, plus unifiée et plus simplifiée, c'est-à-dire l'équilibre de la civilisation est plus stable qu'en temps de paix. Le nombre des divorces s'abaisse alors. Remarquons encore que les mouvements de la vie économique dans les temps de prospérité et de dépression présentent la même marche et le même rythme que le mouvement des divorces. Ce qui est particulièrement évident en temps de crise. C'est parce que la crise a sa répercussion sur tous les phénomènes d'ordre collectif. Les statistiques nous apprennent que dans les régions les plus riches, chez les gens les plus aisés ainsi que chez ceux qui exercent des professions libérales, le taux de divorce est le plus élevé.

1. Halbwachs. *Op. cit.*, p. 503.

Au contraire, ce sont les régions pauvres, les ouvriers et les gens illettrés qui fournissent le taux de divorce le plus faible. Là aussi, la fréquence des divorces est en corrélation avec le degré de richesse. Or, ce sont les groupes les plus riches et les plus cultivés que l'on trouve surtout engagés dans la vie collective et inversement.

D'autre part, lorsqu'on observe l'âge des divorcés, on voit qu'il est aussi en rapport avec les conditions de la vie sociale. Pendant une certaine période de la vie où l'on est pris davantage par les divers modes d'activité familiale, professionnelle, relations politiques, économiques, avec une grande variété d'hommes et de groupements on demande le divorce plus fréquemment. Observons, d'autre part, que quand l'âge de la femme est supérieur à celui du mari, on enregistre des divorces plus fréquents que dans le cas où le mari est plus âgé que la femme. Il est bien sûr que les traditions et les mœurs de la société ont une influence à cet égard.

Mais il nous semble que la natalité joue un rôle, à cet égard. La civilisation qui réduit considérablement la natalité¹, favorise au contraire, l'augmentation des divorces. Car l'enfant détourne du divorce. Il est donc vraisemblable qu'à mesure que les familles nombreuses diminuent, à mesure aussi augmente le nombre des divorces. La famille, dit-on, existe surtout en vue des enfants, l'absence de ceux-ci, favorise et rend probable sa désorganisation. C'est dans les familles les plus nombreuses que l'esprit domestique est le plus fort, et leur organisation est par suite garantie d'autant plus solidement que le nombre des enfants est plus grand. On voit plus clairement encore que les couples qui sont

1. Voir Leroy-Beaulieu. *Op. cit.*, p. 179 et suiv.; Dagan. *Les méthodes positives en morale et le problème de la natalité*; et *Un aspect de la dépopulation* (*Revue de Métaphysique et de Morale*, 1897).

restés mariés le plus longtemps fournissent le taux de divorce le plus faible.

* *

La fréquence des diverses marche de pair avec la civilisation moderne, et, la civilisation moderne est concentrée dans les villes. Cette concentration a permis de réaliser un progrès rapide. Mais cet énorme progrès détermine une concentration plus grande encore. Ces deux faits sont interdépendants. Du fait de cette concentration et de ce progrès, la civilisation est plus hétérogène ou plus complexe. « La vie sociale moderne, dit Halbwachs, est plus compliquée qu'elle ne l'a jamais été¹. » Et ce sont les civilisations les plus hétérogènes ou les plus complexes qui perdent le plus facilement leur équilibre ; parce que dans ces sociétés, il y a trop de biens à protéger et trop de gens à surveiller. Cette centralisation de la civilisation est caractérisée par un taux de divorce plus élevé, parce qu'elle crée un déséquilibre.

De progrès de la centralisation ou la concentration des groupes urbains sont donc les causes principales du déséquilibre de la civilisation moderne. C'est pourquoi d'Avenel a dit : « Quoi de plus facile à ce sujet que de plaider le pour et le contre puisqu'en effet il y a l'un et l'autre, ici, comme en toutes les choses humaines, si relatives ! *Le progrès industriel* crée la grande et facile production, mais il crée aussi l'excessive concurrence et la surproduction ruineuse... *Le progrès médical* empêche beaucoup d'enfants de mourir, mais il fait vivre bien des êtres défectueux, dont la vie n'est qu'une douleur prolongée. *Le progrès intellectuel* ouvre,

1. Halbwachs. *Op. cit.*, p. 501.

développe et affine l'âme des masses. Grâce à lui le peuple lit, comprend, désire, pense et sent davantage, et par là il jouit, mais par là il souffre aussi. Car c'est tantôt jouissance et tantôt souffrance de sentir, penser et désirer¹. »

1. D'Avenel, V.-G. *Mécanisme de la vie moderne*, t. I, p. vi, Paris, 1896.

VU LE 8 MAI 1936 :

Le Doyen,

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour le Recteur de l'Académie de Paris,

L'Inspecteur de l'Académie,

J. PERRON.

BIBLIOGRAPHIE

I. — PUBLICATIONS STATISTIQUES OFFICIELLES DONT NOUS NOUS SOMMES PRINCIPALEMENT SERVI

- Annuaire statistique de la France.* (Publié par la Statistique générale de la France.)
Annuaire statistique de Danemark. (Tableaux internationaux.)
Annuaire statistique de la ville de Paris. (Publié par la Statistique municipale de Paris.)
Comptes rendus de la Justice criminelle. (Publiés par le ministère de la Justice.)
Indices généraux du mouvement économique en France de 1901 à 1931. (Publiés par la Statistique générale de la France.)
La statistique internationale du mouvement de la population de 1901 à 1913, 2 vol. (Publiée par la Statistique générale de la France.)
Statistique du mouvement de la population. (Publiée par la Statistique générale de la France.)
Le recensement de la France. (Publié par la Statistique générale de la France.)
Statistique des Familles de 1906. (Publiée par la Statistique générale de la France.)
Statistique des Familles de 1911.
Statistique de la Famille de 1926.
Statistique sanitaire de la France de 1886 à 1921. (Publiée par le ministère de l'Intérieur.)

II. — LES OUVRAGES ET LES ARTICLES QUE NOUS AVONS CITÉS DANS NOTRE TRAVAIL

L'Année sociologique.

BERTILLON (J.). — *Le divorce et la démographie.* (Rev. XIX^e siècle, 1882.)

- BERTILLON (J.). — Étude démographique du divorce, Paris, 1883. Du même, un article dans *Annales de démographie internationale*, 1882.
- Le divorce à Paris. (*Annale statistique de la Ville de Paris*, 1885.)
 - Les célibataires, les veufs et les divorcés au point de vue du mariage. (*Rev. scientifique*, 1879.) Du même, un article, dans *Bulletin de la Société d'Anthropologie*, 1880.
 - *La dépopulation de la France*, Paris, 1911.
 - Le sort du divorce. (*Le Journal de la Société de Statistique de Paris*, 1884.)
- BOUGLÉ (C.). — *Les idées égalitaires*, 3^e éd., Paris 1925.
- *Qu'est-ce que la sociologie?* 5^e éd., Paris, 1925.
- BROCA (P.). — *Mémoire d'anthropologie*, t. I, Paris, 1871.
- COMTE (A.). — *Cours de philosophie positive*, Paris, 1830-1842.
- COOLEY (C.). — *Social Organization*, New-York, 1909.
- CORNEIGO (M.-H.). — *La guerre*. (Mémoire présenté au Congrès international de sociologie, tenu à Genève, 1930.)
- COULON (H.). — *Le divorce et la séparation du corps*, t. I, Paris, 1890.
- DAGNAN. — *Les problèmes positifs en morale et le problème de la natalité, et un aspect de la dépopulation*. (*Rev. de Métaphysique et de Morale*, 1897.)
- DAMAS (P.). — *Les origines du divorce en France*, Bordeaux, 1897.
- DAVIES (P.). — *Social Aspects of the Business Cycle*. (*Quar. Journ. of Univ. of N. D.*, vol. XII.)
- D'AVENEL (V.-G.). — *Mécanisme de la vie moderne*, Paris, 1890.
- DAVY (G.). — *La famille et la parenté d'après Durkheim*. (Davy : *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui*, 1932.)
- DUMONT (A.). — *Dépopulation et civilisation*, Paris, 1890.
- DURKHEIM (E.). — *De la division du travail social*, 5^e éd., Paris, 1926.
- *Le suicide*, nouvelle éd., Paris, 1930.
 - *Les règles de la méthode sociologique*, 8^e éd., Paris, 1927.
 - *Introduction à la sociologie de la famille*. (*Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux*, 1888.)
 - *Le divorce par consentement mutuel*. (*Rev. Bleue*, 1906.)
 - *L'évolution et rôle de l'enseignement secondaire en France*. (*Rev. Bleue*, 1906.)
 - *Suicide et natalité*. (*Rev. philos.*, 1888.)
 - *La famille conjugale*. (*Rev. philos.*, 1922.)
 - et FAUCONNET. — *Sociologie et sciences sociales*. (*Rev. philos.*, 1903.)
- ESMEIN (A.). — *Le mariage en droit canonique*, nouvelle éd., Paris, 1929.
- FAUCONNET (P.). — *La responsabilité*, 2^e éd., Paris, 1928.
- FAUCONNET (P.). — *L'œuvre pédagogique de Durkheim*. (Dans Durkheim : *Education et sociologie*, Paris, 1926.)
- et MAUSS. — *Article Sociologie*, dans la *Grande Encyclopédie*.

- FAUCONNET (P.) et DURKHEIM. — *Sociologie et sciences sociales*. (Rev. philos., 1903.)
- GLASSON. — *Le mariage civil et le divorce*, Paris, 1880.
- HALBWACHS (M.). — *Les causes du suicide*, Paris, 1930.
- *La nuptialité en France*. (Les Annales sociologiques, série E, 1935.)
- HERSCH. — *Situation sociale et dépopulation*. (Rev. de Paris, 1921.)
- HAUSER (H.). — *Les nouveaux aspects du commerce extérieur de la France*. (Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse, 1925.)
- HÖFFDING (H.). — *La morale*, Paris, 1910. (Trad. en français.)
- HOOVER. — *On the Correlation of the Marriage rate with Foreigner Trade*. (Jour. of the Royal Statis. Soc., vol. LXIV.)
- Commission HOOVER (H.). — *Recent Social Trends*, t. I, New-York, 1933.
- HUBERT (H.). — *La population de la France pendant la guerre*, Paris, 1930.
- JACOBY (P.). — *Etudes sur la sélection chez l'homme*, 2^e éd., Paris, 1904.
- KROEBER (A. L.). — *Anthropology*, London, 1923.
- LEFEBVRE (C.). — *La famille en France*, Paris, 1920.
- LEGRAND. — *Le mariage et les mœurs en France*, Paris, 1878.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — *La question de la population*, Paris, 1913.
- LESCURE (J.). — *Les crises générales et périodiques des surproductions*, 4^e éd., Paris, 1932.
- *Influence sociale des crises économiques*. (Bulletin de l'Institut Salvays, 1922.)
- LIARD (L.). — *L'enseignement supérieur en France*, Paris, 1894.
- LICHTENBERGER (J. P.). — *Divorce*, nouvelle éd., New-York, 1931.
- MAUSS (M.). — *Rapports réels et pratiques de la psychologie et de la sociologie*. (Jour. de Psycho., 1924.)
- *Les civilisations : éléments et formes* (dans *Civilisation, le mot et l'idée*, Paris, 1930.)
- et FAUCONNET. — Article Sociologie, dans la *Grande Encyclopédie*.
- MEURIOT (P.). — *Les agglomérations urbaines dans l'Europe contemporaine*, Paris, 1897.
- MONTESQUIEU. — *Esprit des lois*, Paris, 1748.
- MOWRER (E. R.). — *Family Disorganization*, Chicago, 1927.
- NAQUET (A.). — *Le divorce*, Paris, 1881.
- NICEFORO (A.). — *Les indices numériques de la civilisation et du progrès*, Paris, 1922.
- *La civilisation, le problème des valeurs*. (Civilisation, le mot et l'idée, Paris, 1929.)
- OSBURN (W. F.). — *Social change*, New-York, 1922.
- et GROSS. — *American Marriage et Family Relationships*, New-York, 1926.
- et THOMAS. — *The Influence of the Business Cycle on Certain Social Condition*. (Journ. of the Amer. Statis. Assoc., vol. XIII.)

PARK et BURGESS. — *The City*, Chicago, 1925.

PITTARD (E.). — *Les races et l'histoire*, Paris, 1924.

POTHIER. — *Du contrat de mariage*, Paris, 1771.

RICHARD (G.). — *Notion élémentaire de sociologie*, 11 éd., Paris, 1922.

— *Les crises sociales et la criminalité*. (*L'année sociologique*, t. III, 1900.)

SAGNAC (Ch.). — *La législation civile de la Révolution française*, Paris, 1898.

SEIGNOBOS (Ch.). — *L'évolution de la III^e République de 1875 à 1914*, Paris, 1922. (Dans *Histoire de France*, de Lavisse.)

TARDE (G.). — *Les lois de l'imitation*, 7^e éd., Paris, 1921.

— *La criminalité comparée*, 8^e éd., Paris, 1924.

VACHER DE LAPOUGE. — *Les sélections sociales*, Paris, 1896.

VIDAL DE LA BLACHE. — *Tableau géographique de France*, Paris, 1903.
(Dans l'*Histoire de France*, de Lavisse.)

— *Principes de géographie humaine*, Paris, 1922.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.	1
INTRODUCTION	3

CHAPITRE PREMIER. — LE MOUVEMENT DU DIVORCE

1. Les sources.	15
2. Les séparations de corps et les divorces avant la loi de 1884.	16
3. Accroissement du nombre des divorces	17
4. La fréquence des divorces par rapport à la population	20
5. La fréquence des divorces par rapport au nombre des mariages célébrés.	22
6. La fréquence des divorces par rapport au nombre des couples mariés	23
7. Comparaison avec les pays étrangers	25
8. Conclusion	31

CHAPITRE II. — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES DIVORCES

1. La répartition des divorces par départements	35
2. Aperçu historique	36
3. La diversité de la civilisation et le taux des divorces	42
4. Conclusion	49

CHAPITRE III. — LA VIE URBAINE ET LE DIVORCE

1. Cause d'accroissement de la ville	51
2. Le divorce dans la ville	55
3. La densité de la population et le divorce.	58

4. Le divorce dans les grandes villes.	64
5. Le divorce à Paris.	65
6. A quoi tient la fréquence des divorces dans les villes.	67
7. Conclusion. — La civilisation centralisée et son équilibre.	71

CHAPITRE IV. — L'ENFANT, LA DURÉE DU MARIAGE ET LE DIVORCE

1. La carte géographique du divorce et celle de la natalité.	73
2. Données des chiffres.	75
3. Le divorce et le nombre des enfants.	75
4. Les familles d'au moins 7 enfants et le divorce.	76
5. Les divorcés et l'enfant.	76
6. La natalité dans les villes et le divorce.	79

La durée du mariage dissous et le divorce.

1. Le rapport	80
2. Analyse des périodes de 1907-1913.	81
3. La durée moyenne.	82
4. Conclusion	84

CHAPITRE V. — LE DIVORCE ET L'ÂGE DES DIVORCÉS

1. La fréquence du divorce suivant l'âge des époux divorcés.	85
2. Age moyen des époux divorcés	88
3. Age relatif des époux divorcés	91
4. Conclusion	97

CHAPITRE VI. — INFLUENCE DES CRISES POLITIQUES, DES GUERRES ET DES CRISES ÉCONOMIQUES

1. Les crises politiques nationales et le divorce.	99
2. Les guerres et le divorce.	102
3. Explication des faits.	103
4. L'état économique.	104
A) La richesse et le divorce	108
B) L'occupation et le divorce	109
C) La population active féminine et le divorce	110
5. La crise économique et le divorce.	111
6. Les principaux mouvements de la vie économique et la courbe des divorces	118

CHAPITRE VII. — LES CAUSES DU DIVORCE INVOQUÉES
PAR LES ÉPOUX

1. Aperçu historique	121
2. Les causes invoquées suivant les catégories de la population. .	123
3. Le divorce d'après la cause et suivant l'âge de l'épouse divorcée.	126
4. Les époux ayant obtenu le divorce à leur profit.	126
5. Conclusion	129
CONCLUSION.	131
LA BIBLIOGRAPHIE	137

IMPRIMERIE
CH. HÉRISSEY
:: ÉVREUX ::